

INSTRUCTION

N° 97-056-M0 du 6 mai 1997

NOR : BUD R 97 00056 J

Texte publié au BOCP

SERVICE DES COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX - 1ÈRE SÉRIE

ANALYSE

Date d'application : 05/05/1997

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; RÉGLEMENTATION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	TPG	DOM	TGAP	RF	T						

DIFFUSION

GT 30

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureaux D2-D3

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables un certain nombre de textes législatifs ou réglementaires ou d'instructions d'application concernant les collectivités locales et établissements publics locaux.

Ces textes ou instructions sont présentés selon l'ordre des rubriques du recueil M0.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

SOMMAIRE

PAGES	RUBRIQUES
	MO
	1 - COMMUNES ET SYNDICATS DE COMMUNES
	12 - FINANCES COMMUNALES
123	<i>Recettes</i>
123-1	<i>Généralités</i>
9	Seuil de mise en recouvrement des créances des collectivités territoriales des établissements publics locaux
27	DECRET N° 97-261 DU 18 MARS 1997 - ANNEXE 1 -
11	Procédures civiles d'exécution
29	DECRET N° 96-1130 DU 18 DECEMBRE 1996 - ANNEXE 2 -
	14 - PERSONNEL COMMUNAL
141	<i>Généralités</i>
141-2	<i>Statut des personnels communaux</i>
13	Ouverture du congé de fin d'activité aux fonctionnaires et non titulaires
31	LOI N° 96-1093 DU 16 DECEMBRE 1996 (TITRE II) RELATIVE A L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE - ANNEXE 3 -
37	DECRET N° 96-1232 DU 27 DECEMBRE 1996 - ANNEXE 4 -
41	DECRET N° 96-1233 DU 27 DECEMBRE 1996 - ANNEXE 5 -

	142	<i>Cadres et effectifs.</i>
	142-3	<i>Recrutement</i>
15		Accès aux concours
43		LOI N° 96-1093 DU 16 DECEMBRE 1996 (TITRE I) RELATIVE A L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE - ANNEXE 6 -
45		DECRET N° 96-1234 DU 27 DECEMBRE 1996 - ANNEXE 7 -
	143	<i>Rémunérations</i>
	143-32	<i>Indemnités diverses</i>
17		Mesures d'ordre statutaire
49		LOI N° 96-1093 DU 16 DECEMBRE 1996 (TITRE III) RELATIVE A L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE - ANNEXE 8 -
55		CIRCULAIRE DU MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA DECENTRALISATION DU 18 FEVRIER 1997 - ANNEXE 9 -
	144	<i>Sécurité sociale, charges sociales et pensions</i>
19		Contribution sociale généralisée
65		LOI N° 96-1160 DU 27 DECEMBRE 1996 DE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE POUR 1997 - ANNEXE 10 -
77		CIRCULAIRE DU MINISTRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES DU 31 DECEMBRE 1996 - ANNEXE 11-
19		Cotisation d'assurance maladie des assurés des régimes spéciaux
87		DECRET N° 96-1151 DU 26 DECEMBRE 1996 - ANNEXE 12 -

2 - ETABLISSEMENTS PUBLICS

22 - SANTE PUBLIQUE - ETABLISSEMENT SANITAIRES, SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX

	222	<i>Etablissements publics de santé</i>
	222-2	<i>Administration des hôpitaux</i>
	222-25	<i>Personnel médical et de soins</i>
	222-252	<i>Autres personnels de soins</i>
		Voir rubrique 141-2
	222-26	<i>Personnel administratif</i>
		Voir rubrique 141-2
	222-262	<i>Nomination - recrutement - classement et échelonnement indiciaire</i>
21		Modalités de recrutement des handicapés dans la fonction publique hospitalière
91		DECRET N° 97-185 DU 25 FEVRIER 1997
		- ANNEXE 13 -
	222-27	<i>Personnels des services agricoles, des services ouvriers, des parcs automobiles</i>
		Voir rubrique 141-2
	222-28	<i>Personnels divers</i>
		Voir rubriques 141-2 et 142-3
	222-3	<i>Dépense</i>
	222-31	<i>Personnels</i>
	222-312	<i>Indemnités diverses</i>
23		Nouvelle bonification indiciaire
95		DECRET N° 97 -120 DU 5 FEVRIER 1997
		- ANNEXE 14 -

	222-39	<i>Dépenses diverses</i>
	222-397	<i>IRCANTEC</i>
25		Assiette des cotisations IRCANTEC
97		CIRCULAIRE DE LA DIRECTION DES HOPITAUX N° 96-660 DU 25 OCTOBRE 1996 - ANNEXE 15 -
	222-398	<i>Sécurité sociale</i> Voir rubrique 144
	222-4	<i>Recettes</i>
	222-43	<i>Prix de journée</i>
	222-435	<i>Recouvrement - Modalités juridiques</i> Voir rubrique 123-1
	225	<i>Etablissements sociaux et médico-sociaux</i>
	225-4	<i>Recettes</i>
	225-44	<i>Recouvrement</i> Voir rubrique 123-1
		24 - LOGEMENT, ASSAINISSEMENT, TRAVAUX COMMUNS, RECONSTRUCTION
	241	<i>Offices publics d'H.L.M.</i>
	241-3	<i>Financement</i>
	241-38	<i>Recettes de fonctionnement - Recouvrement</i> Voir rubrique 123-1
	241-6	<i>Personnel des offices d'HLM</i>
	241-61	<i>Statut</i> Voir rubriques 141-2; 142-3 et 143-32
	241-64	<i>Sécurité sociale</i> Voir rubrique 144

4 - DEPARTEMENTS

42 - FINANCES DEPARTEMENTALES

- 423 *Recettes*
 423 1 *Généralités*
 Voir rubrique 123-1

44 - PERSONNEL DEPARTEMENTAL

- 441 *Généralités*
 441-2 *Statut des personnels départementaux*
 Voir rubrique 141-2
- 442 *Cadres et effectifs*
 442-3 *Recrutement*
 Voir rubrique 142-3
- 443 *Rémunérations*
 443-3 Indemnités - Primes - Travaux supplémentaires
 Voir rubrique 143-32
- 444 *Sécurité sociale - Charges sociales - Pensions*
 Voir rubrique 144

5 - REGIONS

52 - FINANCES REGIONALES

- 523 *Recettes*
 523-1 *Généralités*
 Voir rubrique 123-1

54 - PERSONNEL REGIONAL

- 541 *Généralités*
 541-2 *Statut des personnels régionaux*
 Voir rubrique 141-2

542	<i>Cadres et effectifs</i>
542-3	<i>Recrutement</i>
	Voir rubrique 142-3
543	<i>Rémunérations</i>
543-3	<i>Indemnités - Primes - Travaux supplémentaires</i>
	Voir rubrique 143-32
544	<i>Sécurité sociale - Charges sociales - Pensions</i>
	Voir rubrique 144

123-1
222-435
225-44
241-38
423-1
523-1

**SEUIL DE MISE EN RECOUVREMENT DES CREANCES
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX**

Les comptables trouveront en annexe 1 le décret n° 97-261 du 18 mars 1997 qui fixe à trente francs le seuil de mise en recouvrement des créances locales en application de l'article L 1611-5 du code général des collectivités territoriales.

Il s'applique également aux établissements publics de santé sur le fondement de l'article L 714-15-1 du code de la santé publique.

Ce seuil est désormais spécifique aux produits locaux et distinct du seuil applicable aux créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

123-1
222-435
225-44
241-38
423-1
523-1

PROCEDURES CIVILES D'EXECUTION

Les comptables trouveront en annexe 2 le décret n° 96-1130 du 18 décembre 1996 modifiant le décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 instituant de nouvelles procédures civiles d'exécution (diffusé par l'instruction codificatrice n° 92-147 A-M du 1er décembre 1992).

141-2
222-252
222-26
222-27
222-28
241-61
441-2
541-2

**FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE
CONGE DE FIN D'ACTIVITE**

Le titre II (annexe 3) de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire prévoit l'ouverture du congé de fin d'activité aux fonctionnaires et non titulaires.

Des décrets d'application ont été publiés sur ce point, à savoir les décrets n° 96-1232 (annexe 4) et n° 96-1233 du 27 décembre 1996 (annexe 5).

142-3

222-28

241-61

442-3

542-3

**FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE
ACCES AUX CONCOURS**

Le titre I (annexe 6) de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire prévoit des dispositions facilitant l'accès aux concours sous certaines conditions pendant une durée de quatre ans.

Le décret n° 96-1234 du 27 décembre 1996 (annexe 7) précise les modalités d'application de ces dispositions pour la fonction publique territoriale.

143-32

241-61

443-3

543-3

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Le titre III (annexe 8) de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire précise certaines dispositions diverses.

Plus précisément, en matière de fonction publique territoriale, deux articles semblent plus importants :

- l'article 67 qui modifie l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 en prévoyant dans des conditions très strictes la possibilité pour l'assemblée délibérante de maintenir à titre individuel à un fonctionnaire son régime indemnitaire antérieur lorsque son montant se trouve diminué ;

- l'article 70 qui modifie l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 en précisant que les avantages collectivement acquis par le personnel avant l'entrée en vigueur de la loi de 1984 précitée doivent être pris en compte dans le budget pour être maintenus.

Une circulaire du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation du 18 février 1997 (annexe 9) précise les modalités d'application de ces deux articles.

A la lecture de cette circulaire, il apparaît que les personnes recrutées après l'entrée en vigueur de la loi du 26 janvier 1984 peuvent également bénéficier des compléments de rémunération de l'article 111 dès lors qu'ils ont été collectivement acquis avant 1984.

Quoiqu'il en soit, il est important que les comptables disposent de pièces justificatives suffisantes, à savoir d'une délibération fixant les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités et d'arrêtés fixant les taux individuels ou les montants applicables à chaque agent.

Pour la mise en oeuvre des compléments de rémunération de l'article 111, la délibération doit préciser qui seront les bénéficiaires, titulaires et non titulaires, mais également agents recrutés après 1984 ou non.

144
222-398
241-64
444
544

FONCTIONS PUBLIQUES TERRITORIALE ET HOSPITALIERE

La loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996 (annexe 10) a prévu diverses dispositions sociales destinées au financement de la sécurité sociale pour 1997. Ces dispositions sont applicables aux revenus perçus par les agents des collectivités et établissements publics locaux (fonctions publiques territoriale et hospitalière).

Le premier point important est l'augmentation de 1% du taux de contribution sociale généralisée fixé désormais à 3,4%.

La différence entre le taux de 2,4% et le taux supplémentaire de 1% applicable à compter du 1er janvier 1997 est de nature fiscale puisque la seconde partie est déductible du revenu imposable.

Parallèlement, la cotisation maladie sur les revenus d'activité est diminuée de 1,3%.

Le second point porte sur l'élargissement de l'assiette de la contribution sociale généralisée.

Une circulaire du ministre du travail et des affaires sociales en date du 31 décembre 1996 (annexe 11) a pour objet de préciser les modalités d'application de ces mesures pour la part de la contribution assise sur les revenus d'activité et de remplacement.

Enfin, le décret n° 96-1151 du 26 décembre 1996 (annexe 12) a modifié les taux des cotisations d'assurance maladie des assurés des régimes spéciaux.

222-262

**ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE
FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE**

Les comptables trouveront en annexe 13 le décret n° 97-185 du 25 février 1997 relatif à certaines modalités de recrutement des handicapés dans la fonction publique hospitalière.

Ce texte permet de recruter, sous certaines conditions citées dans l'article 2, comme agent hospitalier contractuel, les personnes qui ont été reconnues comme travailleur handicapé par la COTOREP et dont le handicap a été jugé compatible avec l'emploi postulé.

Ils sont recrutés par contrat d'une durée d'un an (cf article 7). A l'issue de celui-ci, l'appréciation de l'aptitude professionnelle de l'agent est émise par l'autorité investie du pouvoir de nomination au vu du dossier et après un entretien avec un jury organisé par la même autorité (cf article 8).

Deux voies s'offrent alors :

- la titularisation après un avis de la commission paritaire du corps concerné si l'appréciation est positive
- le renouvellement du contrat pour un an ou la cessation de fonction après avis de la commission paritaire concernée.

222-312

FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE
N.B.I.

Les comptables trouveront en annexe 14 le décret n° 97-120 du 5 février 1997 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique hospitalière.

Ce texte a pour objet d'étendre le bénéfice de la N.B.I. à 6 nouvelles catégories de fonctionnaires hospitaliers.

222-397

**ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE
PRATICIENS HOSPITALIERS**

Les comptables trouveront en annexe 15 la circulaire DH/PM1 n° 96-660 du 25 octobre 1996 relative à l'assiette des cotisations IRCANTEC des personnels médicaux des établissements publics de santé.

ANNEXE N° 1 :

123-1
222-435
225-44
241-38
423-1
523-1

Décret n° 97-261 du 18 mars 1997 relatif à la mise en recouvrement des créances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux

NOR:BUDR9606071D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, du ministre du travail et des affaires sociales, du ministre de l'économie et des finances, du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu l'article L. 1611-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par l'article 70 de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ;

Vu l'article L. 714-15-1 du code de la santé publique,

Décète :

Art. 1er. - Le seuil prévu à l'article L. 1611-5 du code général des collectivités territoriales est fixé à 30 F.

Art. 2. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ANNEXE N° 2 :

123-1
222-435
225-44
241-38
423-1
523-1

Décret n° 96-1130 du 18 décembre 1996 modifiant le décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution pour l'application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution

NOR:JUSC9620943D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le nouveau code de procédure civile ;

Vu la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 modifiée portant réforme des procédures civiles d'exécution ;

Vu le décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 modifié instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution pour l'application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution ;

Vu le décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié portant application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1er. - L'article 510 du nouveau code de procédure civile est ainsi rédigé :

"Art. 510. - Sous réserve des alinéas suivants, le délai de grâce ne peut être accordé que par la décision dont il est destiné à différer l'exécution.

"En cas d'urgence, la même faculté appartient au juge des référés.

"Après signification d'un commandement ou d'un acte de saisie, selon le cas, le juge de l'exécution a compétence pour accorder un délai de grâce. Cette compétence appartient au tribunal d'instance en matière de saisie des rémunérations.

"L'octroi du délai doit être motivé."

Art. 2. - L'article 8 du décret du 31 juillet 1992 susvisé est modifié comme suit :

I. - Au second alinéa, les mots : "... si ce n'est pas les cas prévus par la loi pour l'octroi d'un délai de grâce..." sont remplacés par la phrase : "Toutefois, après signification du commandement ou de l'acte de saisie, selon le cas, il a compétence pour accorder un délai de grâce."

II. - Il est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

"Le juge de l'exécution peut relever d'office son incompétence."

Art. 3. - Il est ajouté après l'article 9 du décret du 31 juillet 1992 susvisé un article 9-1 ainsi rédigé :

"Art. 9-1. - Les décisions du juge de l'exécution statuant sur la compétence ne sont pas susceptibles de contredit."

Art. 4. - Le début du premier alinéa de l'article 14 du décret du 31 juillet 1992 susvisé est ainsi rédigé :

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

"En cours d'instance, toute partie peut aussi..."
(La suite sans changement).

Art. 5. - Au premier alinéa de l'article 19 du décret du 31 juillet 1992 susvisé, les mots : "peut aussi être" sont remplacés par le mot : "est".

Art. 6. - La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 29 du décret du 31 juillet 1992 susvisé ainsi que le troisième alinéa de cet article sont abrogés.

Art. 7. - L'article 31 du décret du 31 juillet 1992 susvisé est ainsi rédigé :

"Art. 31. - En cas d'appel, un sursis à l'exécution des mesures ordonnées par le juge de l'exécution peut être demandé au premier président de la cour d'appel. La demande est formée par assignation en référé délivrée à la partie adverse et dénoncée, s'il y a lieu, au tiers entre les mains de qui la saisie a été pratiquée.

"Jusqu'au jour du prononcé de l'ordonnance par le premier président la demande de sursis à l'exécution suspend les poursuites si la décision attaquée a ordonné leur continuation ; elle proroge les effets attachés à la saisie et aux mesures conservatoires si la décision attaquée a ordonné la mainlevée.

"Le sursis à exécution n'est accordé que s'il existe des moyens sérieux d'annulation ou de réformation de la décision déférée à la cour.

"L'auteur d'une demande de sursis à exécution manifestement abusive peut être condamné par le premier président à une amende de 100 à 10 000 F, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés."

Art. 8. - Au premier aliéna de l'article 61 du décret du 31 juillet 1992 susvisé, les mots : "secrétariat-greffe" sont remplacés par les mots : "greffe ou établi par l'huissier de justice qui a procédé à la saisie".

Art. 9. - Le premier alinéa de l'article 66 du décret du 31 juillet 1992 susvisé est ainsi rédigé :

"A peine d'irrecevabilité, la contestation est formée dans le délai d'un mois à compter de la dénonciation de la saisie au débiteur. Sous la même sanction, elle est dénoncée le même jour, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'huissier de justice qui a procédé à la saisie."

Art. 10. - L'article 257 du décret du 31 juillet 1992 susvisé est ainsi rédigé :

"Art. 257. - La publicité provisoire conserve la sûreté pendant trois ans. Elle peut être renouvelée pour la même durée.

"Le renouvellement est effectué dans les conditions prévues aux articles 61 et suivants du décret du 14 octobre 1955 modifié portant application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, pour l'inscription provisoire d'hypothèque, et dans les mêmes formes que la publicité initiale pour les autres sûretés judiciaires."

Art. 11. - Les articles 15 à 18 et 27 du décret du 31 juillet 1992 susvisé sont abrogés.

Art. 12. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 18 décembre 1996.

ANNEXE N° 3 :

141-2
222-252
222-26
222-27
222-28
241-61
441-2
541-2

LOI n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire
NOR:FPPX9600101L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE II - CONGE DE FIN D'ACTIVITE AU PROFIT DE CERTAINS FONCTIONNAIRES ET AGENTS NON TITULAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT ET DES FONCTIONS PUBLIQUES TERRITORIALE ET HOSPITALIERE

Art. 12. - Il est créé, pour une période allant du 1er janvier au 31 décembre 1997, un congé de fin d'activité, n'ouvrant pas de droit à pension civile, accessible sur demande et sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service aux fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à caractère administratif, ainsi que des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée, remplissant les conditions prévues par le présent titre.

Tout emploi libéré par l'attribution d'un congé de fin d'activité donne lieu à recrutement dans les conditions fixées par les titres Ier à IV du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales.

CHAPITRE Ier - Dispositions applicables aux fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics

Art. 13. - Les fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif, en position d'activité dans leur corps ou en détachement dans une administration ou un établissement public de l'Etat et âgés de cinquante-huit ans au moins, peuvent accéder, sur leur demande et sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, au congé de fin d'activité s'ils remplissent les unes ou les autres des conditions suivantes :

1° Soit justifier de trente-sept années et six mois de cotisation ou de retenue au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite, ou d'un ou plusieurs autres régimes de base obligatoires d'assurance vieillesse, et avoir accompli au moins vingt-cinq années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public ;

2° Soit justifier de quarante années de cotisation ou de retenue au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite, ou d'un ou plusieurs autres régimes de base obligatoires d'assurance vieillesse, et avoir accompli au moins quinze années de service militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

La condition d'âge n'est pas opposable au fonctionnaire justifiant de quarante années de services effectifs au sens de l'article L. 5 du code des pensions civiles et militaires de retraite ni au fonctionnaire justifiant de cent soixante douze trimestres validés au titre des régimes susmentionnés et de quinze années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

ANNEXE N° 3 (suite)

La durée d'assurance est réduite pour les femmes fonctionnaires dans les conditions prévues pour les bonifications pour enfants accordées pour la liquidation de la pension par le b de l'article L. 12 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Les fonctionnaires placés en cessation progressive d'activité peuvent être admis, sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, au bénéfice du congé de fin d'activité s'ils remplissent les conditions ci-dessus.

Le fonctionnaire admis au bénéfice d'un congé de fin d'activité ne peut revenir sur le choix qu'il a fait.

Art. 14. - Les fonctionnaires sont admis à bénéficier du congé de fin d'activité le premier jour du mois suivant la date à laquelle ils remplissent les conditions requises. Ils sont mis à la retraite au plus tard à la fin du mois au cours duquel, soit ils réunissent les conditions requises pour obtenir une pension à jouissance immédiate, soit ils atteignent l'âge de soixante ans.

Les personnels enseignants, d'éducation et d'orientation ainsi que les personnels de direction des établissements d'enseignement qui remplissent les conditions requises au cours de l'année 1997 ne peuvent être placés en congé de fin d'activité qu'entre le 1er juillet et le 1er septembre 1997. Toutefois, ceux qui remplissent ces conditions au 1er janvier 1997 peuvent bénéficier du congé de fin d'activité jusqu'au 1er mars 1997 inclus.

Art. 15. - Le fonctionnaire bénéficiaire du congé prévu à l'article 12 perçoit un revenu de remplacement égal à 75 p. 100 du traitement brut afférent à l'emploi, grade, classe, échelon ou chevron, effectivement détenu depuis six mois au moins à la date de départ en congé de fin d'activité. Ce revenu ne peut être inférieur à un minimum fixé par décret.

L'intéressé n'acquiert ni droit à avancement ni droit à pension durant le congé de fin d'activité.

Art. 16. - Les agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif, âgés de cinquante-huit ans au moins, peuvent accéder, sur leur demande et sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, au congé de fin d'activité s'ils remplissent les conditions suivantes :

1° Ne pas être en congé non rémunéré ;

2° Justifier de cent soixante trimestres validés au titre des régimes de base obligatoires d'assurance vieillesse et avoir accompli au moins vingt-cinq années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

La condition d'âge n'est pas opposable à l'agent qui justifie de cent soixante douze trimestres validés au titre des régimes susvisés et de quinze années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

Par dérogation à l'article L. 351-4 du code de la sécurité sociale, la durée d'assurance pour les femmes agents non titulaires est réduite dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 13 au titre des bonifications pour enfants accordées pour la liquidation de la pension.

Les agents placés en cessation progressive d'activité peuvent être admis, sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, au bénéfice du congé de fin d'activité s'ils remplissent les conditions ci-dessus définies.

L'agent admis au bénéfice du congé de fin d'activité ne peut revenir sur le choix qu'il a fait.

Art. 17. - Dans cette situation, les agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif perçoivent un revenu de remplacement égal à 70 p. 100 de leur salaire brut soumis à cotisations sociales obligatoires, calculé sur la moyenne des salaires perçus au cours des six derniers mois précédant leur départ en congé de fin d'activité. Pour les agents autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou bénéficiaires d'un congé de grave maladie ainsi que pour ceux mentionnés à l'avant-dernier alinéa de l'article 16, le revenu de remplacement est égal à 70 p. 100 du salaire brut à temps plein.

Le revenu de remplacement ne peut être inférieur à un minimum fixé par décret. Il évolue dans les mêmes conditions que le salaire de l'intéressé en application de son contrat.

Les agents n'acquiescent pas de droit à l'avancement durant le congé de fin d'activité.

Sous réserve des dispositions prévues au second alinéa de l'article 14, ils sont admis à bénéficier du congé de fin d'activité le premier jour du mois suivant la date à laquelle ils remplissent les conditions requises.

Le versement de leur revenu de remplacement cesse le dernier jour du mois au cours duquel ils atteignent l'âge de soixante ans.

Les contrats cessent de plein droit au plus tard à la fin du mois au cours duquel les intéressés atteignent l'âge prévu pour bénéficier d'une pension de retraite du régime général d'assurance vieillesse en vertu du premier alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale.

Les agents ne peuvent obtenir de ce chef l'attribution d'indemnités de fin de carrière ou de licenciement.

Au terme du congé de fin d'activité, ils ne peuvent pas reprendre une activité rémunérée auprès de l'Etat ou d'une autre personne morale de droit public.

Art. 18. - Les fonctionnaires et agents intéressés restent assujettis, durant le congé de fin d'activité, à leur régime de sécurité sociale pour l'ensemble des risques autres que le risque vieillesse. Le revenu de remplacement donne lieu à la perception de la cotisation prévue par les articles L. 131-2 et L. 711-2 du code de la sécurité sociale.

Le congé de fin d'activité n'est pris en compte ni dans la constitution du droit à pension ni dans la liquidation de la pension des fonctionnaires.

Pour les agents non titulaires, le congé de fin d'activité n'ouvre aucun droit au titre du régime général d'assurance vieillesse de sécurité sociale. Ces agents continuent cependant à acquérir des droits au titre du régime de retraite complémentaire géré par l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques ou de celui des autres régimes obligatoires de retraite complémentaire auquel ils sont assujettis. Il cotisent à ces régimes sur la base du revenu de remplacement aux taux afférents, au moment du paiement, aux tranches du barème qui étaient applicables à leur rémunération d'activité, réduites de 30 p. 100. L'Etat ou l'établissement qui verse le revenu de remplacement cotise pour la part patronale dans les mêmes conditions. Les agents ne peuvent obtenir des points gratuits des institutions de retraite au titre de ce congé.

Art. 19. - Les fonctionnaires et agents admis au bénéfice du congé de fin d'activité ne peuvent exercer aucune activité lucrative pendant ce congé. Cette interdiction ne s'applique pas à la production d'oeuvres scientifiques, littéraires ou artistiques, aux activités d'enseignement rémunérées sous forme de vacations ainsi qu'à la participation à des jurys de concours, dans des limites fixées par décret.

En cas de violation de cette interdiction, le service du revenu de remplacement est suspendu et il est procédé à la répétition des sommes indûment perçues. Pour les agents non titulaires, la période de perception irrégulière du revenu de remplacement n'ouvre pas droit à validation au titre des régimes de retraite complémentaire.

Art. 20. - Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les conditions particulières de mise en oeuvre des dispositions du présent titre pour les maîtres et documentalistes contractuels ou agréés à titre définitif des établissements d'enseignement privés sous contrat, ainsi que pour les ouvriers de l'Etat.

Ces décrets peuvent prévoir, s'agissant des ouvriers de l'Etat relevant du ministère de la défense et des ouvriers de l'Imprimerie nationale mentionnés à l'article 4 de la loi n° 93-1419 du 31 décembre 1993 relative à l'Imprimerie nationale, une dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 12. Ils prennent effet le 1er janvier 1997.

ANNEXE N° 3 (suite)

Art. 21. - Le refus du congé de fin d'activité est motivé et peut être soumis par l'intéressé à l'organisme paritaire compétent.

CHAPITRE II - Dispositions applicables aux fonctionnaires et agents non titulaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

Art. 22. - Les fonctionnaires en position d'activité ou de détachement des collectivités territoriales et de leurs établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, âgés de cinquante-huit ans au moins, peuvent accéder, sur leur demande et sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, au congé de fin d'activité s'ils remplissent les unes ou les autres des conditions suivantes :

1° Soit justifier de trente-sept années et six mois de cotisation ou de retenue au titre du régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ou d'un ou plusieurs autres régimes de base obligatoires d'assurance vieillesse, et avoir accompli au moins vingt-cinq années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public ;

2° Soit justifier de quarante années de cotisation ou de retenue au titre du régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ou d'un ou plusieurs autres régimes de base obligatoires d'assurance vieillesse, et avoir accompli au moins quinze années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

La condition d'âge n'est pas opposable aux fonctionnaires justifiant de quarante années de services pris en compte pour la constitution du droit à pension ni aux fonctionnaires justifiant de cent soixante-douze trimestres validés au titre des régimes susmentionnés et de quinze années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

La durée d'assurance est réduite pour les femmes fonctionnaires dans les conditions prévues pour les bonifications pour enfants accordées pour la liquidation de la pension dans les régimes de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

Les fonctionnaires placés en cessation progressive d'activité peuvent être admis, sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, au bénéfice du congé de fin d'activité s'ils remplissent les conditions ci-dessus.

Le fonctionnaire admis au bénéfice du congé de fin d'activité ne peut revenir sur le choix qu'il a fait.

Art. 23. - Sous réserve des dispositions prévues à l'article 31, les fonctionnaires sont admis à bénéficier du congé de fin d'activité le premier jour du mois suivant la date à laquelle ils remplissent les conditions requises. Ils sont mis à la retraite au plus tard à la fin du mois au cours duquel ils réunissent les conditions requises pour bénéficier d'une pension à jouissance immédiate ou atteignent l'âge de soixante ans.

Art. 24. - Les fonctionnaires bénéficiaires du congé de fin d'activité perçoivent un revenu de remplacement égal à 75 p. 100 du traitement brut afférent à l'emploi, grade, classe, échelon ou chevron, effectivement détenu depuis six mois au moins à la date de départ en congé de fin d'activité. Ce revenu est réduit au prorata de la durée du service lorsque les intéressés occupent un emploi à temps non complet. Il ne peut être inférieur à un minimum fixé par le décret mentionné à l'article 15.

Les intéressés n'acquiescent ni droit à avancement ni droit à pension durant le congé de fin d'activité.

Art. 25. - Le congé de fin d'activité est accordé au fonctionnaire pris en charge par le Centre national de la fonction publique territoriale ou le centre de gestion en application des articles 53, 67, 72 et 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée par la collectivité ou l'établissement qui employait l'intéressé avant sa prise en charge. Cette collectivité ou établissement verse au bénéficiaire du congé le revenu de remplacement prévu à l'article 24 et est remboursé par le fonds de compensation du congé de fin d'activité dans les conditions fixées aux deuxième alinéa de l'article 45. La collectivité ou l'établissement cesse de verser au Centre national de la fonction publique territoriale ou au centre de gestion la contribution prévue à l'article 97 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Art. 26. - Les agents non titulaires des collectivités territoriales et de leurs établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, âgés de cinquante-huit ans au moins, peuvent accéder, sur leur demande et sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, au congé de fin d'activité s'ils remplissent les conditions suivantes :

1° Ne pas bénéficier d'un congé non rémunéré ;

2° Justifier de cent soixante trimestres validés au titre des régimes de base obligatoires d'assurance vieillesse, et avoir accompli au moins vingt-cinq années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

La condition d'âge n'est pas opposable aux agents qui justifient de cent soixante-douze trimestres validés au titre des régimes mentionnés ci-dessus et de quinze années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

Par dérogation à l'article L. 351-4 du code de la sécurité sociale, la durée d'assurance pour les femmes agents non titulaire est réduite dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 22, au titre des bonifications pour enfants accordées pour la liquidation de la pension.

Les agents placés en cessation progressive d'activité peuvent être admis, sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, au bénéfice du congé de fin d'activité s'ils remplissent les conditions ci-dessus.

L'agent admis au bénéfice du congé de fin d'activité ne peut revenir sur le choix qu'il a fait.

Art. 27. - Sous réserve des dispositions prévues à l'article 31, les agents non titulaires sont admis à bénéficier du congé de fin d'activité le premier jour du mois suivant la date à laquelle ils remplissent les conditions requises.

Les contrats cessent de plein droit à la fin du mois au cours duquel les intéressés atteignent l'âge prévu pour bénéficier d'une pension de retraite du régime général d'assurance vieillesse en vertu du premier alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale. Ils ne peuvent obtenir de ce chef l'attribution d'indemnités de fin de carrière ou de licenciement.

Au terme du congé de fin d'activité, les agents ne peuvent pas reprendre une activité rémunérée auprès de l'Etat ou d'une autre personne morale de droit public.

Art. 28. - Les agents non titulaires bénéficiaires du congé de fin d'activité perçoivent un revenu de remplacement égal à 70 p. 100 de leur salaire brut soumis à cotisations sociales obligatoires, calculé sur la moyenne des salaires perçus au cours des six derniers mois précédant leur départ en congé de fin d'activité. Pour les agents autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou bénéficiaires d'un congé de grave maladie dont la rémunération est réduite de moitié ainsi que pour ceux mentionnés à l'avant-dernier alinéa de l'article 26, le revenu de remplacement est égal à 70 p. 100 du salaire brut à temps plein. Le revenu de remplacement ne peut être inférieur au minimum fixé par le décret mentionné à l'article 17. Il évolue dans les mêmes conditions que le salaire de l'intéressé en application de son contrat.

ANNEXE N° 3 (suite)

Art. 29. - Le service du revenu de remplacement prévu aux articles 24 et 28 est assuré mensuellement par la collectivité ou l'établissement qui employait le fonctionnaire ou l'agent non titulaire au moment de son départ en congé de fin d'activité.
Pour les agents non titulaires mentionnés à l'article 26, ce revenu de remplacement est servi jusqu'à la fin du mois au cours duquel ils atteignent l'âge de soixante ans.

Art. 30. - Les fonctionnaires et agents intéressés restent assujettis, durant le congé de fin d'activité, à leur régime de sécurité sociale pour l'ensemble des risques autres que le risque vieillesse. Le revenu de remplacement donne lieu à la perception de la cotisation prévue par les articles L. 131-2 et L. 711-2 du code de la sécurité sociale.

Le congé de fin d'activité n'est pris en compte ni dans la constitution du droit à pension, ni dans la liquidation de la pension des fonctionnaires.
Pour les agents non titulaires, le congé de fin d'activité n'ouvre aucun droit au titre du régime général d'assurance vieillesse de sécurité sociale. Ces agents continuent cependant à acquérir des droits au titre du régime de retraite complémentaire géré par l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques ou de celui des autres régimes obligatoires de retraite complémentaire auquel ils sont assujettis. Ils cotisent à ces régimes sur la base du revenu de remplacement aux taux afférents, au moment du paiement, aux tranches du barème qui étaient applicables à leur rémunération d'activité, réduites de 30 p. 100. La collectivité ou l'établissement qui verse le revenu de remplacement cotise pour la part patronale dans les mêmes conditions. Les agents ne peuvent obtenir des points gratuits des institutions de retraite au titre de ce congé.

Art. 31. - Les personnels enseignants qui remplissent les conditions requises au cours de l'année 1997 ne peuvent être placés en congé de fin d'activité qu'entre le 1er juillet et le 1er septembre 1997. Toutefois, ceux qui remplissent les conditions requises au 1er janvier 1997 peuvent bénéficier du congé de fin d'activité jusqu'au 1er mars 1997.

Art. 32. - Les fonctionnaires et agents admis au bénéfice du congé de fin d'activité ne peuvent exercer aucune activité lucrative pendant ce congé. Cette interdiction ne s'applique pas à la production d'œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques, aux activités d'enseignement rémunérées sous forme de vacations ainsi qu'à la participation à des jurys de concours, dans des limites fixées par décret.

En cas de violation de cette interdiction, le service du revenu de remplacement est suspendu et il est procédé à la répétition des sommes indûment perçues. Pour les agents non titulaires, la période de perception irrégulière du revenu de remplacement n'ouvre pas droit à validation au titre des régimes de retraite complémentaire.

Art. 33. - Le refus du congé de fin d'activité est motivé et peut être soumis par l'intéressé à l'organisme paritaire compétent.

CHAPITRE III - Dispositions applicables aux fonctionnaires et agents non titulaires de la fonction publique hospitalière

Art. 34. - Les fonctionnaires en position d'activité dans leur corps ou en détachement, âgés de cinquante-huit ans au moins, des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée peuvent accéder, sur leur demande et sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, au congé de fin d'activité s'ils remplissent les unes ou les autres des conditions suivantes :

1° Soit justifier de trente-sept années et six mois de cotisation ou de retenue au titre du régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ou d'un ou plusieurs autres régimes de base obligatoires d'assurance vieillesse, et avoir accompli au moins vingt-cinq années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public ;

2° Soit justifier de quarante années de cotisation ou de retenue au titre du régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ou d'un ou plusieurs autres régimes de base obligatoires d'assurance vieillesse, et avoir accompli au moins quinze années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

La condition d'âge n'est pas opposable aux fonctionnaires justifiant de quarante années de service pris en compte pour la constitution du droit à pension ni aux fonctionnaires justifiant de cent soixante-douze trimestres validés au titre des régimes susmentionnés et de quinze années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

La durée d'assurance est réduite pour les femmes fonctionnaires dans les conditions prévues pour les bonifications pour enfants accordées pour la liquidation de la pension dans le régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

Les fonctionnaires placés en cessation progressive d'activité peuvent être admis, sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, au bénéfice du congé de fin d'activité s'ils remplissent les conditions ci-dessus.

Le fonctionnaire admis au bénéfice du congé de fin d'activité ne peut revenir sur le choix qu'il a fait.

Art. 35. - Sous réserve des dispositions prévues à l'article 42, les fonctionnaires sont admis à bénéficier du congé de fin d'activité le premier jour du mois suivant la date à laquelle ils remplissent les conditions requises. Ils sont mis à la retraite au plus tard à la fin du mois au cours duquel ils réunissent les conditions requises pour obtenir une pension à jouissance immédiate ou atteignent l'âge de soixante ans.

Art. 36. - Les fonctionnaires bénéficiaires du congé de fin d'activité perçoivent un revenu de remplacement égal à 75 p. 100 du traitement brut afférent à l'emploi, grade, classe, échelon ou chevron, effectivement détenu depuis six mois au moins à la date de départ en congé de fin d'activité. Ce revenu ne peut être inférieur au minimum fixé par le décret mentionné à l'article 15.
Les intéressés n'acquièrent pas de droit à avancement durant le congé de fin d'activité.

Art. 37. - Les agents non titulaires des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée, âgés de cinquante-huit ans au moins, peuvent accéder, sur leur demande et sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, au congé de fin d'activité s'il remplissent les conditions suivantes :

1° Ne pas bénéficier d'un congé non rémunéré ;

2° Justifier de cent soixante trimestres validés au titre des régimes de base obligatoires d'assurance vieillesse et avoir accompli au moins vingt-cinq années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

La condition d'âge n'est pas opposable aux agents qui justifient de cent soixante-douze trimestres validés au titre des régimes mentionnés ci-dessus et de quinze années de services militaires ou civils effectifs en qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

Par dérogation à l'article L. 351-4 du code de la sécurité sociale, la durée d'assurance pour les femmes agents non titulaires est réduite dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 34, au titre des bonifications pour enfants accordées pour la liquidation de la pension.

Les agents placés en cessation progressive d'activité peuvent être admis, sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, au bénéfice du congé de fin d'activité s'ils remplissent les conditions ci-dessus.

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

L'agent admis au bénéfice du congé de fin d'activité ne peut revenir sur le choix qu'il a fait.

Art. 38. - Sous réserve des dispositions prévues à l'article 42, les agents non titulaires sont admis à bénéficier du congé de fin d'activité le premier du jour du mois suivant la date à laquelle ils remplissent les conditions requises.

Les contrats cessent de plein droit à la fin du mois au cours duquel les intéressés atteignent l'âge prévu pour bénéficier d'une pension de retraite du régime général d'assurance vieillesse en vertu du premier alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale. Ils ne peuvent obtenir de ce chef l'attribution d'indemnités de fin de carrière ou de licenciement.

Au terme du congé de fin d'activité, les agents ne peuvent pas reprendre une activité rémunérée auprès de l'Etat ou d'une autre personne morale de droit public.

Art. 39. - Les agents non titulaires bénéficiaires du congé de fin d'activité perçoivent un revenu de remplacement égal à 70 p. 100 de leur salaire brut soumis à cotisations sociales obligatoires, calculé sur la moyenne des salaires perçus au cours des six derniers mois précédant leur départ en congé de fin d'activité. Pour les agents autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou bénéficiaires d'un congé de grave maladie dont la rémunération est réduite de moitié ainsi que pour ceux mentionnés à l'avant-dernier alinéa de l'article 37, le revenu de remplacement est égal à 70 p. 100 du salaire brut à temps plein. Le revenu de remplacement ne peut être inférieur au minimum fixé par le décret mentionné à l'article 17. Il évolue dans les mêmes conditions que le salaire de l'intéressé en application de son contrat.

Art. 40. - Le service du revenu de remplacement prévu aux articles 36 et 39 est assuré mensuellement par l'établissement qui employait le fonctionnaire ou l'agent non titulaire au moment de son départ en congé de fin d'activité.

Pour les agents non titulaires mentionnés à l'article 37, ce revenu de remplacement est servi jusqu'à la fin du mois au cours duquel ils atteignent l'âge de soixante ans.

Art. 41. - Les fonctionnaires et agents intéressés restent assujettis, durant le congé de fin d'activité, à leur régime de sécurité sociale pour l'ensemble des risques autres que le risque vieillesse. Le revenu de remplacement donne lieu à la perception de la cotisation prévue par les articles L. 131-2 et L. 711-2 du code de la sécurité sociale.

Le congé de fin d'activité n'est pris en compte ni dans la constitution du droit à pension, ni dans la liquidation de la pension des fonctionnaires.

Pour les agents non titulaires, le congé de fin d'activité n'ouvre aucun droit au titre du régime général d'assurance vieillesse de sécurité sociale. Ces agents continuent cependant à acquérir des droits au titre du régime de retraite complémentaire géré par l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques ou de celui des autres régimes obligatoires de retraite complémentaire auquel ils sont assujettis. Ils cotisent à ces régimes sur la base du revenu de remplacement aux taux afférents, au moment du paiement, aux tranches du barème qui étaient applicables à leur rémunération d'activité, réduites de 30 p. 100. La collectivité ou l'établissement qui verse le revenu de remplacement cotise pour la part patronale dans les mêmes conditions. Les agents ne peuvent obtenir des points gratuits des institutions de retraite au titre de ce congé.

Art. 42. - Les personnels enseignants qui remplissent les conditions requises au cours de l'année 1997 ne peuvent être placés en congé de fin d'activité qu'entre le 1er juillet et le 1er septembre 1997. Toutefois, ceux qui remplissent les conditions requises au 1er janvier 1997 peuvent bénéficier du congé de fin d'activité jusqu'au 1er mars 1997.

Art. 43. - Les fonctionnaires et agents admis au bénéfice du congé de fin d'activité ne peuvent exercer aucune activité lucrative pendant ce congé. Cette interdiction ne s'applique pas à la production d'oeuvres scientifiques, littéraires ou artistiques, aux activités d'enseignement rémunérées sous forme de vacations ainsi qu'à la participation à des jurys de concours, dans des limites fixées par décret.

En cas de violation de cette juridiction, le service du revenu de remplacement est suspendu et il est procédé à la répétition des sommes indûment perçues. Pour les agents non titulaires, la période de perception irrégulière du revenu de remplacement n'ouvre pas droit à validation au titre des régimes de retraite complémentaire.

Art. 44. - Le refus du congé de fin d'activité est motivé et peut être soumis par l'intéressé à l'organisme paritaire compétent.

CHAPITRE IV - Dispositions communes

Art. 45. - Un fonds de compensation du congé de fin d'activité des fonctionnaires et agents non titulaires relevant de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée et de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée rembourse aux collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de ces lois le revenu de remplacement versé aux bénéficiaires de ce congé. Sa gestion est assurée par la Caisse des dépôts et consignations. Ce fonds est alimenté par un prélèvement sur les réserves du régime de l'allocation temporaire d'invalidité, prévue par les articles L. 417-8 et L. 417-9 du code des communes, le III de l'article 119 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée et l'article 80 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée.

Le remboursement prévu au premier alinéa du présent article est effectué mensuellement au profit de la collectivité ou de l'établissement qui assure le service du revenu de remplacement lorsque cette collectivité ou cet établissement procède à un recrutement dans les conditions fixées aux articles 36 et 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée ou aux articles 27, 29 ainsi qu'aux a, b et c de l'article 32 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée. Il prend effet à la date de départ du bénéficiaire du congé de fin d'activité si le recrutement compensant ce départ dans les effectifs de la collectivité ou l'établissement intervient dans un délai de six mois à compter de cette date ou à la date du recrutement si celui-ci intervient après ce délai.

Le fonds procède au remboursement prévu au premier alinéa du présent article lorsqu'un office public d'aménagement et de construction recrute un agent pour compenser le départ d'un fonctionnaire auquel il a accordé un congé de fin d'activité.

Lors de la dissolution du fonds, qui interviendra au plus tard le 31 décembre de l'an 2000, le reliquat éventuel sera reversé au régime de l'allocation temporaire d'invalidité mentionnée au premier alinéa.

Art. 46. - Des décrets en Conseil d'Etat fixent, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent titre.

Ces décrets prennent effet le 1er janvier 1997.

ANNEXE N° 4 :

141-2
222-252
222-26
222-27
222-28
241-61
441-2
541-2

Décret n° 96-1232 du 27 décembre 1996 relatif au congé de fin d'activité, pris pour l'application du titre II de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

NOR:FPPA9600152D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail et des affaires sociales, du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et du ministre délégué au budget, porteparole du Gouvernement,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 131-2 et L. 131-3, L. 136-1 et L. 136-2, L. 361-1 à L. 361-5, L. 711-1 et suivants ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, notamment son article 14 ;

Vu la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire ;

Vu le décret n° 65-773 du 9 septembre 1965 modifié relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du 16 décembre 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale en date du 12 décembre 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière en date du 13 décembre 1996 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

TITRE Ier

DISPOSITIONS COMMUNES AUX FONCTIONNAIRES ET AGENTS NON TITULAIRES

DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT, DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

ET DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE

Art. 1er. - La demande de congé de fin d'activité est déposée auprès de l'administration, de la collectivité ou de l'établissement dans lequel le fonctionnaire ou l'agent non titulaire exerce ses fonctions, au plus tard deux mois avant la date du départ souhaitée. Ce délai n'est opposable qu'à compter de l'expiration d'une période de deux mois suivant la publication du présent décret.

Art. 2. - L'admission au congé de fin d'activité des fonctionnaires est prononcée, sur demande de l'intéressé, par l'autorité investie du pouvoir de nomination ou, pour ceux placés en position de détachement, par l'organisme d'accueil. Le cas échéant, le détachement est prorogé jusqu'au terme du congé de fin d'activité.

L'admission au congé de fin d'activité des agents non titulaires est prononcée, sur demande de l'intéressé, par l'administration ou l'établissement public employeur.

Art. 3. - Le revenu de remplacement prévu aux articles 15, 24 et 36 de la loi du 16 décembre 1996 susvisée est soumis à une cotisation d'assurance maladie dont le taux est fixé à l'article D. 711-2 (1°) du code de la sécurité sociale.

ANNEXE N° 4 (suite)

Le revenu de remplacement prévu aux articles 17, 28 et 39 de la loi du 16 décembre 1996 susvisée est soumis à une cotisation d'assurance maladie dont le taux est fixé à l'article D. 711-2 (3°) du code de la sécurité sociale.

Art. 4. - En cas de décès d'un fonctionnaire survenu pendant le congé de fin d'activité, le capital décès est calculé sur la base du traitement brut afférent à l'indice correspondant à l'emploi, grade, classe et échelon effectivement détenus par l'intéressé à la date d'admission à ce congé.

En cas de décès d'un agent non titulaire survenu pendant le congé de fin d'activité, le capital décès est liquidé dans les conditions prévues en application des articles L. 361-1 et suivants du code de la sécurité sociale et le régime de retraite complémentaire dont il dépendait.

Le paiement du revenu de remplacement est poursuivi jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel le fonctionnaire ou l'agent non titulaire est décédé.

Art. 5. - Dès leur admission au congé de fin d'activité, les agents cessent d'être électeurs et éligibles aux organismes consultatifs institués par les lois du 11 janvier 1984, du 26 janvier 1984 et du 9 janvier 1986 susvisées. Ils ne peuvent plus y siéger.

Art. 6. - Un état semestriel est établi au cours de la mise en oeuvre du congé de fin d'activité ; il est présenté au Conseil supérieur de chacune des trois fonctions publiques.

TITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX FONCTIONNAIRES

ET AGENTS NON TITULAIRES DE L'ETAT

Art. 7. - Le revenu de remplacement est servi mensuellement à terme échu par l'administration ou l'établissement qui a accordé le congé de fin d'activité.

Art. 8. - Un état au moins semestriel de la mise en oeuvre du congé de fin d'activité est effectué. Ce bilan est présenté à chaque comité technique paritaire local et ministériel.

TITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX FONCTIONNAIRES

ET AGENTS NON TITULAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Art. 9. - L'état de la mise en oeuvre du congé de fin d'activité est présenté à chaque comité technique paritaire pour les collectivités et établissements relevant de ses compétences.

TITRE IV

DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX FONCTIONNAIRES

ET AGENTS NON TITULAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE

Art. 10. - Les fonctionnaires de la fonction publique hospitalière en congé de fin d'activité bénéficient des dispositions de l'article 44 ou de l'article 105 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée.

Art. 11. - Dès leur admission au congé de fin d'activité, les agents cessent d'être électeurs et éligibles aux comités techniques d'établissements prévus à l'article L. 714-17 du code de la santé publique, ainsi qu'aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions du travail institués par l'article R. 236-23 du code du travail. Ils ne peuvent plus y siéger.

Art. 12. - L'état de la mise en oeuvre du congé de fin d'activité est présenté dans chaque établissement au comité technique d'établissement ou au comité technique paritaire.

ANNEXE N° 4 (suite et fin)

TITRE V

DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX FONCTIONNAIRES

ET AGENTS NON TITULAIRES DES FONCTIONS PUBLIQUES TERRITORIALE

ET HOSPITALIERE

Art. 13. - Aucun remboursement n'est dû par le fonds de compensation prévu à l'article 45 de la loi du 16 décembre 1996 susvisée si le bénéficiaire du congé de fin d'activité ne remplit pas les conditions d'admission à ce congé ou si l'attribution du congé de fin d'activité n'a pas donné lieu à recrutement conformément aux deuxième et troisième alinéas de cet article 45.

Art. 14. - Le remboursement du revenu de remplacement mentionné aux articles 24, 28, 36 et 39 de la loi susvisée est versé aux collectivités et établissements concernés sur production d'une demande de remboursement à laquelle sont joints les pièces justificatives de la mise en congé de fin d'activité, un document certifiant que les sommes demandées sont conformes à celles ordonnancées auprès du comptable assignataire du revenu de remplacement ainsi que toute pièce justifiant que l'attribution du congé de fin d'activité a donné lieu à recrutement, conformément aux deuxième et troisième alinéas de l'article 45 de ladite loi.

Art. 15. - Les modalités de fonctionnement du fonds de compensation institué par la loi du 16 décembre 1996 susvisée sont fixées par une convention établie entre, d'une part, les ministres chargés de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière et, d'autre part, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations chargé de la gestion du fonds en application de l'article 45 de cette loi.

Art. 16. - Un rapport d'activité et un rapport financier du fonds de compensation mentionné à l'article 45 de la loi susvisée sont présentés aux conseils supérieurs des fonctions publiques territoriale et hospitalière.

Art. 17. - Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, et le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 décembre 1996.

ANNEXE N° 5 :

141-2
222-252
222-26
222-27
222-28
241-61
441-2
541-2

Décret n° 96-1233 du 27 décembre 1996 pris pour l'application du titre II de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

NOR:FPPA9600153D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire,

Décète :

Art. 1er. - Le revenu de remplacement brut prévu aux articles 15, 17, 24, 28, 36 et 39 de la loi du 16 décembre 1996 susvisée ne peut être inférieur à 4 695,56 F par mois.

Ce revenu minimum évolue dans les mêmes proportions que la valeur du point d'indice de la fonction publique.

Art. 2. - Le revenu de remplacement minimum est réduit au prorata de la durée des services lorsque les intéressés occupaient, avant de bénéficier du congé de fin d'activité, un emploi à temps non complet de fonctionnaire de la fonction publique territoriale ou un emploi à temps incomplet d'agent non titulaire de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière.

Art. 3. - Le revenu de remplacement minimum dont bénéficient les ouvriers de l'Etat et les maîtres et documentalistes contractuels ou agréés à titre définitif des établissements privés sous contrats, relevant des ministères de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur ou de l'agriculture, est déterminé dans les conditions prévues aux articles 1er et 2 ci-dessus.

Art. 4. - Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, et le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 décembre 1996.

ANNEXE N° 6 :

142-3
222-28
241-61
442-3
542-3

LOI n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

(TITRE Ier)

NOR:FPPX9600101L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE Ier

DISPOSITIONS RELATIVES A LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE

CHAPITRE Ier

Dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat

Art. 1er. - Par dérogation à l'article 19 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, et pour une durée maximum de quatre ans à compter de la publication de la présente loi, peuvent être ouverts, dans des conditions définies par décrets en Conseil d'Etat des concours réservés aux candidats remplissant les cinq conditions suivantes :

1° Justifier, à la date du 14 mai 1996, de la qualité d'agent non titulaire de l'Etat ou de ses établissements d'enseignement publics ou des établissements d'enseignement figurant sur la liste prévue à l'article 3 de la loi n° 90-588 du 6 juillet 1990 portant création de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, recruté à titre temporaire sur des emplois ou crédits inscrits au budget de l'Etat et assurant des missions de service public dévolues aux agents titulaires ;

2° Etre, à la même date, en fonction ou bénéficier d'un congé en application du décret pris sur le fondement de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée ;

3° Exercer, à cette date, soit des fonctions du niveau de la catégorie C, soit des fonctions d'enseignement ou d'éducation en qualité de maître auxiliaire dans un établissement d'enseignement public du second degré ou dans un établissement ou un service de la jeunesse et des sports, ou d'agent non titulaire chargé d'enseignement du second degré dans un établissements d'enseignement figurant sur la liste mentionnée au 1° ; ou exercer des fonctions d'enseignement ou d'éducation en qualité d'agent contractuel dans un établissement d'enseignement agricole de même niveau ; ou assurer des fonctions d'information et d'orientation en qualité d'agent non titulaire dans les services d'information et d'orientation relevant du ministre chargé de l'éducation ;

4° Justifier, au plus tard à la date de clôture des inscriptions au concours, des titres ou diplômes requis des candidats au concours externe d'accès au corps concerné ou, pour l'accès aux corps d'enseignement des disciplines technologiques et professionnelles, des candidats au concours interne ;

5° Justifier, à la date mentionnée au 4°, d'une durée de services publics effectifs de même niveau de catégorie au moins égale à quatre ans d'équivalent temps plein au cours des huit dernières années.

Toutefois, les candidats qui, à la date du 14 mai 1996, justifiaient des titres ou diplômes et de la durée de services exigés aux 4° et 5° et qui ont exercé les fonctions mentionnées au 3° en la qualité d'agent non titulaire prévue au 1°, pendant une partie de la période comprise entre le 1er janvier 1996 et le 14 mai 1996, sont également admis à se présenter aux concours réservés.

Art. 2. - Peuvent également être ouverts selon les modalités définies à l'article 1er des concours réservés aux agents remplissant les conditions fixées aux 2°, 4° et 5° de l'article 1er et justifiant à la date du 14 mai 1996 de la qualité d'agent non titulaire de droit public d'un établissement public administratif, recruté à titre temporaire sur des emplois ou crédits inscrits au budget de l'Etat et assurant des missions de service public dévolues aux agents titulaires. Ces agents doivent exercer des fonctions du niveau de la catégorie C ou des fonctions d'enseignement mentionnées au 3° de l'article 1er, correspondant à des emplois autres que ceux figurant sur la liste prévue au 2° de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée.

Art. 3. - Des concours peuvent être, en tant que de besoin, ouverts dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat à des candidats autres que ceux visés aux articles 1er et 2, justifiant à la date du 14 mai 1996, de la qualité d'agent non titulaire de l'Etat employé à titre temporaire sur des emplois ou crédits inscrits au budget de l'Etat et remplissant les conditions mentionnées aux 2°, 4° et 5° de l'article 1er.

Art. 4. - A titre transitoire, pendant une période maximum de quatre ans, et dans l'attente de dispositions statutaires, les agents qui enseignent dans une discipline pour laquelle il n'existe pas de diplôme leur permettant l'accès aux corps de professeurs certifiés ou de professeurs de lycée professionnel du deuxième grade bénéficient de contrats à durée indéterminée.

Art. 5. - Dans le cadre de l'application du protocole d'accord du 14 mai 1996 relatif à la résorption de l'emploi précaire, des dispositions adaptées pourront être prises en faveur des candidats justifiant à la date du 14 mai 1996 de la qualité de maîtres délégués des établissements d'enseignement privés sous contrat et remplissant les conditions mentionnées aux 2°, 4° et 5° de l'article 1er.

CHAPITRE II

Dispositions relatives à la fonction publique territoriale

Art. 6. - Par dérogation aux articles 36, 41, 43 et 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et pour une durée maximum de quatre ans à compter de la publication de la présente loi, peuvent être ouverts des concours réservés aux candidats remplissant les cinq conditions suivantes :

1° Justifier, à la date du 14 mai 1996, de la qualité d'agent non titulaire des collectivités et de leurs établissements publics, recruté en application de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée ;

2° Etre, à la même date, en fonction ou bénéficier d'un congé en application du décret pris sur le fondement de l'article 136 de la même loi ;

3° Exercer, à cette date, dans le ressort de l'autorité organisatrice du concours, des fonctions qui correspondent à celles définies par les statuts particuliers des cadres d'emplois pour lesquels un concours au plus a donné lieu à la même date à l'établissement d'une liste d'aptitude, le cas échéant, dans la spécialité considérée ;

ANNEXE N° 6 (suite et fin)

4° Justifier, au plus tard à la date de clôture des inscriptions au concours, des titres ou diplômes requis, le cas échéant, des candidats au concours externe d'accès au cadre d'emplois concerné ;

5° Justifier, à la date mentionnée au 4°, d'une durée de services publics effectifs de même niveau de catégorie au moins égale à quatre ans d'équivalent temps plein au cours des huit dernières années. Pour l'appréciation de cette dernière condition, les périodes de travail à temps non complet correspondant à une durée supérieure ou égale au mi-temps sont assimilées à des périodes à temps plein ; les autres périodes de travail à temps non complet sont assimilées aux trois quarts du temps plein.

Toutefois, les candidats qui, à la date du 14 mai 1996, justifiaient des titres ou diplômes et de la durée de services exigés aux 4° et 5° et qui ont exercé les fonctions mentionnées au 3° en la qualité d'agent non titulaire prévue au 1°, pendant une partie de la période comprise entre le 1er janvier 1996 et le 14 mai 1996, sont également admis à se présenter aux concours réservés.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

Art. 7. - Les concours réservés prévus à l'article 6 donnent lieu à l'établissement de listes d'aptitude classant par ordre alphabétique les candidats déclarés aptes par le jury.

L'inscription sur une liste d'aptitude ne vaut pas recrutement.

Tout candidat déclaré apte depuis moins de deux ans peut être nommé dans un des emplois du cadre d'emplois auquel le concours réservé correspondant donne accès, dans les conditions fixées à la dernière phrase du quatrième alinéa de l'article 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

CHAPITRE III

Dispositions relatives à la fonction publique hospitalière

Art. 8. - Par dérogation aux articles 29 et 31 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et pour une durée maximum de quatre ans à compter de la publication de la présente loi, peuvent être ouverts à l'échelon départemental ou, si les effectifs le justifient, à l'échelon régional des concours réservés aux candidats remplissant les cinq conditions suivantes :

1° Justifier, à la date du 14 mai 1996, de la qualité d'agent contractuel de droit public des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée, recruté à titre temporaire ;

2° Etre, à la même date, en fonction dans l'un de ces établissements situé dans le département ou la région où est organisé le concours, ou bénéficier d'un congé en application du décret pris sur le fondement de l'article 10 de la même loi ;

3° Exercer des fonctions permanentes d'un niveau équivalent au plus à la catégorie B ;

4° Justifier, à la date de clôture des inscriptions au concours, des titres ou diplômes requis des candidats au concours externe d'accès au corps concerné ;

5° Justifier, à la date mentionnée au 4°, d'une durée de services publics effectifs de même niveau de catégorie au moins égale à quatre ans d'équivalent temps plein au cours des huit dernières années.

Toutefois, les candidats qui, à la date du 14 mai 1996, justifiaient des titres ou diplômes et de la durée de services exigés aux 4° et 5° et qui ont exercé les fonctions mentionnées au 3° en la qualité d'agent contractuel de droit public prévue au 1°, pendant une partie de la période comprise entre le 1er janvier 1996 et le 14 mai 1996, sont également admis à se présenter aux concours réservés.

Art. 9. - Les concours prévus à l'article 8 donnent lieu à l'établissement d'une liste d'aptitude valable un an classant par ordre alphabétique les candidats déclarés aptes par le jury. Les candidats inscrits sur cette liste sont recrutés par les établissements qui auront offert un poste au concours ouvert dans le département ou, le cas échéant, dans la région.

Art. 10. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent chapitre, notamment la liste des corps pour lesquels ces concours pourront être ouverts en dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 36 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée ainsi que les modalités d'organisation de ces concours et la nature des épreuves.

CHAPITRE IV

Dispositions particulières

Art. 11. - Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent titre aux agents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 118 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

ANNEXE N° 7 :

142-3
222-28
241-61
442-3
542-3

Décret n° 96-1234 du 27 décembre 1996 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

NOR:FPPA9610036D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire ;

Vu le décret n° 85-1229 du 20 novembre 1985 modifié relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 modifié portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégories C et D ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale du 12 décembre 1996 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1er. - Peuvent se présenter, dans les quatre ans à compter de la publication de la loi du 16 décembre 1996 susvisée, à un concours réservé pour l'accès à un cadre d'emplois de la fonction publique territoriale, les candidats remplissant les conditions énumérées à l'article 6 de ladite loi.

La liste des cadres d'emplois répondant aux prescriptions du même article 6 et pour lesquels des concours réservés sont susceptibles d'être organisés figure en annexe et précise la ou les spécialités concernées.

Art. 2. - Les concours à prendre en compte au titre du 3° de l'article 6 de la loi du 16 décembre 1996 précitée sont tous ceux organisés depuis la date de publication des décrets relatifs aux conditions d'accès et aux modalités d'organisation des concours pour le recrutement des cadres d'emplois concernés et ayant abouti à l'établissement d'une liste d'aptitude au 14 mai 1996.

ANNEXE N° 7 (suite)

Art. 3. - Les conditions d'ancienneté requises des candidats aux concours réservés sont appréciées à la date de clôture des inscriptions auxdits concours.

Pour les agents non titulaires autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel, la condition de durée de services publics effectifs prévue au 5° de l'article 6 de la loi du 16 décembre 1996 précitée s'apprécie à quatre ans d'équivalent temps plein au cours des huit dernières années.

Pour les agents non titulaires occupant plusieurs emplois à temps non complet correspondant à un même cadre d'emplois, la durée hebdomadaire de travail à retenir est égale à la somme des durées de travail de chacun de ces emplois.

Les dispositions des deux alinéas précédents s'appliquent également aux candidats bénéficiant à la date du 14 mai 1996 d'un congé pris en application du décret du 15 février 1988 susvisé. Elles s'appliquent aussi aux personnes mentionnées au deuxième alinéa de l'article 6 de la loi du 16 décembre 1996 précitée.

Art. 4. - Chaque concours réservé est organisé dans les conditions définies ci-après.

Les collectivités et établissements énumérés à l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée déclarent à l'autorité compétente pour organiser les concours réservés le nombre de postes pour lesquels elles demandent l'ouverture de ces concours. Ces postes doivent être occupés, ou avoir été occupés pendant une partie de la période comprise entre le 1er janvier 1996 et le 14 mai 1996, par des agents non titulaires remplissant les conditions énumérées à l'article 6 de la loi du 16 décembre 1996 précitée.

L'ouverture du concours est arrêtée par l'autorité compétente pour organiser les concours prévus par les statuts particuliers des cadres d'emplois concernés.

Chaque concours fait l'objet d'un avis qui précise la date limite de dépôt des inscriptions, la date de l'épreuve, le nombre de postes ouverts, le cas échéant par spécialité ou par discipline, et l'adresse à laquelle les candidatures doivent être déposées.

Pour les concours organisés par le Centre national de la fonction publique territoriale ou par les délégations régionales ou interdépartementales de ce centre, les avis sont publiés au Journal officiel de la République française. Ils font également l'objet d'un affichage dans les locaux du Centre national de la fonction publique territoriale ou des délégations régionales ou interdépartementales de ce centre.

Pour les concours organisés par les centres de gestion et les collectivités ou établissements non affiliés, les avis sont publiés dans au moins un journal d'information générale à diffusion régionale. Ils font également l'objet d'un affichage dans les locaux des collectivités ou établissements concernés.

Chaque autorité organisatrice de concours assure la publicité de ces avis qui sont publiés deux mois au moins avant la date limite de dépôt des candidatures.

La désignation et la composition des jurys sont celles prévues par les décrets fixant les conditions d'accès et les modalités d'organisation des concours pour les cadres d'emplois concernés.

Art. 5. - Les candidats aux concours réservés doivent fournir les pièces mentionnées aux articles 11 et 12 du décret du 20 novembre 1985 susvisé.

Le jury procède à l'examen de leur dossier professionnel.

Outre la justification des titres ou diplômes requis, le dossier professionnel doit comporter tous éléments permettant au jury d'apprécier l'expérience professionnelle du candidat, notamment, son curriculum vitae et, le cas échéant, des attestations de stages ou de formations, des titres, des travaux ou des oeuvres.

Le concours réservé comporte un entretien avec le jury, sauf pour les cadres d'emplois dont les statuts particuliers prévoient des concours sur titres sans épreuve.

L'entretien a pour objet d'apprécier l'expérience professionnelle des candidats, leur aptitude à exercer leur profession et leur motivation compte tenu des missions dévolues au cadre d'emplois concerné. La durée de cet entretien est fixée à vingt minutes.

ANNEXE N° 7 (suite)

Pour les cadres d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèques, des bibliothécaires territoriaux, des attachés territoriaux de conservation du patrimoine et des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques, l'entretien est remplacé par une interrogation orale portant sur un programme fixé par arrêté conjoint du ministre de la culture et du ministre chargé des collectivités locales. La durée de cette interrogation orale est de vingt minutes. Il est attribué une note de 0 à 20.

Art. 6. - Le jury arrête, dans la limite des places mises au concours, une liste d'admission. Cette liste fait mention, le cas échéant, de la spécialité et de la discipline choisie par le candidat.

Le président du jury transmet cette liste d'admission à l'autorité organisatrice du concours qui établit la liste d'aptitude.

Art. 7. - La liste d'aptitude prévue à l'article 7 de la loi du 16 décembre 1996 précitée est établie par ordre alphabétique et fait mention, le cas échéant, de la spécialité et de la discipline choisie par chaque candidat.

Un candidat déclaré apte ne peut être inscrit que sur une seule liste d'aptitude d'un concours réservé d'un même grade d'un cadre d'emplois, dans les conditions fixées à l'article 11 du décret du 20 novembre 1985 précité.

Tout candidat inscrit sur la liste d'aptitude peut être recruté en qualité de stagiaire par l'autorité territoriale qui a demandé l'ouverture du poste au concours réservé.

La durée de stage des candidats recrutés dans les conditions fixées par l'article 6 de la loi du 16 décembre 1996 précitée est égale à la moitié de la durée applicable aux candidats issus des concours prévus par les statuts particuliers concernés.

Art. 8. - Les stagiaires relevant des cadres d'emplois figurant en annexe du présent décret doivent suivre la formation de perfectionnement prévue, le cas échéant, par les statuts particuliers correspondants pour les agents accédant au cadre d'emplois par la voie de la promotion interne en application de l'article 39 de la loi du 26 janvier 1984 précitée.

Art. 9. - Les conditions de classement dans chacun des cadres d'emplois sont celles prévues par les statuts particuliers desdits cadres d'emplois et, à défaut, par le décret du 30 décembre 1987 susvisé.

Art. 10. - Les recrutements des lauréats des concours réservés sont pris en compte pour l'application des dispositions de l'article 39 de la loi du 26 janvier 1984 précitée.

Art. 11. - Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 décembre 1996.

ANNEXE N° 7 (suite et fin)

ANNEXE

Filière culturelle

Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèques.

Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine (spécialité Patrimoine scientifique, technique et naturel).

Cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine (spécialités Archéologie, Archives, Inventaire, Musées, Patrimoine scientifique, technique et naturel).

Cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux (spécialités Bibliothèques, Documentation).

Cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques (spécialités Musée, Bibliothèque, Archives, Documentation).

Cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques (spécialités Musée, Bibliothèque, Archives, Documentation).

Cadre d'emplois des agents territoriaux qualifiés du patrimoine.

Cadre d'emplois des directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique (spécialités Musique, danse et art dramatique, Arts plastiques).

Cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique (spécialités Musique, Danse, Art dramatique, Arts plastiques).

Cadre d'emplois des assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique (spécialités Musique, Danse, Arts plastiques).

Cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique (spécialités Musique, Art dramatique, Arts plastiques).

Filière sportive

Cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives.

Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives.

Cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives.

Filière administrative

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux (spécialité Secteur sanitaire et social).

Cadre d'emplois des secrétaires de mairie.

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

Filière médico-sociale

Cadre d'emplois des médecins territoriaux.

Cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires, pharmaciens territoriaux.

Cadre d'emplois des psychologues territoriaux.

Cadre d'emplois des sages-femmes territoriales.

Cadre d'emplois des puéricultrices territoriales.

Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux.

Cadre d'emplois des rééducateurs territoriaux.

Cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de laboratoire (spécialités Technicien qualifié de laboratoire, Manipulateur d'électroradiologie).

Cadre d'emplois des auxiliaires de soins territoriaux.

Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux.

Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants.

Cadre d'emplois des moniteurs-éducateurs territoriaux.

Cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

Cadre d'emplois des agents sociaux territoriaux (recrutement en qualité d'agent social qualifié).

Filière technique

Cadre d'emplois des contrôleurs territoriaux de travaux.

Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux.

Cadre d'emplois des agents techniques territoriaux (recrutement en qualité d'agent technique et d'agent technique qualifié).

ANNEXE N° 8 :

143-32
241-61
443-3
543-3

LOI n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire

(TITRE III)

NOR:FPPX9600101L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE Ier

Dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983

portant droits et obligations des fonctionnaires

Art. 47. - A l'article 5 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les mots : "de la Communauté économique européenne" sont remplacés par les mots : "de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen".

Art. 48. - Il est inséré, après l'article 5 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, un article 5 ter ainsi rédigé :

"Art. 5 ter. - Pour les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne ou des autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen qui accèdent aux corps, cadres d'emplois et emplois des administrations de l'Etat, des régions, des départements, des communes et de leur établissements publics, la limite d'âge est reculée d'un temps égal à celui passé effectivement dans le service national actif obligatoire accompli dans les formes prévues par la législation de l'Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen dont ils relevaient au moment où ils ont accompli le service national.

ANNEXE N° 8 (suite)

"Ce temps est retenu pour le calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement dans les fonctions publiques de l'Etat, territoriale et hospitalière."

Art. 49. - Il est inséré, dans la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, un article 5 quater ainsi rédigé :

"Art. 5 quater. - Les emplois mentionnés à l'article 3 peuvent également être occupés, par voie de détachement, par des fonctionnaires relevant d'une fonction publique d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen lorsque leurs attributions soit sont séparables de l'exercice de la souveraineté, soit ne comportent aucune participation directe ou indirecte à l'exercice de prérogatives de puissance publique de l'Etat ou des autres collectivités publiques.

"Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions et la durée du détachement."

Art. 50. - I. - Il est inséré, après le troisième alinéa de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, un alinéa ainsi rédigé :

"La collectivité publique est tenue d'accorder sa protection au fonctionnaire ou à l'ancien fonctionnaire dans le cas où il fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle."

II. - Le même article est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Les dispositions du présent article sont applicables aux agents publics non titulaires."

Art. 51. - I. - Le premier alinéa de l'article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée est ainsi rédigé :

"L'accès des fonctionnaires de l'Etat, des fonctionnaires territoriaux et des fonctionnaires hospitaliers aux deux autres fonctions publiques, ainsi que leur mobilité au sein de chacune de ces trois fonctions publiques, constituent des garanties fondamentales de leur carrière."

II. - La première phrase du deuxième alinéa du même article est ainsi rédigée :

"A cet effet, l'accès des fonctionnaires de l'Etat, des fonctionnaires territoriaux et des fonctionnaires hospitaliers aux deux autres fonctions publiques s'effectue par voie de détachement suivi ou non d'intégration."

CHAPITRE II

Dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat

Art. 52. - La première phrase du 4° de l'article 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée est ainsi rédigée :

"A un congé de longue durée, en cas de tuberculose, maladie mentale, affection cancéreuse, poliomyélite ou déficit immunitaire grave et acquis, de trois ans à plein traitement et de deux ans à demi-traitement."

Art. 53. - Dans le premier alinéa de l'article 40 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée, les mots : "trois ans" sont remplacés par les mots : "cinq ans".

Art. 54. - Il est inséré, après le sixième alinéa de l'article 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée, un alinéa ainsi rédigé :

"Par dérogation à l'alinéa précédent, le fonctionnaire détaché dans l'administration d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, remis à disposition de son administration d'origine pour une cause autre qu'une faute commise dans l'exercice de ses fonctions, est réintégré, le cas échéant, en surnombre, dans son corps d'origine."

Art. 55. - La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 54 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée est remplacée par trois phrases ainsi rédigées :

"Elle est également accordée à la mère ou au père après l'adoption d'un enfant n'ayant pas atteint l'âge de la fin de l'obligation scolaire, sans préjudice du congé d'adoption qui peut intervenir au préalable. Le congé parental prend fin au plus tard à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant, adopté ou confié en vue de son adoption, âgé de moins de trois ans. Lorsque l'enfant adopté ou confié en vue d'adoption est âgé de plus de trois ans mais n'a pas encore atteint l'âge de la fin de l'obligation scolaire, le congé parental ne peut excéder une année à compter de l'arrivée au foyer."

Art. 56. - A compter de la création de l'établissement public administratif chargé de la gestion de l'Ecole du Louvre, les personnels employés pour une durée indéterminée par l'Etablissement public Réunion des musées nationaux et affectés à l'Ecole du Louvre au 31 décembre 1996 dans des fonctions du niveau de la catégorie B ou C pourront, à leur demande, être nommés et titularisés, avec effet à la date de création de l'établissement public de l'Ecole du Louvre, dans les catégories B ou C des corps de fonctionnaires relevant du ministère de la culture, dans la limite des emplois créés à cet effet par la loi de finances pour 1997.

Un décret en Conseil d'Etat fixera les conditions d'intégration et de reclassement des intéressés.

A compter de la création de l'établissement public administratif chargé de la gestion de l'Ecole du Louvre, les personnels employés pour une durée indéterminée par l'Etablissement public Réunion des musées nationaux et affectés à l'Ecole du Louvre au 31 décembre 1996 pourront, à leur demande, continuer à bénéficier de contrats à durée indéterminée lorsqu'une titularisation dans un corps de la fonction publique de l'Etat n'aura pu leur être proposée.

CHAPITRE III

Dispositions relatives à la fonction publique territoriale

Art. 57. - I. - A l'article 5 et au premier alinéa de l'article 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, les mots : "B, C et D" sont remplacés par les mots : "B et C".

II. - Dans les articles 5 et 6 de la même loi, le nombre : "quatre" est remplacé par le nombre : "trois".

Art. 58. - L'article 12-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée est complété par un alinéa rédigé :

"Le Centre national de la fonction publique territoriale est habilité à recevoir par l'intermédiaire des centres de transfert de données sociales les informations nécessaires au contrôle des versements effectués en application du 1° du présent article."

Art. 59. - Les dispositions prévues par les deux premières phrases du deuxième alinéa de l'article 12-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée sont applicables à compter du 1er janvier 1999.

Art. 60. - Au cinquième alinéa de l'article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, les mots : "la fraction principale de la première part de la dotation globale d'équipement des communes, prévue par le deuxième alinéa de l'article 103 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée" sont remplacés par les mots : "la première part de la dotation globale d'équipement des départements, conformément à l'article L. 3334-11 du code général des collectivités territoriales".

Art. 61. - Dans la première phrase du premier alinéa de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, les mots : "par les collectivités" sont remplacés par les mots : "pour les collectivités".

ANNEXE N° 8 (suite)

Art. 62. - Après le quatrième alinéa de l'article 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

"Lorsqu'il est mis fin au stage par l'autorité territoriale en raison de la suppression de l'emploi ou pour toute autre cause ne tenant pas à la manière de servir, le fonctionnaire territorial stagiaire est, à sa demande, réinscrit de droit sur la liste d'aptitude.

"Il y demeure inscrit jusqu'à l'expiration du délai de deux ans à compter de son inscription initiale ou, si aucun concours n'a été organisé dans ce délai, jusqu'à la date d'organisation d'un nouveau concours."

Art. 63. - La première phrase du 4° de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée est ainsi rédigée :

"A un congé de longue durée, en cas de tuberculose, maladie mentale, affection cancéreuse, poliomyélite ou déficit immunitaire grave et acquis, de trois ans à plein traitement et de deux ans à demi-traitement."

Art. 64. - Dans le premier alinéa de l'article 60 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, les mots : "trois ans" sont remplacés par les mots : "cinq ans".

Art. 65. - Dans la deuxième phrase du quatrième alinéa de l'article 67 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, après les mots : "personne physique", sont insérés les mots : "ou auprès d'une administration d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen".

Art. 66. - La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 75 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée est remplacée par trois phrases ainsi rédigées :

"Elle est également accordée à la mère ou au père après l'adoption d'un enfant n'ayant pas encore atteint l'âge de la fin de l'obligation scolaire, sans préjudice du congé d'adoption qui peut intervenir au préalable. Le congé parental prend fin au plus tard à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant, adopté ou confié en vue de son adoption, âgé de moins de trois ans. Lorsque l'enfant, adopté ou confié en vue d'adoption, est âgé de plus de trois ans mais n'a pas encore atteint l'âge de la fin de l'obligation scolaire, le congé parental ne peut excéder une année à compter de l'arrivée au foyer."

Art. 67. - Le premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée est complété par une phrase ainsi rédigée :

"L'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou le conseil d'administration de l'établissement public local peut décider de maintenir, à titre individuel, au fonctionnaire concerné, le montant indemnitaire dont il bénéficiait en application des dispositions réglementaires antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué soit par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat servant de référence, soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire."

Art. 68. - Par dérogation au premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, les fonctionnaires des cadres d'emplois des agents de police municipale et des gardes champêtres peuvent bénéficier d'un régime indemnitaire dont les modalités et les taux sont fixés par décret.

Art. 69. - Dans la dernière phrase du troisième alinéa du II de l'article 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, les mots : "le centre de gestion compétent" sont remplacés par les mots : "la collectivité d'accueil".

Art. 70. - Le troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée est ainsi rédigé :

"Par exception à la limite résultant du premier alinéa de l'article 88, les fonctionnaires en fonctions au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi conservent les avantages ayant le caractère de complément de rémunération qu'ils ont collectivement acquis avant cette entrée en vigueur, au sein de leur collectivité ou établissement, lorsque ces avantages sont pris en compte dans le budget de la collectivité ou de l'établissement."

Art. 71. - La première phrase du troisième alinéa de l'article 62 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale est remplacée par deux phrases ainsi rédigées :

"Chaque année, le montant global des dépenses transférées est réparti entre les centres de gestion qui ont organisé les concours et examens, en fonction du nombre de candidats inscrits à chacun des concours et examens. La répartition est arrêtée par le ministre chargé des collectivités locales."

Art. 72. - Le V de l'article 63 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 précitée est ainsi rédigé :

"V. - Le montant des contributions fixées à l'article 97 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, dans sa rédaction issue de l'article 40 de la présente loi, est applicable à toutes les contributions à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi. A compter du 29 mai 1996, les montants des contributions tels que prévus à l'article 40 précité sont applicables aux seules prises en charge ayant pris effet à compter du 29 décembre 1994 et les montants des contributions fixées à l'article 97 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée dans sa rédaction antérieure à la présente loi sont applicables aux autres prises en charge."

Art. 73. - Au VIII de l'article 63 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 précitée, les mots : "jusqu'au 31 décembre 1996" sont remplacés par les mots : "jusqu'au 31 décembre 1998".

Art. 74. - La dernière phrase du neuvième alinéa de l'article 15 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 est ainsi rédigée :

"Toutefois, les organisations syndicales membres du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale disposent au moins d'un siège si elles ont obtenu des voix lors du renouvellement général des représentants du personnel aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics du ressort de la délégation."

Art. 75. - Il est inséré, au livre IV du code des communes, après l'article L. 412-49, un article L. 412-49-1 ainsi rédigé :

"Art. L. 412-49-1. - L'agrément mentionné à l'article précédent peut aussi être accordé à des agents titulaires de la commune habituellement affectés à des emplois autres que ceux de la police municipale ou non titulaires, chargés d'assister temporairement les agents de la police municipale dans les communes touristiques. Ces agents ne peuvent porter aucune arme."

CHAPITRE IV

Dispositions relatives à la fonction publique hospitalière

Art. 76. - La première phrase du 4° de l'article 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée est ainsi rédigée :

"A un congé de longue durée, en cas de tuberculose, maladie mentale, affection cancéreuse, poliomyélite ou déficit immunitaire grave et acquis, de trois ans à plein traitement et de deux ans à demi-traitement."

Art. 77. - Dans le premier alinéa de l'article 47-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée, les mots : "trois ans" sont remplacés par les mots : "cinq ans".

Art. 78. - L'article 54 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Par dérogation à l'alinéa précédent, le fonctionnaire détaché dans l'administration d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, remis à disposition de son administration d'origine pour une cause autre qu'une faute commise dans l'exercice de ses fonctions, est réintégré, au besoin en surnombre, dans son corps d'origine."

ANNEXE N° 8 (suite)

Art. 79. - La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 64 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée est remplacée par trois phrases ainsi rédigées :

"Elle est également accordée à la mère ou au père après l'adoption d'un enfant n'ayant pas encore atteint l'âge de la fin de l'obligation scolaire, sans préjudice du congé d'adoption qui peut intervenir au préalable, le congé parental prend fin au plus tard à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant, adopté ou confié en vue de son adoption, âgé de moins de trois ans. Lorsque l'enfant adopté ou confié en vue d'adoption est âgé de plus de trois ans mais n'a pas encore atteint l'âge de la fin de l'obligation scolaire, le congé parental ne peut excéder une année à compter de l'arrivée au foyer."

CHAPITRE V

Dispositions diverses

Art. 80. - Les actions de formation destinées aux personnes bénéficiant de contrats emploi-solidarité dans les établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée, en vue de faciliter leur insertion, peuvent être financées pour partie au moyen de crédits collectés par les organismes paritaires agréés par l'Etat mentionnés à l'article 22 de la loi n° 90-579 du 4 juillet 1990 relative au crédit-formation, à la qualité et au contrôle de la formation professionnelle continue et modifiant le livre IX du code du travail.

Art. 81. - Les articles 3, 4 et 5 de l'ordonnance n° 82-272 du 26 mars 1982 relative à la durée hebdomadaire du travail dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 sont ainsi modifiés :

I. - L'article 3 est ainsi rédigé :

"Art. 3. - Lorsque la continuité du service l'exige, certains personnels peuvent être appelés à assurer un service de permanence.

"Ce service est assuré en recourant soit à des permanences dans l'établissement, soit à des astreintes à domicile.

"Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat".

II. - Au deuxième alinéa de l'article 4, les mots : "à l'article L. 813 du code de la santé publique" sont remplacés par les mots : "par décret".

III. - L'article 5 est ainsi rédigé :

"Art. 5. - Le temps passé pendant le service de permanence, lorsqu'il ne correspond pas à un travail effectif, est compensé selon des modalités prévues par décret."

Art. 82. - A compter du 1er janvier 1997, les attributions dévolues par le code du travail et le code rural aux contrôleurs du travail et de la main-d'oeuvre, aux contrôleurs de la formation professionnelle ou aux contrôleurs des lois sociales en agriculture sont exercées respectivement par les contrôleurs du travail en fonction dans les services placés sous l'autorité du ministre chargé du travail et par les contrôleurs du travail en fonctions dans les services placés sous l'autorité du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 83. - Les techniciens de laboratoire en fonctions à la date du 25 mai 1995 depuis au moins deux ans dans un centre ou un poste de transfusion sanguine et ne possédant par les titres permettant l'accès au corps des techniciens de laboratoire de la fonction publique hospitalière peuvent être recrutés, par voie d'examen professionnel, dans ce corps suivant les conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 84. - Les fonctionnaires ou anciens fonctionnaires de l'Etat ne peuvent occuper un emploi au service des collectivités territoriales des territoires d'outre-mer ou de Mayotte ainsi que de leurs établissements publics administratifs, dans le ressort desquels ils ont exercé, au cours des deux années qui précèdent, les fonctions de haut-commissaire de la République d'administrateur supérieur, de préfet représentant du Gouvernement, de directeur de cabinet du haut-commissaire de la République ou du préfet représentant du Gouvernement, de secrétaire général et de secrétaire général adjoint auprès du haut commissaire de la République, du préfet représentant du Gouvernement ou de l'administrateur supérieur, de commissaire délégué et d'adjoint au commissaire délégué de la République, de chef de subdivision et d'adjoint au chef de subdivision administrative, de chef de circonscription administrative, de délégué de l'administrateur supérieur et de directeur dans les services du haut commissariat de la République ou de la préfecture.

Art. 85. - Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, sont validés les actes pris après avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat ou sur sa recommandation, en tant que leur légalité serait contestée par le moyen tiré de l'annulation par le Conseil d'Etat statuant au contentieux de l'article 2 du décret n° 95-10 du 6 janvier 1995 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et du décret du 10 février 1995 portant nomination au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat.

Art. 86. - Sont validées en tant que leur légalité serait mise en cause sur le fondement du défaut de consultation des conseils supérieurs de la fonction publique ou du comité technique paritaire ministériel du ministère du travail et des affaires sociales les dispositions du titre IV de l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée.

Art. 87. - Les candidats admis à la suite du concours externe d'admission à l'Ecole nationale des postes et télécommunications ouvert en 1990 et qui ont obtenu le diplôme délivré par cette école gardent le bénéfice de leur nomination et de leur titularisation en qualité d'administrateur des postes et télécommunications de 2e classe.

Art. 88. - Les candidats déclarés admis au concours sur titres d'éducateurs territoriaux de jeunes enfants, session de 1993, gardent le bénéfice de leur inscription sur la liste d'aptitude établie à l'issue dudit concours.

Art. 89. - I. - Le second alinéa de l'article 2 de la loi n° 86-1304 du 23 décembre 1986 relative à la limite d'âge et aux modalités de recrutement de certains fonctionnaires civils de l'Etat est ainsi rédigé :

"Les dispositions du présent article sont également applicables aux personnels titulaires de l'enseignement supérieur assimilés aux professeurs d'université pour les élections au Conseil national des universités."

II. - A titre transitoire, les directeurs de recherche relevant de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France maintenus en activité en surnombre à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, restent dans cette position jusqu'à la fin de l'année universitaire au cours de laquelle ils atteignent la limite d'âge qui était en vigueur avant l'intervention de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public et au plus tard ;

- jusqu'au 30 juin 1997 si leur maintien en activité en surnombre a commencé entre le 1er juillet 1994 et le 30 juin 1995 ;

- jusqu'au 31 décembre 1997 si leur maintien en activité a commencé entre le 1er juillet 1995 et le 30 juin 1996 ;

- jusqu'au 30 juin 1998 si leur maintien en activité a commencé entre le 1er juillet 1996 et le 31 décembre 1996.

Art. 90. - I. - Il est créé un établissement public à caractère industriel et commercial appelé "Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du son". Il est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

ANNEXE N° 8 (suite et fin)

L'Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du son a le caractère d'un établissement d'enseignement supérieur ; elle assure un enseignement technique, culturel et artistique.

II. - L'établissement public et administré par un président nommé par décret en conseil des ministres et par un conseil d'administration. Le conseil d'administration en vote le budget.

Le conseil d'administration est composé de membres de droit, de membres qualifiés nommés par l'autorité de tutelle et de membres élus représentant les personnels enseignants et administratifs ainsi que les élèves.

III. - L'établissement public et placé sous la tutelle du ministre chargé de la culture. Celui-ci conjointement avec le ministre chargé du budget, approuve le budget.

IV. - L'Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du son est soumise au régime financier et comptable défini par le décret n° 55-733 du 26 mai 1955 portant codification, en application de la loi n° 55-360 du 3 avril 1955, et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat et les articles 151 à 153 et 190 à 225 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

V. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

Art. 91. - Sous réserve des décisions juridictionnelles passées en force de chose jugée, sont validés les versements de cotisation effectués pour les années 1984 à 1996, au titre des assurances sociales, pour les salariés bénéficiaires des dispositions du statut national du personnel des industries électriques et gazières en tant que la légalité de ces versements serait contestée par le moyen tiré de l'incompétence des auteurs de l'arrêté interministériel du 29 juin 1960 fixant le taux et l'assiette desdites cotisations.

Art. 92. - Dans le premier alinéa de l'article 18 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail, les mots : "31 décembre 1996" sont remplacés par les mots : "31 décembre 1998".

Art. 93.- Le dernier alinéa de l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques est ainsi rédigé :

"La condition de diplôme ou de titre prévue au 1er entre en vigueur le 1er juillet 1997."

Art. 94. - I. - II est inséré, après l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, un article 9 bis ainsi rédigé :

"Art. 9 bis. - Sont regardés comme représentatifs de l'ensemble des personnels soumis aux dispositions de la présente loi les syndicats ou unions de syndicats de fonctionnaires qui :

"1° Disposent d'un siège au moins dans chacun des conseils supérieurs de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ;

"2° Ou recueillent au moins 10 p. 100 de l'ensemble des suffrages exprimés lors des élections organisées pour la désignation des représentants des personnalités soumis aux dispositions de la présente loi aux commissions administratives paritaires et au moins 2 p. 100 des suffrages exprimés lors de ces mêmes élections dans chaque fonction publique. Cette audience est appréciée à la date du dernier renouvellement de chacun des conseils supérieurs précités.

"Pour l'application des dispositions de l'alinéa précédent ne sont prises en compte en qualité d'union de syndicats de fonctionnaires que les unions de syndicats dont les statuts déterminent le titre, prévoient l'existence d'organes dirigeants propres désignés directement ou indirectement par une instance délibérante et de moyens permanents constitués notamment par le versement de cotisations par les membres."

II. - Le deuxième alinéa de l'article 14 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, le troisième alinéa de l'article 29 et les deux premières phrases du sixième alinéa de l'article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ainsi que le troisième alinéa de l'article 20 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Les membres représentant le personnel sont élus au scrutin de liste à deux tours avec représentation proportionnelle.

"Au premier tour de scrutin, les listes sont présentées par les organisations syndicales de fonctionnaires représentatives. Si aucune liste n'est déposée par ces organisations ou si le nombre de votants est inférieur à un quorum fixé par décret en Conseil d'Etat, il est procédé dans un délai fixé par ce même décret, à un second tour de scrutin pour lequel les listes peuvent être présentées par toute organisation syndicale de fonctionnaires.

"Pour l'application des dispositions de l'alinéa précédent, sont regardées comme représentatives ;

"1° Les organisations syndicales de fonctionnaires régulièrement affiliées à une union de syndicats remplissant les conditions définies à l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

"2° Et les organisations syndicales de fonctionnaires satisfaisant, dans le cadre où est organisée l'élection, aux dispositions de l'article L. 133-2 du code du travail.

"Les organisations affiliées à une même union ne peuvent présenter des listes concurrentes à une même élection. Les conditions d'application du présent alinéa sont fixées en tant que de besoin par un décret en Conseil d'Etat.

"Les contestations sur la recevabilité des listes déposées sont portées devant le tribunal administratif compétent dans les trois jours qui suivent la date limite du dépôt des candidatures. Le tribunal administratif statue dans les quinze jours qui suivent le dépôt de la requête. L'appel n'est pas suspensif."

III. - L'article 15 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Lorsqu'il est procédé, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, à une consultation du personnel en vue de la désignation des représentants des organisations syndicales de fonctionnaires, seules les organisations visées au quatrième alinéa de l'article 14 sont habilitées à se présenter. Si aucune de ces organisations ne se présente ou si le nombre de votants est inférieur à un quorum fixé par décret en Conseil d'Etat, il est procédé dans un délai fixé par ce même décret, à une seconde consultation à laquelle toute organisation syndicale de fonctionnaires peut participer. Les règles fixées aux cinquième et sixième alinéas de l'article 14 sont applicables aux consultations prévues par le présent article."

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 16 décembre 1996.

ANNEXE N° 9 :

143-32

241-61

443-3

543-3

*Ministère de la fonction publique, de la réforme de l'Etat
et de la décentralisation*

DIRECTION GENERALE
DES COLLECTIVITES LOCALES
SOUS-DIRECTION DES ELUS LOCAUX
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Paris, le 18 FEV. 1997

CL/FP.3
PREFECTU/INDEMNIT4
AFFAIRE SUIVIE PAR : M. CHRISTIEN/RB
40.07.24.28
AR/FPT.3/

NOR | F | P | P | A | 9 | 7 | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 5 | C |

Le Ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

à

Mesdames et Messieurs les préfets
(Service chargé des relations avec les
collectivités locales)

OBJET : Modifications apportées au régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux par la loi du 16 décembre 1996.

La loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire (JO du 17 décembre 1996) comporte deux articles (l'article 67 et l'article 70) ayant pour origine un amendement parlementaire et modifiant les deux articles (l'article 88 et l'article 111) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale qui constituent le fondement législatif du régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux. Ces modifications appellent les précisions suivantes.

I - Le complément apporté à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984

Dans sa rédaction résultant de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, le premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 dispose que "l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public local fixe, par ailleurs, les régimes indemnitaires dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat".

ANNEXE N° 9 (suite)

L'article 67 de la loi du 16 décembre 1996 a complété cet alinéa par une phrase ainsi rédigée:

"L'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou le conseil d'administration de l'établissement public local peut décider de maintenir, à titre individuel, au fonctionnaire concerné, le montant indemnitaire dont il bénéficiait en application des dispositions réglementaires antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué soit par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat servant de référence, soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire".

Cette phrase vise les hypothèses dans lesquelles l'intervention de nouvelles dispositions réglementaires de nature statutaire, indiciaire ou indemnitaire se trouverait conduire, directement ou indirectement, à la diminution de la dotation indemnitaire de certains agents, alors que cette diminution ne correspondrait ni à une modification des fonctions de ces agents ou de leur manière de servir, ni à une décision de l'autorité territoriale. La modification de l'article 88 par la loi du 16 décembre 1996 reconnaît à l'organe délibérant de la collectivité ou au conseil d'administration de l'établissement public local la possibilité de maintenir, à titre individuel, aux fonctionnaires concernés, le montant indemnitaire dont ils bénéficiaient en application des dispositions réglementaires antérieures.

Dans la pratique, les principaux types de situation visés par cette modification se ramènent aux cas suivants, qui suscitaient dans l'exercice du contrôle de légalité des difficultés sur lesquelles vous aviez pu appeler mon attention.

- les techniciens territoriaux et les contrôleurs territoriaux de travaux ;
- les cadres d'emplois de catégorie B relevant du régime des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (IFTS) ;
- des cas particuliers tels que celui des psychologues territoriaux.

I - 1 - Les techniciens territoriaux et les contrôleurs territoriaux de travaux

Dans la phrase ajoutée au premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 par la loi du 16 décembre 1996, les mots *"soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire"* s'appliquent à des situations du type de celle des techniciens territoriaux et des contrôleurs territoriaux de travaux, dont le régime indemnitaire comprend les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS), éventuellement complétées par l'enveloppe que prévoit l'article 5 du décret du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'article 88, la prime de service et de rendement et les indemnités liées à la participation aux travaux.

S'agissant de la prime de service et de rendement et des indemnités liées à la participation aux travaux, la dotation moyenne est calculée en appliquant un taux moyen au traitement brut moyen du grade, lequel se définit comme suit :

Traitement brut du 1er échelon du grade + traitement brut du dernier échelon

ANNEXE N° 9 (suite)

Dès lors, une réforme statutaire modifiant la valeur de l'indice de début et de fin de grade a des incidences sur le montant du traitement moyen du grade et donc sur le calcul des indemnités des personnels intéressés.

Tel a été le cas pour le décret n° 95-30 du 10 janvier 1995, qui a eu les effets suivants sur les indices moyens du cadre d'emplois des techniciens territoriaux :

SITUATION ANTERIEURE		SITUATION NOUVELLE	
GRADE	INDICE MOYEN	GRADE	INDICE MOYEN
Technicien chef	451,5	Technicien chef	502,5
-----		Technicien principal	469
Technicien principal	463,5	} Technicien	421
Technicien	386		

En raison de leur reclassement dans le nouveau grade des techniciens, les anciens techniciens principaux ont donc vu la base de calcul de leur prime de service et de rendement et de leur prime de travaux passer de l'indice 463,5 à l'indice 421.

Le même phénomène s'est produit pour les anciens agents de maîtrise principaux intégrés dans le nouveau grade de contrôleur en application du décret n° 95-952 du 25 août 1995. L'indice brut moyen du grade de contrôleur ($\frac{298 + 544}{2} = 421$) étant légèrement

inférieur à l'indice brut moyen du grade d'agent de maîtrise qualifié ($\frac{358 + 499}{2} = 428,5$), il a pu

arriver que l'intégration de certains agents de maîtrise principaux dans le nouveau cadre d'emplois des contrôleurs de travaux se traduise par une diminution du montant de leur prime de service et de rendement et de leur prime de travaux.

Dans des situations de ce type, la phrase ajoutée par la loi du 16 décembre 1996 au premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ouvre à l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou au conseil d'administration de l'établissement public la possibilité de prendre une délibération décidant du maintien d'un régime indemnitaire qui permette de conserver aux intéressés le montant de leur indemnité antérieure à la modification des bornes indiciaires. Cette délibération doit être jointe en appui des pièces budgétaires nécessaires à la mise en paiement de ce régime indemnitaire.

Il convient de veiller à ce que cette solution ne concerne que les seuls fonctionnaires en fonction au moment de la modification des bornes indiciaires, ceux recrutés ultérieurement se voyant appliquer le régime indemnitaire résultant des nouveaux textes.

ANNEXE N° 9 (suite)

I - 2 - Les cadres d'emplois de catégorie B relevant du régime des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (IFTS)

Dans la phrase ajoutée au premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 par la loi du 16 décembre 1996, les mots *"ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat servant de référence"* sont de nature à s'appliquer à des situations du type de celle provoquée par l'arrêté du 15 mai 1996 relatif aux IFTS.

L'arrêté du 21 juin 1968 pris pour l'application du décret n° 68-560 du 19 juin 1968 définissait trois catégories en matière d'IFTS.

- 1ère catégorie, pour les agents titulaires d'un grade dont l'indice de début était supérieur ou égal à l'indice brut 465 (taux moyen annuel = 8 512 F) ;

- 2ème catégorie, pour les agents titulaires d'un grade dont l'indice brut terminal était au moins égal à 500 (taux moyen annuel = 6 301 F) ;

- 3ème catégorie, pour les agents titulaires d'un grade dont l'indice brut terminal était inférieur à 500 (taux moyen annuel = 5 041 F).

L'arrêté du 15 mai 1996 précité a redéfini les trois catégories d'IFTS de la manière suivante :

- 1ère catégorie, pour les agents dont l'indice brut est au moins égal à 650 ou appartenant à un grade dont l'indice brut de début est au moins égal à 515 (taux moyen annuel = 8 716 F) ;

- 2ème catégorie, pour les agents appartenant à un grade dont l'indice brut terminal est au moins égal à 560 (taux moyen annuel = 6 452 F) ;

- 3ème catégorie, pour les agents appartenant à un grade dont l'indice brut terminal est inférieur à 560 (taux moyen annuel : 5 162 F).

Cette modification a des conséquences importantes sur les agents de trois des cinq cadres d'emplois de catégorie B de la fonction publique territoriale, qui perçoivent l'IFTS : rédacteurs, éducateurs des activités physiques et sportives et assistants du patrimoine et des bibliothèques.

Avant la réforme des statuts de la catégorie B, les fonctionnaires du deuxième grade de ces cadres d'emplois - les rédacteurs principaux par exemple - dont l'indice brut terminal 533 était donc supérieur à la borne indice 500, percevaient l'IFTS de 2ème catégorie depuis la création de leur statut.

Après la refonte, au 1er août 1995, de la catégorie B et jusqu'à la parution de l'arrêté du 15 mai 1996, ces fonctionnaires, reclassés dans le nouveau premier grade culminant à l'indice brut 544, ont continué logiquement à bénéficier de l'IFTS de 2ème catégorie.

ANNEXE N° 9 (suite)

L'arrêté du 15 mai 1996 modifiant les catégories d'IFTS a pour effet de leur appliquer l'indemnité forfaitaire correspondant à la 3ème catégorie, puisque désormais leur indice brut terminal est inférieur à la nouvelle borne 560. En conséquence, si les dispositions de cet arrêté étaient appliquées strictement, les agents de l'ancien deuxième grade connaîtraient une diminution de leur régime indemnitaire de l'ordre de 1 000 francs par an en taux moyen.

Cette baisse du régime indemnitaire est également constatée pour les agents de l'ancien premier grade. Ceux-ci culminaient, avant la réforme des statuts de la catégorie B intervenue le 1er août 1995, à l'indice 474 et percevaient donc, sous le régime initial de l'arrêté de 1968, l'IFTS de 3ème catégorie. Ils ont, après la réforme statutaire du 1er août 1995 les reclassant dans le nouveau premier grade culminant à 544, perçu l'IFTS de 2ème catégorie. La parution de l'arrêté du 15 mai 1996 a eu pour effet de faire passer à nouveau ces agents sous le régime de l'IFTS de 3ème catégorie.

La phrase ajoutée par la loi du 16 décembre 1996 au premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ouvre à l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou au conseil d'administration de l'établissement public la possibilité de prendre une délibération décidant du maintien d'un régime indemnitaire qui permette de conserver aux intéressés le montant de leur IFTS antérieur à l'entrée en vigueur de l'arrêté du 15 mai 1996. Cette délibération doit être jointe en appui des pièces budgétaires nécessaires à la mise en paiement de ce régime indemnitaire.

Elle garantit également la situation des agents du premier grade des assistants qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques, qui bénéficiaient depuis la constitution du cadre d'emplois du régime d'IFTS de la 2ème catégorie.

Il convient de veiller à ce que cette solution ne concerne que les seuls fonctionnaires en fonction au moment de la publication au Journal officiel de l'arrêté du 15 mai 1996. Ceux recrutés après cette date doivent, quant à eux, se voir appliquer le nouveau régime d'IFTS résultant de l'arrêté du 15 mai 1996.

I - 3 - Cas particulier : l'exemple des psychologues territoriaux

Dans la phrase ajoutée au premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 par la loi du 16 décembre 1996, les mots *"soit par l'application... des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat servant de référence"* peuvent lever les difficultés rencontrées dans des situations du type de celle des psychologues territoriaux.

Antérieurement à l'intervention de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, le statut des personnels départementaux était fixé par le conseil général et approuvé par le préfet.

Conformément à cette procédure, de nombreux conseils généraux avaient pris une délibération, approuvée par arrêté préfectoral, prévoyant que les psychologues du département bénéficiaient du régime indemnitaire des psychologues hospitaliers.

ANNEXE N° 9 (suite)

Depuis l'intervention de la loi du 26 janvier 1984, et surtout depuis la modification apportée par la loi du 28 novembre 1990 à son article 88, une telle solution n'était plus juridiquement possible, puisqu'aux termes de cet article 88 modifié *"l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale... fixe, par ailleurs, les régimes indemnitaires dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat"*. Il n'était donc plus possible de se référer aux personnels hospitaliers dans la mesure où l'article 88 ne prévoit comme référence que les régimes indemnitaires des fonctionnaires de l'Etat.

La phrase ajoutée par la loi du 16 décembre 1996 au premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 permet à l'organe délibérant de la collectivité concernée de prendre une délibération décidant que les psychologues en fonction au moment de l'entrée en vigueur du décret du 1er octobre 1992 conservent leur régime indemnitaire antérieur aligné sur celui des psychologues hospitaliers.

Cette délibération doit être jointe en appui des pièces budgétaires nécessaires à la mise en paiement de ce régime indemnitaire.

Il convient également de veiller à ce que cette solution ne concerne que les seuls psychologues en fonctions au moment de l'entrée en vigueur du décret du 1er octobre 1992, ceux recrutés ultérieurement devant se voir appliquer le régime indemnitaire, aligné sur celui des psychologues des services extérieurs de la protection judiciaire de la jeunesse, résultant de ce décret.

II - La modification du troisième alinéa de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984

L'article 70 de la loi du 16 décembre 1996 modifie la disposition de la loi du 26 janvier 1984 relative à la validation des compléments de rémunération collectivement acquis au moment de l'entrée en vigueur de cette loi, pour tenir compte de deux séries de difficultés rencontrées par les collectivités locales, qu'il a paru nécessaire aux parlementaires de lever.

II - 1 - La rédaction initiale du troisième alinéa de l'article 111

Avant l'intervention de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, seul était défini un régime indemnitaire pour les agents communaux résultant d'arrêtés conjoints du ministre chargé des collectivités locales et du ministre chargé du budget.

Dans la pratique s'était développé par ailleurs, dans les communes ou les départements, le recours au versement par le biais d'associations, d'avantages de type *"treizième mois"* ou *"prime de fin d'année"*, qui venaient s'ajouter aux indemnités prévues par les arrêtés ministériels.

L'article 111, et plus précisément son troisième alinéa, de la loi du 26 janvier 1984 a validé, pour le passé, ces pratiques :

"Les agents titulaires d'un emploi d'une collectivité ou d'un établissement relevant de la présente loi sont intégrés dans la fonction publique territoriale et classés dans les cadres d'emplois ou emplois en prenant en compte la durée totale des services qu'ils ont accomplis."

ANNEXE N° 9 (suite)

Ces agents conservent les avantages qu'ils ont individuellement acquis en matière de rémunération et de retraite.

Ils conservent, en outre, les avantages ayant le caractère de complément de rémunération qu'ils ont collectivement acquis au sein de leur collectivité ou établissement par l'intermédiaire d'organismes à vocation sociale".

Le ministère chargé des collectivités locales a eu l'occasion d'indiquer en 1985 et 1986 que les agents bénéficiaires du troisième alinéa de l'article 111 sont "les agents titulaires ou non titulaires des collectivités territoriales qui bénéficiaient de tels avantages au sein de leur collectivité antérieurement à la publication de la loi du 26 janvier 1984". En sont "également bénéficiaires les agents recrutés postérieurement au 26 janvier 1984 par une collectivité dont les agents" bénéficiaient "du maintien des avantages ayant le caractère de complément de rémunération acquis collectivement et ce afin d'assurer l'égalité entre les agents d'une même collectivité ou établissement quelle que soit la date de leur recrutement".

Si l'article 111 a validé les pratiques antérieures à la loi du 26 janvier 1984, les pratiques similaires apparues après cette loi sont irrégulières ainsi que le ministère chargé des collectivités locales l'a rappelé à diverses reprises.

La jurisprudence administrative interprète d'ailleurs très strictement ce principe, puisqu'elle considère que seules peuvent s'appliquer aux primes visées par l'article 111, alinéa 3, les règles antérieures à la loi du 26 janvier 1984 et qu'il n'est plus possible de modifier ces règles depuis l'entrée en vigueur de cette loi. C'est ainsi, par exemple, que ces primes ne peuvent pas être revalorisées si aucun mécanisme de revalorisation n'était prévu avant la loi du 26 janvier 1984 (CE, 12 avril 1991, Préfet du Val-d'Oise).

La mise en oeuvre de ce dispositif a fait apparaître deux types de difficultés :

- En validant les pratiques antérieures, le troisième alinéa de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 n'avait pas interdit le versement des avantages équivalant à des compléments de rémunération par des associations et n'avait pas obligé les collectivités territoriales à intégrer dans leur budget ces avantages, même si des recommandations en ce sens ont été constamment faites à l'attention des employeurs locaux.

Il n'en demeurerait pas moins que le versement de tels avantages par^A des associations exclusivement financées par la collectivité territoriale risquait d'être considéré comme constitutif d'une gestion de fait, avec comme principales conséquences l'inéligibilité de l'élu concerné et l'obligation de reversement des sommes perçues par les agents. En outre, ce phénomène constituait un facteur d'opacité rendant quasiment impossible l'exercice du contrôle de légalité.

Aussi paraissait-il indispensable, dès lors que la validité des avantages concernés n'est pas contestée, que ceux-ci soient désormais versés directement sur le budget des collectivités locales.

ANNEXE N° 9 (suite)

- L'articulation des textes successifs applicables aux agents territoriaux était source d'ambiguïtés croissantes. L'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux, tel que modifié par la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 dispose, en effet, que *"l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public local fixe... les régimes indemnitaires dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat"*. Le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour l'application de cette disposition, a précisé pour chaque cadre d'emplois de la fonction publique territoriale le corps de l'Etat qui doit servir de référence pour la définition des limites du régime indemnitaire de ce cadre d'emplois.

Si le Conseil d'Etat (arrêt INTERCO-CFDT, 27 novembre 1992) a considéré que l'article 111 demeure en vigueur nonobstant l'intervention de la loi du 28 novembre 1990, il a estimé que les dispositions de l'article 111, alinéa 3, *"ne dispensent pas les collectivités territoriales et établissements publics locaux, lors de la fixation des régimes indemnitaires de leurs fonctionnaires, de respecter la limite fixée par le législateur au premier alinéa de l'article 88 modifié"* de la loi du 26 janvier 1984.

II - 2 - La nouvelle rédaction du troisième alinéa de l'article 111 résultant de la loi du 16 décembre 1996

Aussi l'article 70 de la loi du 16 décembre 1996 a-t-il remplacé le troisième alinéa de l'article 111 par la rédaction suivante :

"Par exception à la limite résultant du premier alinéa de l'article 88, les fonctionnaires en fonctions au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi conservent les avantages ayant le caractère de complément de rémunération qu'ils ont collectivement acquis avant cette entrée en vigueur, au sein de leur collectivité ou établissement, lorsque ces avantages sont pris en compte dans le budget de la collectivité ou de l'établissement".

Conformément aux débats parlementaires, cette nouvelle rédaction a pour objet de répondre aux deux types de difficultés précitées :

1) d'une part, à compter de la loi du 16 décembre 1996, les compléments de rémunération collectifs acquis ne peuvent être valablement maintenus que si les collectivités et établissements les intègrent dans leur budget. Cette modification répond à un objectif de clarification des comptes des collectivités locales. Tout avantage revêtant le caractère d'un complément de rémunération qui continuerait à être versé par le biais d'une association serait donc irrégulier.

Il convient de souligner que cette obligation de budgéter ne porte que sur les avantages visés par l'article 111, alinéa 3, c'est-à-dire ceux présentant le caractère de complément de rémunération, à l'exclusion des avantages présentant le caractère de prestations d'action sociale. Ceux-ci peuvent donc continuer à être gérés par des associations, dans les limites des prestations d'action sociale versées dans la fonction publique de l'Etat.

2) d'autre part, le caractère propre des avantages validés au titre de l'article 111 conduit au maintien de leur versement nonobstant la limite prévue par ailleurs par l'article 88, telle que précisée par le décret du 6 septembre 1991.

ANNEXE N° 9 (suite et fin)

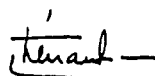
Pour le reste, le champ d'application de l'article 111, alinéa 3, s'agissant de la nature des avantages et des bénéficiaires, demeure inchangé tel qu'il a été précisé antérieurement par le ministère et la jurisprudence, dans les termes rappelés ci-dessus par la présente circulaire.

Les précisions apportées par l'article 70 de la loi du 16 décembre 1996 ne peuvent donc aboutir qu'à la budgétisation d'avantages collectivement acquis au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 26 janvier 1984, à l'exclusion de régimes qui auraient été irrégulièrement institués après cette date.

*
* *

Je vous saurais gré de bien vouloir assurer la plus large diffusion possible des informations figurant dans la présente circulaire auprès des collectivités territoriales et des établissements publics territoriaux situés dans votre ressort.

Pour le ministre et par délégation,
le directeur général des collectivités locales



Michel TROSAULT

ANNEXE N° 10 :

144
222-398
241-64
444
544

LOI n° 96-1160 du 27 décembre 1996 de financement de la sécurité sociale pour 1997 (1)

NOR:TASX9600117L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté.

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 96-384 DC en date du 19 décembre 1996 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE

DE SANTE ET DE SECURITE SOCIALE

Approbation du rapport

Art. 1er. - Est approuvé le rapport annexé à la présente loi relatif aux orientations de la politique de santé et de sécurité sociale et aux objectifs qui déterminent les conditions générales de l'équilibre financier de la sécurité sociale pour l'année 1997.

Contrôle du respect des objectifs

Art. 2. - Les membres du Parlement qui ont la charge de présenter, au nom de la commission compétente, le rapport sur les projets de loi de financement de la sécurité sociale suivent et contrôlent, sur pièces et sur place, l'application de ces lois auprès des administrations de l'Etat et des établissements publics compétents. Réserve faite des informations couvertes par le secret médical ou le secret de la défense nationale, tous les renseignements d'ordre financier et administratif de nature à faciliter leur mission doivent leur être fournis. Ils sont habilités à se faire communiquer tout document de quelque nature que ce soit.

Art. 3. - Pour l'information du Parlement, le Gouvernement lui présente chaque année un rapport rattaché à l'annexe visée au b du II de l'article L.O. 111-4 du code de la sécurité sociale et comprenant les éléments suivants :

- le bilan des contrôles médicaux effectués dans le secteur de l'hospitalisation ;
- l'état de la réforme de la Nomenclature générale des actes professionnels ;
- l'exécution budgétaire de la loi de financement ;
- le bilan des expérimentations des "filières et réseaux de soins" ;
- la mise en oeuvre des références médicales opposables ;
- les restructurations hospitalières ;
- le bilan de l'exécution du programme de médicalisation des systèmes d'information ;
- le bilan des contrôles d'attributions des prestations familiales.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONDITIONS GENERALES

DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Prévisions des recettes

Art. 4. - Pour 1997, les prévisions de recettes, par catégorie, de l'ensemble des régimes obligatoires de base et des organismes créés pour concourir à leur financement sont fixées aux montants suivants :

En milliards de francs

Cotisations effectives : 1 152,4

Cotisations fictives : 181,9

Contributions publiques : 63,9

Impôts et taxes affectés : 223,6

Transferts reçus : 4,7

Revenus des capitaux : 1,8

Autres ressources : 30,0

Total des recettes : 1 658,3

Objectifs de dépenses par branche

Art. 5. - Pour 1997, les objectifs de dépenses par branche de l'ensemble des régimes obligatoires de base comptant plus de vingt mille cotisants actifs ou retraités titulaires de droits propres sont fixés aux montants suivants :

En milliards de francs

Maladie-maternité-invalidité-décès : 662,1

Vieillesse-veuvage : 726,7

Accidents du travail : 54,7

Famille : 241,7

Total des dépenses : 1 685,2

Objectif national de dépenses d'assurance maladie

Art. 6. - L'objectif national de dépenses d'assurance maladie de l'ensemble des régimes obligatoires de base est fixé à 600,2 milliards de francs pour l'année 1997.

Plafonds d'avances de trésorerie

Art. 7. - Les besoins de trésorerie des régimes obligatoires de base comptant plus de vingt mille cotisants actifs ou retraités titulaires de droits propres et des organismes ayant pour mission de concourir à leur financement peuvent être couverts par des ressources non permanentes dans les limites suivantes :

En milliards de francs

Régime général : 66

Régime des exploitants agricoles : 8,5

Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines : 2,3

Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat : 0,8

Les autres régimes obligatoires de base comptant plus de vingt mille cotisants actifs ou retraités titulaires de droits propres, lorsqu'ils disposent d'une trésorerie autonome, ne sont pas autorisés à recourir à des ressources non permanentes.

Art. 8. - Lorsqu'il prend le décret visé à l'article L.O. 111-5 du code de la sécurité sociale, le Gouvernement dépose au Parlement, dans un délai de quinze jours, un rapport présentant les raisons du dépassement des limites prévues au 5° du I de l'article L.O. 111-3 du même code et justifiant l'urgence qui exige ce recours à la voie réglementaire.

ANNEXE N° 10 (suite)

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Section 1

Extension d'assiette de la contribution sociale généralisée

Art. 9. - A l'article L. 136-1 du code de la sécurité sociale, les mots : "perçus à compter du 1er février 1991" sont supprimés.

Art. 10. - L'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa du I, après les mots : "Sur le montant brut des traitements, indemnités", sont insérés les mots : "autres que celles visées au 7° du II ci-dessous" ;

2° Le 2° du II est ainsi rédigé :

"2° Les sommes réparties au titre de la réserve spéciale de participation conformément aux dispositions de l'article L. 442-4 du code du travail, ainsi que les sommes versées par l'entreprise en application de l'article L. 443-8 du même code ; la contribution est précomptée par l'entreprise ou l'organisme de gestion respectivement lors de la répartition de la réserve spéciale, ou lors du versement au plan d'épargne d'entreprise." ;

3° Le II est complété par les 4° à 7° ainsi rédigés :

"4° Les contributions prévues au cinquième alinéa de l'article L. 242-1 du présent code et au cinquième alinéa de l'article 1031 du code rural, à l'exception de celles versées aux institutions mettant en oeuvre les régimes de retraite complémentaire mentionnés au chapitre Ier du titre II du livre IX du présent code lorsqu'elles sont exonérées en vertu des deux articles précités ;

"5° Les indemnités de licenciement ou de mise à la retraite et toutes autres sommes versées à l'occasion de la rupture du contrat de travail pour la fraction qui excède le montant prévu par la convention collective de branche, l'accord professionnel ou interprofessionnel ou à défaut par la loi, ainsi que toutes sommes versées à l'occasion de la modification du contrat de travail ;

"6° L'allocation visée à l'article 15 de la loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 relative à la famille ;

"7° Les indemnités journalières ou allocations versées par les organismes de sécurité sociale ou, pour leur compte, par les employeurs à l'occasion de la maladie, de la maternité, des accidents du travail et des maladies professionnelles, à l'exception des rentes viagères servies aux victimes d'accident du travail ou de maladie professionnelle ou à leurs ayants droit." ;

4° Aux 1° et 2° du III, après les mots : "dont la cotisation d'impôt sur le revenu de l'année précédente", sont insérés les mots : ", au sens de l'article 1417 du code général des impôts dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 1997," ;

5° Au 3° du III, la mention : "8°," est supprimée ;

6° Au 5° du III, les mots : "ainsi que les indemnités visées à l'article L. 980-11-1 du même code" sont supprimés ;

7° Le III est complété par un 6° ainsi rédigé :

"6° L'allocation de veuvage visée à l'article L. 356-1 du présent code et aux articles 1031-1 et 1142-26 du code rural."

Art. 11. - I. - Le deuxième alinéa de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Les mots : "lève cette option," sont remplacés par les mots : "ne remplit pas les conditions prévues au I de l'article 163 bis C du code général des impôts." ;

2° Après les mots : "comme une rémunération", sont insérés les mots : "le montant déterminé conformément au II du même article. Toutefois" ;

3° Après les mots : "article 80 bis du même code", sont insérés les mots : "est considéré comme une rémunération lors de la levée de l'option".

II. - Au V de l'article 6 de la loi n° 70-1322 du 31 décembre 1970 relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés, les mots : "et de la sécurité sociale, sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale" sont supprimés.

III. - Au deuxième alinéa du e du I de l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale et au 5° du I de l'article 1er de la loi n° 87-516 du 10 juillet 1987 portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale, les mots : "le prix de souscription ou d'achat majoré le cas échéant de l'avantage visé au deuxième alinéa de l'article L. 242-1" sont remplacés par les mots : "la valeur réelle de l'action à la date de la levée de l'option".

IV. - Les dispositions des I, II et III s'appliquent aux options levées à compter du 1er janvier 1997.

Art. 12. - L'article L. 136-5 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa du I, au II, au 1° et aux premier et deuxième alinéas du 2° du V, les mots : "la date de la publication de la loi n° 93-936 du 22 juillet 1993" sont remplacés par les mots : "la date de la publication de la dernière loi de financement de la sécurité sociale" ;

2° Au premier alinéa du I, les mots : "de l'article 128 ci-dessus" sont remplacés par les mots : "de l'article L. 136-2" ;

3° La première phrase du III est ainsi rédigée :

"La contribution due sur les pensions d'invalidité et sur les indemnités journalières ou allocations visées au 7° du II de l'article L. 136-2 est précomptée par l'organisme débiteur de ces prestations et versée à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, dans les conditions prévues aux articles L. 243-2 et L. 612-9 du présent code et à l'article 1031 du code rural." ;

4° Au dernier alinéa du V, les mots : "aux articles 127 à 130" sont remplacés par les mots : "aux articles L. 136-1 à L. 136-4".

Art. 13. - L'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au I, les mots : ", à compter de l'imposition des revenus de 1990," sont supprimés ;

2° Au I, après les mots : "pour l'établissement de l'impôt sur le revenu", sont insérés les mots : ", à l'exception de ceux ayant déjà supporté la contribution au titre des 3° et 4° du II de l'article L. 136-7 autres que les contrats en unités de compte" ;

3° Au g du I, les mots : "de l'article 129 de la présente loi" sont remplacés par les mots : "de l'article L. 136-3" ;

4° Après le g du I, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

"Pour la détermination de l'assiette de la contribution, il n'est pas fait application des abattements mentionnés au 3 et au 4 bis de l'article 158 du code général des impôts." ;

5° Le II est ainsi rédigé :

"II. - Sont également assujettis à la contribution, dans les conditions et selon les modalités prévues au I ci-dessus :

"a) Les sommes soumises à l'impôt sur le revenu en application de l'article L. 69 du livre des procédures fiscales ;

"b) Tous autres revenus dont l'imposition est attribuée à la France par une convention internationale relative aux doubles impositions et qui n'ont pas supporté la contribution prévue à l'article L. 136-1." ;

6° Au III, les mots : "au I ci-dessus" sont remplacés par les mots : "aux I et II ci-dessus".

Art. 14. - L'article L. 136-7 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au I, les mots : ", à compter du 1er janvier 1991," sont supprimés ;

2° Au I, après les mots : "sont assujettis à une contribution," sont insérés les mots : "à l'exception de ceux ayant déjà supporté la contribution au titre des 3° et 4° du II et" ;

3° Le II devient le V et est ainsi modifié : les mots : "au I" sont remplacés par les mots : "aux I, II et IV ci-dessus" ;

ANNEXE N° 10 (suite)

4° Il est inséré un II ainsi rédigé :

"II. - Sont également assujettis à la contribution selon les modalités prévues au I, pour la part acquise à compter du 1er janvier 1997 et, le cas échéant, constatée à compter de cette même date en ce qui concerne les placements visés du 3° au 10° ;

"1° Les intérêts et primes d'épargne des comptes d'épargne logement visés à l'article L. 315-1 du code de la construction et de l'habitation, respectivement lors de leur inscription en compte et de leur versement ;

"2° Les intérêts et primes d'épargne des plans d'épargne logement visés à l'article R. 315-24 du code de la construction et de l'habitation lors du dénouement du contrat ;

"3° Les produits attachés aux bons ou contrats de capitalisation ainsi qu'aux placements de même nature mentionnés à l'article 125-0A du code général des impôts quelle que soit leur date de souscription, lors de leur inscription au contrat ou lors du dénouement pour les bons et contrats en unités de compte visés au deuxième alinéa de l'article L. 131-1 du code des assurances ;

"4° Les produits des plans d'épargne populaire, ainsi que les rentes viagères et les primes d'épargne visés au premier alinéa du 22° de l'article 157 du code général des impôts, respectivement lors de leur inscription en compte et de leur versement ;

"5° Le gain net réalisé ou la rente viagère versée lors d'un retrait de sommes ou valeurs ou de la clôture d'un plan d'épargne en actions défini à l'article 163 quinquies D du code général des impôts dans les conditions ci-après :

"a) Avant l'expiration de la huitième année, le gain net est déterminé par différence entre, d'une part, la valeur liquidative du plan ou la valeur de rachat pour les contrats de capitalisation à la date du retrait ou du rachat et, d'autre part, la valeur liquidative ou de rachat au 1er janvier 1997 majorée des versements effectués depuis cette date ;

"b) Après l'expiration de la huitième année, le gain net afférent à chaque retrait ou rachat est déterminé par différence entre, d'une part, le montant du retrait ou rachat et, d'autre part, une fraction de la valeur liquidative ou de rachat au 1er janvier 1997 augmentée des versements effectués sur le plan depuis cette date et diminuée du montant des sommes déjà retenues à ce titre lors des précédents retraits ou rachats ; cette fraction est égale au rapport du montant du retrait ou rachat effectué à la valeur liquidative totale du plan à la date du retrait ou du rachat ;

"6° Lorsque les intéressés demandent la délivrance des droits constitués à leur profit au titre de la participation aux résultats de l'entreprise en application du chapitre II du titre IV du livre IV du code du travail, le revenu constitué par la différence entre le montant de ces droits et le montant des sommes résultant de la répartition de la réserve spéciale de participation dans les conditions prévues à l'article L. 442-4 du même code ;

"7° Lorsque les intéressés demandent la délivrance des sommes ou valeurs provenant d'un plan d'épargne entreprise au sens du chapitre III du titre IV du livre IV du code du travail, le revenu constitué par la différence entre le montant de ces sommes ou valeurs et le montant des sommes versées dans le plan ;

"8° Les répartitions de sommes ou valeurs effectuées par un fonds commun de placement à risques dans les conditions prévues aux I et II de l'article 163 quinquies B du code général des impôts, les gains nets mentionnés à l'article 92 G du même code ainsi que les distributions effectuées par les sociétés de capital-risque dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 163 quinquies C du même code, lors de leur versement ;

"9° Les gains nets et les produits des placements en valeurs mobilières effectués en vertu d'un engagement d'épargne à long terme respectivement visés aux 5° de l'article 92 D et 16° de l'article 157 du code général des impôts, lors de l'expiration du contrat ;

"10° Les revenus mentionnés au 5° de l'article 157 du code général des impôts procurés par les placements effectués dans le cadre d'un plan d'épargne en vue de la retraite, lors des retraits." ;

5° Il est inséré un III ainsi rédigé :

"III. - Les dispositions du II ne sont pas applicables aux revenus visés au 3° dudit II s'agissant des seuls contrats en unités de compte ni aux revenus mentionnés aux 5° à 10°, lorsque ces revenus entrent dans le champ d'application de l'article L. 136-6." ;

6° Il est inséré un IV ainsi rédigé :

"IV. - 1. La contribution sociale généralisée due par les établissements payeurs au titre des mois de décembre et janvier sur les revenus de placement visés aux 1° et 3° pour les contrats autres que les contrats en unités de compte et 4° du II du présent article fait l'objet d'un versement déterminé d'après les revenus des mêmes placements soumis l'année précédente à la contribution sociale généralisée au cours des mois de décembre et janvier et retenus à hauteur de 90 p. 100 de leur montant.

"Ce versement est égal au produit de l'assiette de référence ainsi déterminée par le taux de la contribution fixé à l'article L. 136-8 ; son paiement doit intervenir le 30 novembre au plus tard.

"2. Lors du dépôt en janvier et février des déclarations, l'établissement payeur procède à la liquidation de la contribution. Lorsque le versement effectué en application du 1 est supérieur à la contribution réellement due, le surplus est imputé sur la contribution sociale généralisée due à raison des autres produits de placement et, le cas échéant, sur les autres prélèvements ; l'excédent éventuel est restitué.

"3. Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret."

Art. 15. - Les dispositions du IV de l'article L. 136-7 du code de la sécurité sociale s'appliquent pour la première fois à la contribution sociale généralisée due au titre des mois de décembre 1997 et janvier 1998. Pour l'application du 1, le versement correspondant est déterminé d'après les revenus des mêmes placements soumis à la contribution pour le remboursement de la dette sociale au cours des mois de décembre 1996 et janvier 1997 et retenus à hauteur de 90 p. 100 de leur montant.

Art. 16. - I. - Au chapitre VI du titre III du livre Ier du code de la sécurité sociale, la section 4 devient la section 5.

II. - Il est inséré, au même chapitre, une section 4 ainsi intitulée : "Section. - De la contribution sociale sur les sommes engagées ou produits réalisés à l'occasion des jeux".

III. - A la section 4 du chapitre VI du titre III du livre Ier du code de la sécurité sociale, il est inséré un article L. 136-7-1 ainsi rédigé :

"Art. L. 136-7-1. - I. - Il est institué une contribution sur une fraction des sommes mises, en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer, sur les jeux exploités par La Française des jeux pour les tirages, les événements sportifs et les émissions. Cette fraction est égale à 29 p. 100 des sommes mises.

"Cette contribution est recouvrée et contrôlée selon les mêmes règles et sous les mêmes sûretés, privilèges et sanctions que le prélèvement prévu au I de l'article 48 de la loi de finances pour 1994 (n° 93-1352 du 30 décembre 1993).

"II. - Il est institué une contribution sur une fraction des sommes engagées en France au pari mutuel sur et hors hippodromes. Cette fraction est égale à 28 p. 100 des sommes engagées.

"Cette contribution est recouvrée et contrôlée selon les mêmes règles et sous les mêmes sûretés, privilèges et sanctions que le prélèvement institué par la loi du 2 juin 1891 ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux.

"III. - Il est institué une contribution sur le produit brut de certains jeux réalisés dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1907 réglementant le jeu dans les cercles et les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques.

ANNEXE N° 10 (suite)

"Cette contribution est, d'une part, de 3,40 p. 100 sur le produit brut des jeux automatiques des casinos et, d'autre part, de 10 p. 100 prélevés sur tous les gains d'un montant supérieur ou égal à 10 000 F, réglés aux joueurs par des bons de paiement manuels définis à l'article 69-20 de l'arrêté du 23 décembre 1959 portant réglementation des jeux dans les casinos.

"Cette contribution est recouvrée et contrôlée selon les mêmes règles et sous les mêmes sûretés, privilèges et sanctions que le prélèvement prévu à l'article 50 de la loi de finances pour 1991 (n° 90-1168 du 29 décembre 1990)."

Section 2

Substitution de la contribution sociale généralisée
à la cotisation maladie

Art. 17. - L'article L. 136-8 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

"Art. L. 136-8. - I. - Le taux des contributions sociales mentionnées aux articles L. 136-1, L. 136-6, L. 136-7 et L. 136-7-1 est fixé à 3,40 p. 100, sous réserve des taux fixés au III de l'article L. 136-7-1.

"II. - Par dérogation au I, sont assujettis à la contribution sociale au taux de 1 p. 100 les revenus visés aux 1° et 2° du III de l'article L. 136-2, perçus par les personnes dont la cotisation d'impôt sur le revenu de l'année précédente est inférieure au montant mentionné au 1 bis de l'article 1657 du code général des impôts et dont la cotisation de l'année précédente définie aux I et II de l'article 1417 du code général des impôts dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 1997 est supérieure à ce même montant.

"III. - Le produit des contributions mentionnées au I est versé à la Caisse nationale des allocations familiales pour la part correspondant à un taux de 1,1 p. 100 au fonds institué par l'article L. 135-1 pour la part correspondant à un taux de 1,3 p. 100 et, dans les conditions fixées à l'article L. 139-2, aux régimes obligatoires d'assurance maladie pour la part correspondant à un taux de 1 p. 100, y compris dans le cas mentionné au II. Le produit des contributions visées au III de l'article L. 136-7-1 est réparti au prorata des taux visés dans le présent paragraphe."

Art. 18. - Le titre III du livre Ier du code de la sécurité sociale est complété par un chapitre IX intitulé : "Répartition de ressources entre les régimes obligatoires d'assurance maladie", qui comprend les articles L. 139-1 et L. 139-2 ainsi rédigés :

"Art. L. 139-1. - L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale reçoit et reverse aux régimes obligatoires d'assurance maladie une fraction fixée à 40 p. 100 du produit du droit de consommation prévu à l'article 403 du code général des impôts, à l'exception du produit de ce droit perçu dans les départements de la Corse et du prélèvement effectué au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles selon les dispositions de l'article 1615 bis du même code.

"Art. L. 139-2. - L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale centralise la part du produit des contributions visée au III de l'article L. 136-8 attribuée aux régimes obligatoires d'assurance maladie et le produit des droits visé à l'article L. 139-1 et les répartit comme suit :

"1° En fonction de la perte des cotisations d'assurance maladie induite pour chacun des régimes par les diminutions des taux de cotisation d'assurance maladie destinées à compenser pour les assujettis le relèvement du taux de la contribution sociale généralisée ;

"2° Pour la fraction restant après la répartition visée au 1° :

"a) En priorité, en fonction du déficit comptable, le cas échéant avant affectation de la contribution sociale de solidarité sur les sociétés, du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles et du régime d'assurance maladie des travailleurs salariés ;

"b) Puis, le cas échéant, au prorata du déficit comptable des autres régimes obligatoires d'assurance maladie.

"Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article, notamment celles des diminutions des taux de cotisation d'assurance maladie mentionnés au 1° qui sont prises en compte pour le calcul de la perte de cotisations d'assurance maladie supportée par chacun des régimes. Un arrêté pris après avis des régimes obligatoires d'assurance maladie fixe la répartition de la part des produits visés au premier alinéa du présent article entre lesdits régimes."

Art. 19. - A l'article L. 241-1 du code de la sécurité sociale, après les mots : "des cotisations proportionnelles aux rémunérations ou gains perçus par les assurés," sont insérés les mots : "par une fraction du produit des contributions sociales mentionnées aux articles L. 136-1, L. 136-6, L. 136-7, L. 136-7-1, et une fraction du produit des droits visé à l'article L. 139-1, à concurrence du montant correspondant à l'application des dispositions de l'article L. 139-2."

Art. 20. - Le 4° de l'article L. 241-6 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

"4° Une fraction du produit des contributions sociales mentionnées aux articles L. 136-1, L. 136-6, L. 136-7 et L. 136-7-1, à concurrence d'un montant correspondant à l'application d'une taxe de 1,1 p. 100 à l'assiette des contributions ;".

Art. 21. - L'article L. 612-1 du code de la sécurité sociale est complété par un 6° ainsi rédigé :

"6° Une fraction du produit des contributions sociales mentionnées aux articles L. 136-1, L. 136-6, L. 136-7, L. 136-7-1, et une fraction du produit des droits visé à l'article L. 139-1, à concurrence du montant correspondant à l'application des dispositions de l'article L. 139-2."

Art. 22. - L'article L. 711-2 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Ces ressources sont également constituées par une fraction du produit des contributions sociales mentionnées aux articles L. 136-1, L. 136-6, L. 136-7, L. 136-7-1, et une fraction du produit des droits visé à l'article L. 139-1, à concurrence du montant correspondant à l'application des dispositions de l'article L. 139-2."

Art. 23. - Le premier alinéa de l'article 1031 du code rural est complété par une phrase ainsi rédigée :

"Elles sont également constituées par une fraction du produit des contributions sociales mentionnées aux articles L. 136-1, L. 136-6, L. 136-7, L. 136-7-1 du code de la sécurité sociale, et par une fraction du produit des droits visé à l'article L. 139-1 du même code, à concurrence du montant correspondant à l'application des dispositions de l'article L. 139-2 du même code."

Art. 24. - A la section 3 du chapitre III-1 du titre II du livre VII du code rural, il est inséré un article L. 1106-6-3 ainsi rédigé :

"Art. 1106-6-3. - Les ressources des assurances maladie, maternité et invalidité garantissant les personnes visées du 1° au 5° du I de l'article 1106-1 sont notamment constituées par une fraction du produit des contributions sociales mentionnées aux articles L. 136-1, L. 136-6, L. 136-7 et L. 136-7-1 du code de la sécurité sociale, et une fraction du produit des droits visé à l'article L. 139-1 du même code, à concurrence du montant correspondant à l'application des dispositions de l'article L. 139-2 de ce code."

Art. 25. - L'article L. 135-3 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le 1° est ainsi rédigé :

"1° Une fraction du produit des contributions sociales mentionnées aux articles L. 136-1, L. 136-6, L. 136-7 et L. 136-7-1, à concurrence d'un montant correspondant à l'application d'un taux de 1,3 p. 100 à l'assiette de ces contributions ;"

2° Le 2° est ainsi rédigé :

ANNEXE N° 10 (suite)

"2° Le produit des droits prévus aux articles 402 bis, 406 A, 438 et 520 A du code général des impôts ainsi qu'une fraction fixée à 60 p. 100 du produit du droit de consommation prévu à l'article 403 du même code, à l'exception du produit de ce droit de consommation perçu dans les départements de la Corse et du prélèvement effectué au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles selon les dispositions de l'article 1615 bis du même code."

Art. 26. - Les dispositions des articles 10 à 25 de la présente loi entrent en vigueur dans les conditions fixées ci-après :

1° Les dispositions des articles 10, 12 et 17, en tant qu'elles concernent la contribution visée à l'article L. 136-1 du code de la sécurité sociale, sont applicables aux revenus versés à compter du 1er janvier 1997 ;

2° Les dispositions des articles 13 et 17, en tant qu'elles concernent la contribution visée à l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale, s'appliquent à compter de l'imposition des revenus de 1996 ;

3° Les dispositions des articles 14 et 17, en tant qu'elles concernent la contribution visée à l'article L. 136-7 du code de la sécurité sociale, sont applicables aux produits de placement sur lesquels est opéré à partir du 1er janvier 1997 le prélèvement prévu à l'article 125 A du code général des impôts et aux revenus assujettis à la contribution en application du II de l'article L. 136-7 du code de la sécurité sociale à compter de cette même date ;

4° Les dispositions du III de l'article 16 et celles de l'article 17, en tant qu'elles concernent la contribution visée à l'article L. 136-7-1 du code de la sécurité sociale, sont applicables dans les conditions définies ci-après :

a) Le I de l'article L. 136-7-1 aux tirages, événements sportifs et émissions postérieurs au 31 décembre 1996 ;

b) Le II du même article sur les sommes engagées à partir du 1er janvier 1997 ;

c) Le III du même article sur le produit brut des jeux et les gains réalisés à compter du 1er janvier 1997 ;

5° Les dispositions des articles 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 sont applicables à compter du 1er janvier 1997.

TITRE IV

AUTRES DISPOSITIONS FINANCIERES

CHAPITRE Ier

Branche maladie

Art. 27. - L'article L. 241-2 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Les ressources des assurances maladie, maternité, invalidité et décès sont en outre constituées par une fraction du produit du droit de consommation prévu à l'article 575 du code général des impôts, dans les conditions fixées par la loi de finances pour 1997."

Art. 28. - I. - Au I de l'article 403 du code général des impôts :

1° Au 1°, le tarif de 5 215 F est porté à 5 474 F ;

2° Au 2°, le tarif de 9 060 F est porté à 9 510 F.

II. - Au a du I de l'article 520 A du code général des impôts :

1° Le tarif de 6,25 F est porté à 8,50 F ;

2° Le tarif de 12,50 F est porté à 17 F.

III. - Les dispositions du présent article entrent en vigueur au 1er janvier 1997.

Art. 29. - Les boissons obtenues par mélange préalable entre les boissons visées au 5° de l'article L. 1 du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme et des boissons sans alcool font l'objet d'une taxe perçue au profit de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Le montant de la taxe est fixé à 1,50 F par décilitre.

La taxe est due par les fabricants sur le territoire national, à défaut par les importateurs ou ceux qui réalisent l'acquisition intracommunautaire de ces boissons.

La taxe est recouvrée et contrôlée comme le droit de consommation visé à l'article 403 du code général des impôts.

Art. 30. - I. - L'article L. 176-1 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

"Art. L. 176-1. - Il est institué à la charge de la branche accidents du travail et maladies professionnelles, au profit de la branche maladie, maternité, invalidité, décès du régime général, un versement annuel pour tenir compte des dépenses supportées par cette dernière branche au titre des affections non prises en charge en application du livre IV.

"Le montant de ce versement est pris en compte dans la détermination des éléments de calcul de la cotisation due au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles. Il est revalorisé dans les conditions fixées à l'article L. 434-17.

"Un décret détermine les modalités de la participation au financement de ce versement forfaitaire des collectivités, établissements et entreprises mentionnés à l'article L. 413-13 et assumant directement la charge totale de la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, en fonction des effectifs et des risques professionnels encourus dans les secteurs d'activité dont ils relèvent."

II. - Un décret pris après avis d'une commission présidée par un magistrat à la Cour des comptes et concertation avec la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles mentionnée à l'article L. 221-4 du code de la sécurité sociale fixe les modalités de calcul du versement prévu au I.

Pour 1997 et à titre provisionnel, le versement prévu au I est fixé à 1 milliard de francs.

Art. 31. - I. - Il est inséré, au chapitre III du titre Ier du livre VII du code de la sécurité sociale, un article L. 713-1-1 ainsi rédigé :

"Art. L. 713-1-1. - Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les personnes relevant de la caisse prévue à l'article L. 713-19 bénéficient des prestations en nature des assurances maladie et maternité du régime général de sécurité sociale et restent affiliées au régime des militaires."

II. - L'article L. 713-21 du même code est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

"Le budget de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale est équilibré en recettes et en dépenses. A cette fin, un arrêté conjoint des ministres chargés de la sécurité sociale, de la défense et du budget fixe chaque année, au vu de l'exécution des dépenses, le montant de la contribution d'équilibre due par le régime général ou le montant des sommes dues au régime général par la caisse.

"Le budget de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale est approuvé conjointement par les ministres chargés de la sécurité sociale, de la défense et du budget.

"Les dispositions du dernier alinéa de l'article L. 221-1 ne sont pas applicables à la caisse.

"Une convention conclue entre, d'une part, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale et la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et, d'autre part, la Caisse nationale militaire de sécurité sociale détermine les conditions dans lesquelles les sommes nécessaires au paiement des prestations, à la gestion administrative, aux investissements, au contrôle médical et à l'action sanitaire et sociale sont mises à disposition de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale par le régime général ainsi que les conditions dans lesquelles les cotisations mentionnées à l'article L. 713-18 et à l'article L. 713-22 sont reversées par cet organisme au régime général. Cette convention est soumise à l'approbation des ministres chargés de la sécurité sociale, de la défense et du budget."

III. - Les disponibilités figurant au bilan de l'exercice 1996 de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale font l'objet d'un versement à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale pour le compte de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. Un arrêté pris par les ministres intéressés fixe le montant et les modalités de ce versement qui interviendra au plus tard le 31 mars 1997.

ANNEXE N° 10 (suite)

IV. - Sous réserve des dispositions du III, les dispositions du présent article prennent effet au 1er janvier 1997.

V. - L'article L. 713-7 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

"Art. L. 713-7. - Les dispositions des articles L. 713-1-1, L. 713-5, L. 713-6, L. 713-12, L. 713-16 et L. 713-18 à L. 713-22 ne s'appliquent pas aux accidents survenus en service qui restent couverts dans les conditions de la législation en vigueur."

VI. - Les articles L. 713-3, L. 713-13 et L. 713-15 du même code sont abrogés.

Art. 32. - I. - L'intitulé du chapitre VIII du titre III du livre Ier du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé : "Chapitre VIII. - Contribution à la charge des entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques et des entreprises assurant l'exploitation d'une ou plusieurs spécialités pharmaceutiques au sens de l'article L. 596 du code de la santé publique."

II. - L'article L. 138-1 du même code est ainsi rédigé :

"Art. L. 138-1. - Une contribution assise sur le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France auprès des pharmacies d'officine, des pharmacies mutualistes et des pharmacies de sociétés de secours minières au titre des spécialités inscrites sur la liste mentionnée à l'article L. 162-17 est due par les entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques ainsi que par les entreprises assurant l'exploitation d'une ou plusieurs spécialités pharmaceutiques au sens de l'article L. 596 du code de la santé publique lorsqu'elles vendent en gros des spécialités inscrites sur la liste mentionnée à l'article L. 162-17 auprès des pharmacies d'officine, des pharmacies mutualistes et des pharmacies de sociétés de secours minières."

III. - A l'article L. 138-2 du même code, les mots : "par l'ensemble des établissements" sont remplacés par les mots : "par l'ensemble des entreprises visées à l'article L. 138-1".

IV. - A l'article L. 138-3 du même code, les mots : "par chaque établissement" sont remplacés par les mots : "par chaque entreprise visée à l'article L. 138-1".

V. - Aux articles L. 138-4 et L. 138-5 du même code, les mots : "Les établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques" sont remplacés par les mots : "Les entreprises visées à l'article L. 138-1".

VI. - A l'article L. 138-6 du même code, les mots : "certains établissements" sont remplacés par les mots : "certaines entreprises visées à l'article L. 138-1", et le mot : "établissements" est remplacé par les mots : "entreprises visées à l'article L. 138-1".

VII. - A l'article L. 138-7 du même code, les mots : "un établissement", "l'établissement" et "Les établissements" sont respectivement remplacés par les mots : "une entreprise visée à l'article L. 138-1", "l'entreprise visée à l'article L. 138-1" et "Les entreprises visées à l'article L. 138-1".

VIII. - Les dispositions du présent article s'appliquent au chiffre d'affaires réalisé à compter du 1er janvier 1997.

Art. 33. - I. - Les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 322-5 du code de la sécurité sociale sont supprimés.

II. - Il est inséré dans le code de la sécurité sociale, après l'article L. 322-5, cinq articles L. 322-5-1 à L. 322-5-5 ainsi rédigés :

"Art. L. 322-5-1. - L'assuré est dispensé de l'avance de ses frais pour la part garantie par les régimes obligatoires d'assurance maladie dès lors que le transport est réalisé par une entreprise de transports sanitaires conventionnée.

"La participation de l'assuré versée aux prestataires de transports sanitaires est calculée sur la base des tarifs mentionnés à l'article L. 322-5-3.

"Art. L. 322-5-2. - Les rapports entre les organismes d'assurance maladie et les entreprises de transports sanitaires sont définis par une convention nationale conclue pour une durée au plus égale à cinq ans entre une ou plusieurs organisations syndicales nationales les plus représentatives des ambulanciers et au moins deux caisses nationales d'assurance maladie dont la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

"Cette convention détermine notamment :

"1° Les obligations respectives des organismes qui servent les prestations d'assurance maladie et des entreprises de transports sanitaires ;

"2° Les modalités du contrôle de l'exécution par les entreprises de transports sanitaires des obligations qui découlent pour elles de l'application de la convention ;

"3° Les conditions à remplir par les entreprises de transports sanitaires pour être conventionnées ;

"4° Le financement des instances nécessaires à la mise en oeuvre de la convention et de ses annexes annuelles ;

"5° Sans préjudice des compétences du pouvoir réglementaire, les modalités de détermination des sommes dues aux entreprises ainsi que les mécanismes par lesquels est assuré le respect de l'objectif prévu au 1° de l'article L. 322-5-3.

"Art. L. 322-5-3. - Chaque année, une annexe à la convention prévue à l'article L. 322-5-2 fixe :

"1° L'objectif prévisionnel national d'évolution des dépenses de transports sanitaires prises en charge par les régimes d'assurance maladie ;

"2° Les tarifs applicables aux transports sanitaires et servant de base au calcul de la participation de l'assuré ;

"3° Le cas échéant, l'adaptation en cohérence avec celui-ci de l'objectif mentionné au 1° ci-dessus, par zones géographiques et par périodes au cours de l'année, que l'annexe détermine.

"Art. L. 322-5-4. - La convention, ses annexes et avenants n'entrent en vigueur qu'après approbation par arrêté interministériel.

"Dès son approbation, la convention est applicable à l'ensemble des entreprises de transports sanitaires. Toutefois, ses dispositions ne sont pas applicables :

"1° Aux entreprises qui, dans des conditions déterminées par la convention, ont fait connaître à l'organisme servant les prestations d'assurance maladie qu'elles n'acceptent pas d'être régies par ladite convention ;

"2° Aux entreprises dont l'organisme servant les prestations d'assurance maladie a constaté qu'elles se sont placées hors de la convention par violation des engagements qu'elle prévoit. Cette décision est prononcée dans les conditions prévues par la convention.

"Pour les entreprises non régies par la convention nationale, les tarifs servant de base au remboursement sont fixés par arrêté interministériel.

"Art. L. 322-5-5. - A défaut de conclusion de l'annexe mentionnée à l'article L. 322-5-3 dans les cinquante jours qui suivent la publication de la loi de financement de la sécurité sociale, ou d'approbation de cette annexe par arrêté ministériel dans les quinze jours après sa transmission par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, l'objectif et les tarifs en vigueur le 31 décembre de l'année précédente "sont prorogés pour une durée ne pouvant excéder un an."

Art. 34. - Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, les facturations des établissements de santé privés régis par l'article L. 162-22 du code de la sécurité sociale aux organismes d'assurance maladie et les versements y afférents, effectués au titre du complément afférent aux frais de salle d'opération visé à l'article R. 162-32 du code précité, sont validés en tant qu'ils résultent de l'application de l'arrêté du 13 mai 1991.

ANNEXE N° 10 (suite)

CHAPITRE II

Toutes branches

Art. 35. - I. - Le dixième alinéa de l'article L. 322-12 du code du travail est complété par une phrase ainsi rédigée :

"Toutefois les salariés employés à temps partiel qui bénéficient des allocations prévues au 3° de l'article L. 322-4 n'ouvrent pas droit à l'abattement."

II. - Les dispositions du I s'appliquent aux employeurs des bénéficiaires des conventions de préretraite progressive visées au 3° de l'article L. 322-4 du code du travail conclues à compter du 1er janvier 1997.

Art. 36. - I. - Il est inséré, après le sixième alinéa de l'article L. 143-11-1 du code du travail, un alinéa ainsi rédigé :

"La garantie des sommes et créances visées aux 1°, 2° et 3° ci-dessus inclut les cotisations et contributions sociales salariales d'origine légale, ou d'origine conventionnelle imposée par la loi."

II. - L'article L. 143-11-7 du même code est ainsi modifié :

1° Il est inséré, après le cinquième alinéa, un alinéa ainsi rédigé :

"Le relevé des créances précise le montant des cotisations et contributions visées au septième alinéa de l'article L. 143-11-1 dues au titre de chacun des salariés intéressés." ;

2° A l'antépénultième et au dernier alinéa, après les mots : "aux salariés", sont insérés les mots : "et organismes".

III. - Les dispositions du I et du II s'appliquent aux relevés de créances prévus à l'article L. 143-11-7 du code du travail établis à compter du 1er janvier 1997.

CHAPITRE III

Autres mesures

Art. 37. - A titre exceptionnel, il est prélevé, au profit de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, une somme de 4,5 milliards de francs sur les réserves constatées au 31 décembre 1996 du régime institué par le décret n° 63-1346 du 24 décembre 1963 relatif à l'attribution de l'allocation temporaire d'invalidité aux agents permanents des collectivités locales et de leurs établissements publics. Le prélèvement de cette somme sera réalisé dans son intégralité au 1er janvier 1997.

Art. 38. - Après le deuxième alinéa de l'article L. 134-1 du code de la sécurité sociale, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

"Toutefois, les sommes effectivement versées par les régimes en application du deuxième alinéa et au-delà des versements effectués en application du premier alinéa ne peuvent être supérieures, pour chacun d'entre eux et chaque exercice comptable, à 25 p. 100 du total des prestations qu'ils servent."

Art. 39. - A titre exceptionnel, les dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale ne sont pas applicables au solde du produit de la contribution sociale de solidarité résultant de l'application du premier alinéa de cet article, constaté pour l'exercice 1996.

Art. 40. - I. - A la fin du premier alinéa de l'article 4 de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, les mots : "ainsi qu'à des opérations favorisant la transmission ou la restructuration d'entreprises commerciales ou artisanales", sont remplacés par les mots : ", à des opérations favorisant la transmission ou la restructuration d'entreprises commerciales ou artisanales ainsi qu'au financement des régimes d'assurance vieillesse de base des professions artisanales, industrielles et commerciales."

II. - L'article L. 633-9 du code de la sécurité sociale est complété par un 6° ainsi rédigé :

"6° Une fraction du produit de la taxe d'aide aux commerçants et artisans instituée par la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et d'artisans âgés ; son montant, réparti au prorata de leur déficit comptable, après financement de l'établissement public d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux et avant affectation de la contribution sociale de solidarité visée à l'article L. 651-1, entre la Caisse nationale de l'organisation autonome d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions industrielles et commerciales et la Caisse nationale de l'organisation autonome d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, est fixé chaque année par un arrêté interministériel."

III. - Les dispositions du présent article sont applicables à l'excédent de la taxe d'aide aux commerçants et artisans constaté au 31 décembre 1996.

Art. 41. - I. - Le deuxième alinéa de l'article L. 524-1 du code de la sécurité sociale est complété par une phrase ainsi rédigée :

"Ces ressources prennent en compte un montant forfaitaire déterminé en pourcentage de la base mensuelle de calcul visée à l'article L. 551-1, variable selon le nombre d'enfants à charge, fixé par décret, représentatif soit du bénéfice d'une des aides personnelles au logement visées au 4° de l'article L. 511-1, aux articles L. 755-21 ou L. 831-1 du présent code ou à l'article L. 351-1 du code de la construction et de l'habitation dans la limite du montant de l'aide due, soit de l'avantage en nature procuré par un hébergement au titre duquel aucune de ces aides n'est due."

II. - Les dispositions du I sont applicables aux demandes d'allocation de parent isolé déposées à compter du 1er avril 1997.

III. - A l'article L. 351-10 du code de la construction et de l'habitation, après les mots : "des prestations familiales", sont insérés les mots : "autres que l'allocation de parent isolé dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 524-1 du code de la sécurité sociale".

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Eugénie-les-Bains, le 27 décembre 1996.

(1) Loi n° 96-1160

Travaux préparatoires :

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 3014 ;

Rapport de M. Bruno Bourg-Broc, au nom de la commission des affaires culturelles, n° 3053 ;

Avis de M. Charles de Courson, au nom de la commission des finances, n° 3064 ;

Discussion les 29, 30 et 31 octobre 1996 et adoption le 31 octobre 1996.

ANNEXE N° 10 (suite)

Sénat :

Projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, n° 61 (1996-1997) ;
Rapport de MM. Charles Descours, Jacques Machet et Alain Vasselle, au nom de la commission des affaires sociales, n° 66 (1996-1997) ;
Avis de M. Jacques Oudin, au nom de la commission des finances, n° 68 (1996-1997) ;
Discussion les 12, 13 et 14 novembre 1996 et adoption le 14 novembre 1996.

Assemblée nationale :

Projet de loi modifié par le Sénat, n° 3145 ;
Rapport de M. Bruno Bourg-Broc, au nom de la commission mixte paritaire, n° 3149 ;
Discussion et adoption le 28 novembre 1996.

Sénat :

Rapport de M. Charles Descours, au nom de la commission mixte paritaire, n° 92 (1996-1997) ;
Discussion et adoption le 28 novembre 1996.

- Conseil constitutionnel :

Décision n° 96-384 DC en date du 19 décembre 1996 publiée au Journal officiel du 29 décembre 1996.

ANNEXE

RAPPORT DU GOUVERNEMENT PRESENTANT LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE DE SANTE ET DE SECURITE SOCIALE ET LES OBJECTIFS QUI DETERMINENT LES CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

La loi organique du 22 juillet 1996 a prévu que la loi de financement de la sécurité sociale approuverait chaque année un rapport définissant les conditions générales de l'équilibre de la sécurité sociale et les orientations de la politique de santé et de sécurité sociale.

Maîtriser les dépenses tout en améliorant la qualité et l'efficacité de notre protection sociale, développer le juste soin, mettre en oeuvre la réforme en profondeur de l'assurance maladie, élargir l'assiette du financement de la protection sociale, et notamment de l'assurance maladie, permettre une avancée significative dans la voie du retour à l'équilibre, telles sont les ambitions de cette première loi de financement.

La nécessité de préserver notre système de protection sociale et de le rendre plus juste et plus efficace, exigeait une réforme en profondeur. La réforme annoncée le 15 novembre 1995 a fixé trois objectifs à la refondation du système de sécurité sociale. Il s'agissait tout d'abord de renforcer la démocratie en donnant au Parlement les compétences pour se prononcer sur les orientations de la sécurité sociale. Il fallait ensuite rénover le paritarisme afin de donner aux partenaires sociaux les moyens de la gérer plus efficacement. Il était, enfin, nécessaire d'engager la réforme de l'assurance maladie afin de placer le malade au coeur du fonctionnement du système de santé, d'améliorer la qualité des soins en offrant à chacun le juste soin et d'assurer l'égal accès aux soins par la mise en oeuvre de l'assurance maladie universelle.

1. Les orientations actuelles de la politique de sécurité sociale

en faveur des familles et des personnes âgées seront maintenues.

1.1. La rénovation de la politique familiale engagée par la loi relative à la famille du 25 juillet 1994 sera poursuivie.

La France mobilise chaque année environ 4,5 p. 100 de la richesse nationale pour sa politique familiale, sous forme de prestations sociales et d'aides sociales et fiscales. Cela correspond à un taux d'effort que très peu d'autres pays européens atteignent dans ce domaine.

1.1.1. La montée en charge plus forte que prévue de la loi relative à la famille du 25 juillet 1994 affecte durablement les comptes de la branche.

La loi du 25 juillet 1994 relative à la famille a profondément renouvelé le cadre de la politique familiale en tenant compte des évolutions et des attentes des familles et en s'adaptant à la montée du taux d'activité des mères de famille. Le Gouvernement soutient une politique familiale ambitieuse ayant pour triple objectif d'améliorer l'accueil des jeunes enfants, d'aider les familles ayant de jeunes adultes à charge, de mieux prendre en compte les besoins spécifiques de certaines familles (familles adoptantes, familles qui connaissent des naissances multiples, familles dont l'état de santé de l'enfant demande une plus grande disponibilité).

Ainsi, l'ensemble des mesures relatives à la prise en charge des jeunes enfants (A.P.E., A.G.E.D., A.F.E.A.M.A.) ont connu une dynamique bien supérieure à ce qui avait été prévu en 1994. De 1994 à 1996, les prestations versées au titre de l'A.P.E. et de l'A.G.E.D. ont plus que doublé. Le coût de ce premier volet de la loi est désormais évalué à 8,5 milliards de francs en 1996, 11,7 milliards en 1997 (contre 7,9 milliards initialement prévus) et à 14 milliards de francs en régime de croisière (contre 10 milliards prévus).

1.1.2. Un nouvel élan sera donné à la politique familiale.

Des recettes nouvelles seront apportées à la branche famille afin qu'elle dispose de moyens pour pouvoir faire face aux besoins des familles. En premier lieu, l'extension de l'assiette de la C.S.G. telle qu'elle est prévue dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1997, apportera 3,1 milliards de francs supplémentaires pour la branche. En second lieu, les taux de cotisations de l'Etat et des entreprises publiques se rapprocheront de ceux appliqués à l'ensemble des entreprises (de 4,8 p. 100 actuellement à 5,2 p. 100, le taux normal étant de 5,4 p. 100). Le rendement en 1997 de ces deux mesures annoncées le 15 novembre 1995 a été pris en compte dans l'évaluation des perspectives financières de la branche, soumises à la Commission des comptes de la sécurité sociale.

Le rééquilibrage de la branche permettra de dégager de nouvelles perspectives pour la politique familiale. D'ores et déjà, des mesures favorables aux familles ont été prises. Ainsi :

- la loi du 5 juillet 1996 a étendu aux D.O.M. le versement de l'allocation parentale d'éducation (A.P.E.) et de l'allocation pour jeune enfant (A.P.J.E.) à compter du 1er janvier 1996 ;

- la loi du 5 juillet 1996 relative à l'adoption, institue des mesures favorables pour les familles adoptantes en matière de prestations familiales ;

- le Gouvernement propose des mesures destinées à rendre la fiscalité plus favorable aux familles et, plus particulièrement, aux familles modestes (remplacement de la décote par une tranche d'imposition à taux zéro fortement élargie) : d'ici à cinq ans, 1,5 million de familles supplémentaires pourront ainsi être exonérées d'impôt sur le revenu ;

- tenant compte des préoccupations exprimées par le mouvement familial, le Gouvernement a décidé de ne pas proposer au Parlement l'assujettissement des allocations familiales à l'impôt sur le revenu ou à la C.S.G.

Dans le prolongement de la conférence de la famille réunie le 6 mai dernier, cinq groupes de travail doivent remettre avant la fin de l'année leurs conclusions destinées à accroître l'efficacité de la politique familiale, sur les points suivants : la famille aujourd'hui, la compensation des charges familiales et les aides aux familles, la famille avec enfant et son environnement, les relations intergénérationnelles, la famille et le travail. Ces propositions serviront de base aux concertations qui devront avoir lieu en 1997 et éclaireront le Gouvernement dans ses choix.

1.2. Le rééquilibrage progressif des comptes de la branche vieillesse s'inscrit dans une politique d'amélioration de la prise en charge des personnes âgées.

La réforme des retraites de 1993 et la poursuite de la prise en charge par le Fonds de solidarité vieillesse des dépenses de solidarité permettent d'engager le rééquilibrage des comptes de la C.N.A.V.T.S. malgré les tendances lourdes de la dégradation du rapport démographique. L'allongement de la durée d'assurance (150 à 160 trimestres) et la réforme du mode de calcul du salaire moyen (10 à 25 ans) devraient induire une économie de plus de 4 milliards de francs en l'an 2000 et de presque 28 milliards de francs en 2010.

Le rythme d'évolution en valeur des prestations financées par le régime général s'infléchit depuis 1994, passant de 5,8 p. 100 en 1994 à 5,3 p. 100 en 1996. Il devrait être de 4 p. 100 en 1997. Toutefois, si la loi du 22 juillet 1993 garantit la pérennité de notre système de retraite par répartition, elle laisse subsister un déficit tendanciel. Ainsi, pour l'exercice 1996, le déficit devrait atteindre 5,7 milliards de francs.

ANNEXE N° 10 (suite)

Le rythme d'évolution en valeur des prestations financées par le régime général s'inflechit depuis 1994, passant de 5,8 p. 100 en 1994 à 5,3 p. 100 en 1996. Il devrait être de 4 p. 100 en 1997. Toutefois, si la loi du 22 juillet 1993 garantit la pérennité de notre système de retraite par répartition, elle laisse subsister un déficit tendanciel. Ainsi, pour l'exercice 1996, le déficit devrait atteindre 5,7 milliards de francs.

La situation financière du Fonds de solidarité vieillesse devrait permettre de procéder à une nouvelle étape dans le financement des avantages non contributifs prévu par la loi. Ainsi, le Gouvernement souhaite améliorer, par une mesure réglementaire, le taux de prise en charge par le F.S.V. des périodes de validation pour les chômeurs non indemnisés. Cette mesure contribuerait à l'équilibre de la branche à hauteur de 1,5 milliard de francs dès 1997.

Le Gouvernement entend franchir une première étape dans la mise en place de la prestation autonomie. La prestation spécifique de dépendance (P.S.D.), prévue par une proposition de loi sénatoriale soutenue par le Gouvernement, répond à cet objectif.

Dans l'attente de la mise en oeuvre de la réforme de la tarification des établissements accueillant des personnes âgées, le Gouvernement a décidé de proposer au Parlement que 14 000 lits de section de cure médicale, qui ont été autorisés mais qui n'ont pas été ouverts faute de financements correspondants, soient effectivement créés dans un délai de deux ans.

Cette mesure permettra d'améliorer significativement la prise en charge des besoins de soins des personnes lourdement dépendantes en établissement.

Elle conduira à prévoir une augmentation de 10 p. 100 en deux ans des dépenses d'assurance maladie pour les sections de cure médicale.

Ces lits seront prioritairement attribués aux zones sous-équipées en tenant compte des autorisations déjà accordées, de l'évolution de la situation démographique desdites zones et des efforts qu'elles auront engagés dans l'adaptation de l'offre d'hospitalisation aux besoins telle qu'elle est organisée par l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée.

En outre, dans un souci de cohérence avec la politique en faveur du maintien à domicile des personnes âgées menée depuis de nombreuses années, seront effectivement créées, dès 1997, 2 000 places de services de soins infirmiers à domicile qui ont été autorisées mais n'ont pas bénéficié des financements correspondants.

1.3. L'adaptation des modalités de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles sera poursuivie et la politique de prévention de ces risques renforcée.

L'amélioration de la situation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles et de leurs ayants droit sera poursuivie en 1997. Ainsi, le taux d'incapacité permanente partielle ouvrant droit à la mensualisation des rentes sera abaissé de 66,66 p. 100 à 50 p. 100 et la mensualisation des rentes d'ayants droit sera ensuite engagée. Le salaire pris en compte pour le calcul des rentes à la date de consolidation sera revalorisé, permettant ainsi une indemnisation d'un meilleur niveau pour les victimes. De même, les formalités pour les demandes de prise en charge d'un accident du travail après le décès de l'assuré seront allégées.

Les tableaux de maladies professionnelles seront régulièrement remis à jour compte tenu des études épidémiologiques réalisées, permettant ainsi un meilleur accès des victimes à la réparation financière. L'extension du système complémentaire de reconnaissance des maladies professionnelles, mis en place en 1993 et fondé sur l'expertise d'un comité régional composé de trois médecins, sera poursuivie.

Enfin, un nouveau plan pluriannuel de prévention sera mis en place pour les années 1997-1999. Ce plan définira les principales orientations dans le cadre desquelles les caisses devront inscrire leurs actions en matière de prévention des risques professionnels.

2. Les priorités retenues par la Conférence nationale de santé seront mises en oeuvre.

Prévue par l'ordonnance relative à la maîtrise médicalisée des dépenses de santé, la Conférence nationale de santé est notamment chargée de "proposer les priorités de la politique de santé publique et des orientations pour la prise en charge des soins". Elle s'est tenue à Paris du 2 au 4 septembre 1996. Son rapport est transmis au Parlement parallèlement au présent rapport. Les travaux de cette première conférence se sont appuyés sur le rapport du Haut Comité de la santé publique, intitulé "La santé en France".

2.1. Globalement satisfaisant, l'état sanitaire de la population peut néanmoins être amélioré.

L'espérance de vie des hommes se situe dans la moyenne des pays industrialisés, celle des femmes étant une des plus élevées au monde. Entre 1980 et 1992, l'espérance de vie au-delà de soixante-cinq ans a connu une augmentation régulière, de 2,1 ans pour les hommes et 2,2 ans pour les femmes. La France bénéficie ainsi de l'allongement de l'espérance de vie le plus important au sein de l'Union européenne. Parallèlement, l'espérance de vie sans incapacité progresse, témoignant ainsi d'une réelle amélioration du bien-être de la population.

Le rapport du haut comité montre toutefois que les inégalités devant la maladie et la mort restent marquées, notamment entre groupes sociaux et surtout entre régions. La réduction de ces inégalités régionales nécessite une déclinaison régionale rapide des orientations proposées par la Conférence nationale de santé, notamment dans le cadre des conférences régionales prévues en 1997, ainsi qu'une répartition des moyens, notamment hospitaliers, qui différencie nettement les régions en fonction de leur niveau d'offre de soins et des inégalités de financement existantes.

Le rapport souligne par ailleurs des points particuliers. Ainsi, la part des maladies virales (sida, hépatites) dans les pathologies infectieuses a sensiblement augmenté. Avec un taux de quatre-vingt-dix cas de sida par million d'habitants, la France se situe au troisième rang des pays de l'Union européenne. Un effort particulier a été engagé en 1996 avec le développement des trithérapies dont plus de quinze mille malades ont pu bénéficier. Il sera poursuivi en 1997.

Les priorités reconnues par la Conférence nationale de santé seront favorisées :

- donner des moyens à la promotion de la santé et à son évaluation ;
- coordonner les actions en faveur de l'enfance pour mieux assurer la continuité de la maternité à l'adolescence ;
- renforcer immédiatement les actions et les programmes de prévention-éducation visant à éviter la dépendance chez l'adolescent (alcool, tabac, drogue, médicaments psychotropes) ;
- maintenir en milieu de vie ordinaire les personnes âgées dépendantes qui en font librement le choix ;
- améliorer les performances du système de lutte contre le cancer ;
- prévenir les suicides ;
- obtenir plus d'informations sur les morts accidentelles (hors accidents de la route et du travail) ;
- réduire les accidents iatrogéniques évitables ;
- garantir à tous l'accès à des soins de qualité ;
- réduire les inégalités de santé intra- et interrégionales.

2.2. Les impératifs de prévention et d'évaluation sont au coeur des priorités de santé publique dégagées par la Conférence nationale de santé.

La mise en oeuvre des priorités de santé publique

Les préoccupations de la conférence sur le renforcement de la prévention et de l'éducation en ce qui concerne les dépendances, notamment chez les jeunes (alcool, tabac, drogue), la nécessité d'améliorer la coordination des soins, l'enjeu que constituent le développement et la généralisation d'une démarche d'évaluation ainsi que la réduction de la mortalité prématurée (décès survenus avant l'âge de soixante-cinq ans), sont des préoccupations que le Gouvernement fait siennes.

Dès 1997, la mise en oeuvre de la réforme hospitalière visera à corriger les inégalités interrégionales face à la santé. Des mesures sont également proposées dans le projet de loi de financement afin de limiter la consommation de tabac et d'alcool. Enfin, en vue de garantir l'égal accès de tous aux soins, le projet de loi relatif à l'assurance maladie universelle sera présenté au début de l'année 1997.

ANNEXE N° 10 (suite)

Les actions en faveur des populations les plus exposées

Conformément aux priorités dégagées par la Conférence nationale de santé, le Gouvernement renforcera le dispositif d'accès aux soins des personnes les plus démunies : schéma départemental obligatoire, accueil adapté dans les hôpitaux, accès assuré à la médecine préventive par un rôle accru des centres d'examen de santé de l'assurance maladie, lutte renforcée contre la tuberculose.

Une politique déterminée de prévention des risques sanitaires

L'évolution au cours des dix dernières années des menaces sanitaires liées aux maladies infectieuses (notamment les nouveaux risques résultant des agents transmissibles non conventionnels ou prions) a rendu encore plus nécessaires le renforcement des mesures de surveillance et la capacité à déclencher des alertes et des interventions épidémiologiques rapides.

Le développement du Réseau national de santé publique (R.N.S.P.) en 1992 répond à ce souci de surveillance et d'intervention rapide. Quatre cellules interrégionales d'épidémiologie d'intervention ont été créées depuis le début de l'année auprès des directions régionales des affaires sanitaires et sociales. Elles renforceront l'action des services déconcentrés de l'Etat et l'articulation entre le R.N.S.P. et ces services. D'ici à 1998, l'ensemble du territoire national sera couvert.

Enfin, la sécurité sanitaire passe par une démarche d'amélioration de l'organisation administrative en matière d'expertise, de définition de mise en oeuvre des mesures à prendre, de délivrance des autorisations et de coordination des contrôles pour les produits industriels, biologiques, sanitaires ou alimentaires. Cette démarche débouchera en 1997.

Les moyens budgétaires de l'Etat en 1997

Les programmes et dispositifs de l'Etat en faveur de la protection sanitaire de la population sont dotés de 430 millions de francs dans le projet de loi de finances pour 1997 contre 406 millions de francs en 1996, à structure constante. Cette progression de 6 p. 100 des crédits dans un contexte de stabilité en francs courants de l'ensemble des dépenses budgétaires témoigne de l'importance que le Gouvernement attache à l'amélioration de la santé publique.

Par ailleurs, afin d'intensifier la lutte contre les grands fléaux, le Gouvernement prévoit de renforcer en 1997 les actions de lutte contre la toxicomanie et contre le sida, dont les crédits progresseront respectivement de 8,6 p. 100 et 5,3 p. 100.

3. Le projet de loi de financement de la sécurité sociale

met en oeuvre une réforme en profondeur du financement de la sécurité sociale.

3.1. La structure du financement de l'assurance maladie est inadaptée.

L'assurance maladie était la seule des branches de la sécurité sociale à n'avoir pas fait l'objet, à ce jour, de réformes importantes quant à son mode de financement. Cela se traduit notamment dans la structure de ses ressources, qui sont encore composées à titre quasiment exclusif de cotisations sociales. Cette structure de financement conduit à faire peser l'essentiel du prélèvement sur les revenus d'activité.

C'est une source d'iniquité : à revenu égal et pour des prestations identiques, l'effort demandé aux ménages peut s'avérer très variable selon la structure du revenu. Ceci est d'autant plus dommageable que la structure de revenus tend à évoluer au profit des revenus du patrimoine. Ainsi, de 1970 à 1993, la part des revenus du patrimoine dans le revenu des ménages est passée de 7 p. 100 à plus de 11 p. 100. L'assiette des cotisations sociales n'a pas pris en compte ces évolutions.

Par ailleurs, l'élargissement de l'assiette sur laquelle reposent les ressources de l'assurance maladie s'inscrit dans la perspective d'une assurance maladie universelle.

3.2. La réforme du financement de l'assurance maladie repose sur la contribution sociale généralisée.

Le Gouvernement propose au Parlement, conformément aux engagements pris le 15 novembre 1995, une réforme du financement des différents régimes d'assurance maladie par un prélèvement assis sur l'ensemble des revenus. Ce prélèvement, identique pour l'ensemble des régimes, doit se substituer progressivement à une part des cotisations actuellement à la charge des assurés. La contribution sociale généralisée (C.S.G.) a été retenue comme support de cette opération de transfert.

3.2.1. L'élargissement de l'assiette de la C.S.G.

L'utilisation de la C.S.G. passe cependant par une adaptation de son assiette : de nombreux rapports, notamment ceux du Conseil des impôts, ont récemment souligné que ce prélèvement, pour être parfaitement équitable, devait subir quelques correctifs afin notamment de porter plus largement sur les revenus du capital.

Aussi est-il proposé dans ce projet de loi de financement de la sécurité sociale que l'assiette de la C.S.G. fasse l'objet d'un élargissement, comme l'avait annoncé le Premier ministre le 15 novembre 1995. Cette extension d'assiette conduit, pour les revenus d'activité, à une assiette identique à celle retenue pour la contribution pour le remboursement de la dette sociale (C.R.D.S.) : cette harmonisation permet notamment de simplifier les opérations de précompte incombant aux entreprises.

Pour les revenus de remplacement, et compte tenu de son taux, l'extension retenue est moins large que celle en vigueur pour la C.R.D.S. Si les indemnités journalières de maladie, maternité, accidents du travail entrent, comme en matière de C.R.D.S., dans l'assiette de la C.S.G., les prestations familiales et les aides au logement en demeurent exclues.

Les règles applicables aux retraites, préretraites, allocations de chômage et pensions d'invalidité sont, quant à elles, adaptées par rapport à celles applicables actuellement aux cotisations. Ainsi, les pensions des personnes imposables mais non imposées du fait des réductions d'impôt seront soumises à la C.S.G. Cette nouvelle règle d'assujettissement est conforme à celle qui prévaut déjà en matière de taxe d'habitation.

En ce qui concerne enfin les revenus du patrimoine, l'assiette retenue est, comme pour les revenus d'activité, identique à celle de la C.R.D.S. Cette nouvelle définition de l'assiette permet de rééquilibrer le poids du prélèvement entre les différents revenus comme le montre le tableau ci-dessous :

ASSIETTE DE LA COTISATION ETENDUE

	COMPOSITION du revenu des ménages	PRODUIT de la cotisation maladie	PRODUIT de la C.S.G.	PRODUIT de la C.S.G. étendue
Revenus d'activité	62 %	81 %	74 %	71 %
Revenus de remplacement	27 %	19 %	19 %	18 %
Revenus du patrimoine	11 %	0 %	7 %	11 %

Au total, la valeur du point de C.S.G. était de 41,3 milliards de francs ; elle peut être désormais estimée à 44,2 milliards de francs. C'est sur les bases de la C.S.G. ainsi modifiée que le Gouvernement propose d'opérer en 1997 une première étape du transfert entre la cotisation maladie et la C.S.G.

3.2.2. Le transfert entre la cotisation maladie et la C.S.G.

La réforme du financement doit permettre une baisse des prélèvements pesant sur les revenus d'activité, contrepartie logique du rééquilibrage du prélèvement entre catégories de revenus. Le relèvement d'un point de la C.S.G. proposé par le Gouvernement et affecté à l'assurance maladie s'accompagnera d'une diminution simultanée de 1,3 point de la cotisation maladie sur les revenus d'activité. Le Gouvernement propose que ce point supplémentaire de C.S.G. soit déductible, puisqu'il se substitue à un prélèvement lui-même déductible de l'impôt sur le revenu.

ANNEXE N° 10 (suite)

Les titulaires de revenus de remplacement assujettis en raison de la non prise en compte des réductions d'impôt dans l'appréciation du critère d'exonération seront soumis à la fraction de la C.S.G. affectée à l'assurance maladie (soit un prélèvement de un point).

Il convient de souligner que l'extension d'assiette de la C.S.G. n'a pas un impact sur la seule assurance maladie. Elle se traduit également par des recettes accrues pour la branche famille et pour le Fonds de solidarité vieillesse. Cet apport de ressources au F.S.V. permet de transférer une partie des recettes de ce fonds (droit de consommation sur les alcools) vers les régimes d'assurance maladie. Au total, aucun régime ne sera pénalisé, la C.N.A.M.T.S. et la C.A.N.A.M. bénéficiant même d'un apport de financement supplémentaire. Cette opération constitue une première étape. Au vu de ses résultats, la substitution de la C.S.G. à la cotisation maladie a vocation à se poursuivre dans les prochaines années.

4. Le projet de loi de financement pour 1997 marque une étape significative dans le redressement financier du régime général.

Alors que le retour à une croissance économique plus ferme permet d'envisager, pour 1997, une évolution des recettes plus soutenue qu'en 1996, le mouvement d'inflexion des dépenses doit être conforté. La politique de maîtrise des dépenses de santé sera poursuivie sans que des mesures de déremboursement interviennent.

4.1. Malgré le ralentissement des dépenses d'ores et déjà engagé et une conjoncture économique plus favorable en 1997, la réduction spontanée du déficit n'est pas d'une ampleur suffisante.

4.1.1. Sur la base d'hypothèses prudentes en matière d'activité économique, les recettes du régime général accéléreraient progressivement en 1997.

Après avoir marqué une pause à partir du printemps 1995, l'économie française a amorcé un redémarrage au premier semestre 1996. Dans ce contexte, le projet de loi de finances a retenu une hypothèse de croissance du P.I.B. de 2,3 % en 1997 cohérente avec les prévisions retenues par nos partenaires européens, notamment l'Allemagne et avec celles des principaux instituts de prévision (par exemple : O.C.D.E. : 2,4 % ; O.F.C.E. : 2,2 %).

La prévision de croissance des effectifs salariés de 0,8 % est conforme avec l'amélioration du contenu en emplois de la croissance. Le salaire moyen connaîtrait une légère accélération nominale de + 2,1 % à + 2,5 %. Au total, la masse salariale, principale assiette des ressources du régime général, augmenterait en valeur de 3,3 %.

4.1.2. L'inflexion des dépenses devrait se confirmer en 1997.

La progression spontanée des prestations légales servies par le régime général toutes branches confondues poursuit son ralentissement. Elle devrait être de 2,6 % en 1997, soit 1,3 % en termes réels, hors mesures de redressement du projet de loi de financement.

L'inflexion des dépenses d'assurance maladie a été très perceptible au cours de l'année 1996. La prolongation de cette tendance en 1997 permet à la Commission des comptes de la sécurité sociale de retenir un taux de croissance des dépenses d'assurance maladie inférieur à 2,5 % en 1997, des prestations vieillesse de moins de 4 % et des prestations familiales de 1,7 %.

Toutes branches confondues, le processus de rééquilibrage est engagé : dans un contexte de croissance modérée, inférieure à la croissance potentielle de l'économie, la croissance spontanée des dépenses (+ 2,6 %) s'inscrit à un niveau inférieur à la croissance des recettes (+ 3,1 %). Ainsi, avant toute mesure supplémentaire de redressement, le déficit tendanciel s'établit à 47,2 milliards de francs en 1997, après un déficit de 51,5 milliards de francs en 1996.

4.2. Le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1997 propose d'amplifier le rééquilibrage sans déremboursement ni hausse des cotisations.

4.2.1. Le projet de loi de financement de la sécurité sociale propose un ensemble de mesures spécifiques contribuant au rééquilibrage de la branche maladie, dans une logique de promotion du juste soin.

Des outils au service du respect du juste soin

Selon l'O.C.D.E., la France a consacré 9,9 % de sa richesse nationale en 1995 aux dépenses de santé. Ce niveau est supérieur à celui de nos principaux voisins (Allemagne : 9,6 %, Italie : 7,7 %, Royaume-Uni : 6,9 %). L'augmentation de ces dépenses ne garantit pas nécessairement l'amélioration de la qualité des soins ni un niveau élevé de prise en charge par l'assurance maladie. Les résultats de la France en matière d'indicateurs de santé publique ne sont d'ailleurs pas meilleurs que ceux de nos voisins.

La réforme structurelle de l'assurance maladie aura notamment pour effet de renforcer en 1997 les outils de la maîtrise médicalisée des dépenses et la pratique du "juste soin" (respect des références médicales opposables, contrôle accru des arrêts de travail, des transports sanitaires et du respect des indications thérapeutiques des médicaments, formation médicale continue...). Elle prévoit également de diffuser à toute la population le carnet de santé, qui sera un outil de responsabilisation des assurés et des professionnels.

Par ailleurs, la répartition des moyens entre les régions et les hôpitaux devrait permettre de mieux ajuster les budgets aux besoins, aux coûts et à l'activité réelle des établissements, le développement accéléré des médicaments génériques va dégager des économies significatives et la cessation anticipée d'activité de médecins âgés de cinquante-six à soixante-cinq ans devrait permettre de mieux maîtriser la démographie médicale.

La mise en oeuvre de ces instruments permettra de dépenser mieux dès 1997. C'est pourquoi l'objectif national de dépenses d'assurance maladie peut être fixé dans le projet de loi de financement à 600,2 milliards de francs, en augmentation de 10 milliards par rapport à 1996. Cet objectif est à comparer à ce qu'aurait été le niveau tendanciel des dépenses sans ces mesures, soit 604,5 milliards de francs pour l'ensemble des régimes.

Les mécanismes de régulation existants, qui ont été renforcés ainsi que les différentes sources d'économies citées plus haut permettent de considérer cet objectif comme réaliste. Il ne s'agit pas pour autant d'une enveloppe de crédits limitatifs, à la différence des lois de finances. Des droits sont ouverts et les prestations seront évidemment servies.

L'objectif national des dépenses d'assurance maladie

Le périmètre de l'objectif prend en considération les dépenses remboursées par les régimes d'assurance maladie en métropole et dans les D.O.M. qui concernent les risques maladie, maternité et accidents du travail (incapacités temporaires uniquement). Il ne retient que les dépenses directement liées au risque, c'est-à-dire les soins de santé (dépenses de soins ambulatoires et dépenses d'hospitalisation) ainsi que les prestations en espèces, à l'exception des indemnités journalières maternité. Sont donc exclus de cet objectif les rentes d'accident du travail, les dépenses de gestion administrative, d'action sanitaire et sociale, les dépenses de fonds de prévention, les transferts et les frais financiers.

La réforme du financement de la sécurité sociale contribue au redressement de la branche maladie.

La substitution de la C.S.G. à la cotisation sociale maladie entraîne une légère perte de recettes pour les différents régimes d'assurance maladie. Aussi, afin de ne pas accroître le besoin de financement de ces régimes, le Gouvernement propose de transférer aux régimes d'assurance maladie une partie des droits de consommation perçus par le F.S.V.

ANNEXE N° 10 (suite et fin)

Cette mesure ne pénalise pas le F.S.V., qui bénéficie dans le même temps de l'extension de l'assiette de la C.S.G. (+ 3,8 milliards de francs). Elle permet ainsi de compenser pour tous les régimes d'assurance maladie les pertes éventuelles liées au transfert de la cotisation maladie sur la C.S.G., d'assurer la couverture du besoin de financement résiduel de la C.A.N.A.M. (à hauteur de 800 millions de francs en 1997) et d'apporter un complément de financement à la branche maladie du régime général à hauteur de 1,3 milliard de francs en 1997.

Des recettes nouvelles répondant aux priorités de santé publique

Alors que la Conférence nationale de santé a souligné la nécessité de renforcer les actions visant à prévenir la dépendance, notamment des adolescents, vis-à-vis de l'alcool et du tabac, le Gouvernement envisage deux mesures destinées à soutenir ces priorités de santé publique.

Afin de mettre en oeuvre une contribution des consommateurs de tabac à l'équilibre des comptes de l'assurance maladie, le projet de loi de finances pour 1997 prévoit l'affectation d'une fraction du produit du droit de consommation sur la tabac à la C.N.A.M.T.S. Un article du projet de loi de financement de la sécurité sociale reprend et intègre dans le code de la sécurité sociale l'apport de cette nouvelle recette à la C.N.A.M.T.S. et en pérennise l'affectation. Le montant de cette contribution est estimé à 3 milliards de francs en 1997.

En ce qui concerne les alcools, il est proposé d'augmenter le droit de consommation sur l'alcool perçu par le F.S.V. Sont assujetties à ce droit les boissons dites "premix", dont les prix seront ainsi revalorisés pour réduire leur caractère incitatif à la consommation d'alcool, notamment auprès des jeunes. Le rendement de cette mesure devrait être de 850 millions de francs en 1997.

Des mesures de clarification financière pour la branche maladie

La clarification financière de la branche maladie repose notamment sur deux mesures détaillées dans l'exposé des motifs des articles du projet de loi de financement : l'intégration financière du régime maladie des militaires dans le régime général et une participation accrue de la branche accidents du travail.

Par ailleurs, un troisième dispositif sera proposé prochainement au Parlement par le Gouvernement, dans le cadre du projet de loi de finances rectificative pour 1996 : il consistera en un versement par le budget de l'Etat d'une contribution exceptionnelle de 3 milliards de francs, liée au règlement des contentieux entre E.D.F.-G.D.F. et les U.R.S.S.A.F.

Le rendement attendu de ces trois propositions s'élève à 5,2 milliards de francs en 1997.

L'objectif de dépenses, en 1997, pour la branche maladie-maternité-invalidité-décès (662,1 milliards de francs), qui recouvre la totalité des dépenses prévisionnelles (et non les seules dépenses directement liées au risque), intègre au demeurant une provision de 300 millions de francs destinée, le cas échéant, à faire face aux dépenses entraînées par des mesures de santé publique imprévues ou nées d'une volonté commune des pouvoirs publics, des organismes de sécurité sociale et des professions de santé.

4.2.2. La poursuite du rééquilibrage des branches famille et vieillesse.

Pour la branche famille, le schéma de redressement financier proposé par le Gouvernement repose principalement sur l'extension d'assiette de la C.S.G., l'augmentation du taux de cotisations familiales pour l'Etat et les entreprises publiques.

En matière de vieillesse, il est prévu comme il a déjà été mentionné d'améliorer le taux de prise en charge par le F.S.V. des périodes de validation pour les chômeurs non indemnisés.

4.2.3. Des mesures ayant un impact financier sur les quatre branches du régime général.

Une extension à la part salariale des cotisations sociales du régime de l'Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés (A.G.S.) et la suppression du cumul sur un même emploi du bénéfice des conventions de préretraite progressive et de l'abattement de 30 % sur les cotisations patronales pour les emplois à temps partiel permettent de dégager des recettes nouvelles pour le régime général, à hauteur respectivement de 1 550 millions de francs et 200 millions de francs en 1997.

Le projet de loi de financement fixe pour objectif de réduire le déficit du régime général à 30,4 milliards de francs en 1997. Il entend ainsi marquer une étape décisive dans le retour à l'équilibre des comptes, qui doit, compte tenu des fluctuations de la croissance économique, être apprécié sur une période pluriannuelle. Ainsi, la poursuite de l'effort de maîtrise des dépenses dans la loi de financement des années ultérieures devrait, sur la base d'hypothèses économiques prudentes, permettre aux comptes sociaux de revenir à l'équilibre sur l'ensemble des deux exercices 1998 et 1999.

Assurer le retour durable à l'équilibre financier dans le respect de l'impératif d'équité et d'égal accès aux soins qui sont des acquis fondamentaux de la sécurité sociale, c'est tout l'objectif de la réforme de la sécurité sociale qui s'est mise en place en 1996 et qui se poursuivra en 1997. Les effets structurels et les incidences financières de cette réforme se feront sentir progressivement, grâce à la réforme du financement, qui permettra d'asseoir les ressources de la sécurité sociale sur une assiette élargie, et grâce à une maîtrise accrue des dépenses respectueuse de la qualité des soins et des orientations de la politique de sécurité sociale. C'est la condition nécessaire de la préservation du système français de sécurité sociale.

ANNEXE N° 11 :

144
222-398
241-64
444
544

CIRCULAIRE DSS/SDFGSS/5B/96/785 du 31.12.96 relative aux modifications en matière de cotisations et de contribution sociale généralisée portant sur les revenus d'activité et de remplacement.

Ministère du travail et des affaires sociales.

Relative aux modifications en matière de cotisations et de contribution sociale généralisée portant sur les revenus d'activité et de remplacement.

(Adressée aux préfets de région (directions régionales des affaires sanitaires et sociales ; directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), aux préfets (directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), au Directeur de l'A.C.O.S.S., au Directeur de la C.N.A.M.T.S., au Directeur de la C.N.A.V.T.S., au Directeur de la C.N.A.F., au Directeur de la C.A.N.A.M., au Directeur de la C.A.N.C.A.V.A., au Directeur de l'ORGANIC, et au Directeur de la C.N.A.V.P.L.)

Résumé : Règles applicables à la C.S.G. et aux cotisations assises sur les revenus d'activité et de remplacement à compter du 1er janvier 1997.

Date d'application : 1er janvier 1997.

Mots clés : Contribution sociale généralisée - cotisations de sécurité sociale - revenus d'activité et de remplacement (pensions de retraite et d'invalidité, indemnités journalières et allocations maladie, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles - allocations chômage et de préretraite) - plafond de la sécurité sociale - simplification.

ANNEXE N° 11 (suite)

Textes de référence : Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996 relative au financement de la sécurité sociale pour 1997 ;

Décret n° 96-1167 du 26 décembre 1996 modifiant les taux de cotisations d'assurance maladie de certains assurés ;

Décret n° 96-1169 du 27 décembre 1996 relatif aux modalités de détermination du plafond de la sécurité sociale et portant fixation de ce plafond pour 1997.

Textes modifiés : Circulaires DRT n° 88-17 du 24 août 1988, DSS n° 91-3 du 16 janvier 1991, DRT n° 2-91 du 30 janvier 1991 et DSS n° 93-50 du 24 juin 1993.

Les articles 9 à 17 de la loi de financement de la sécurité sociale n° 96-1160 du 27 décembre 1996 prévoient, à compter du 1er janvier 1997, l'augmentation du taux de la contribution sociale généralisée (C.S.G.) ainsi que l'élargissement de son assiette applicable à l'intégralité de la contribution. La fraction correspondant à cette augmentation est affectée à l'assurance maladie et les taux des cotisations d'assurance maladie à la charge des assurés sont diminués de manière simultanée.

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités d'application de ces dispositions pour la part de la contribution assise sur les revenus d'activité et de remplacement. La part du prélèvement assise sur les revenus du patrimoine, sur les produits de placement et sur les gains des jeux fera l'objet d'une circulaire du ministre de l'économie et des finances.

L'essentiel des règles relatives à l'assiette et au recouvrement de la contribution demeurant inchangé, seules sont présentées ici les dispositions nouvelles.

I. - ELARGISSEMENT DE L'ASSIETTE DE LA CONTRIBUTION A CERTAINS REVENUS D'ACTIVITE

En ce qui concerne les revenus d'activité, l'élargissement de l'assiette de la contribution porte sur trois catégories de revenus salariaux, pour leur part qui n'entre pas déjà dans l'assiette des cotisations et de la C.S.G. au titre de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, à savoir :

- les contributions patronales destinées au financement des prestations de retraite supplémentaire et de prévoyance complémentaire ;
- les indemnités de licenciement ou de mise à la retraite et toutes les autres sommes versées à l'occasion de la rupture ou de la modification du contrat de travail ;
- les allocations visées à l'article 15 de la loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 relative à la famille.

L'assiette de la C.S.G. sur les revenus d'activité est désormais strictement identique à celle de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (C.R.D.S.) sur la même catégorie de revenus. Il convient donc pour les entreprises d'appliquer l'assiette de la C.R.D.S. à la C.S.G.

1.1. Les contributions patronales destinées au financement des prestations de retraite supplémentaire et de prévoyance

La part des contributions patronales destinées au financement des prestations de retraite supplémentaire et de prévoyance complémentaire, y compris celle finançant des régimes de retraite à prestations définies, exonérée de cotisations en vertu du 5e alinéa de l'article L. 242-1 et de l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale, est désormais assujettie à la C.S.G. dans les mêmes conditions qu'elle l'est à la C.R.D.S.

ANNEXE N° 11 (suite)

a) Les contributions patronales destinées au financement des prestations de retraite supplémentaire sont toutes les contributions finançant des prestations de retraite complétant les prestations servies par les régimes obligatoires de base et les régimes complémentaires à affiliation légalement obligatoire.

Il est rappelé que les contributions patronales finançant les seuls régimes complémentaires de retraite à affiliation légalement obligatoire demeurent exonérées de C.S.G. lorsqu'elles sont exonérées de cotisations en vertu du cinquième alinéa de l'article L. 242-1 et de l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale. La fraction excédant les seuils prévus à l'article D. 242-1 du même code est assujettie à la C.S.G., comme elle l'est aux cotisations de sécurité sociale et à la C.R.D.S.

Ces dispositions valent quel que soit le taux de cotisation choisi par l'entreprise (et visent donc les opérations supplémentaires de ces régimes).

Constituent des régimes complémentaires à affiliation légalement obligatoire les institutions relevant de l'AGIRC et de l'ARRCO, l'IRCANTEC, la CRPNAC (caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile), la CGRCE (caisse générale de retraite du personnel des caisses d'épargne) et la C.C.P.M.A. (caisse centrale de prévoyance mutuelle agricole).

b) Il est rappelé que les contributions patronales destinées au financement des prestations de prévoyance complémentaire sont les contributions finançant des prestations complémentaires à celles servies par les régimes de base de sécurité sociale à affiliation légalement obligatoire, soit, quelle que soit leur dénomination, les capitaux décès et allocations d'obsèques, les rentes de conjoint survivant, rentes d'orphelins, les prestations d'incapacité (indemnités journalières complémentaires), les rentes d'invalidité et les remboursements de soins de santé.

Entrent à ce titre dans le champ de la C.S.G. les contributions des employeurs versées en application de l'article 7 de la Convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947.

1.2. Les indemnités de licenciement ou de mise à la retraite

et toutes les sommes versées à l'occasion de la modification ou de la rupture du contrat de travail

Toutes les indemnités versées à l'occasion de la rupture ou de la modification du contrat de travail entrent désormais, quelle que soit leur dénomination ou leur qualification juridique, dans l'assiette de la C.S.G., qu'elles soient ou non soumises à cotisations.

En ce qui concerne les sommes versées à l'occasion de la rupture du contrat de travail qui ne sont pas assujetties à cotisations, demeure exonérée de C.S.G. la fraction correspondant au montant prévu par la convention collective de branche, l'accord professionnel ou interprofessionnel, ou, à défaut le montant prévu par la loi, dans la limite de ces montants.

Par suite, demeurent exonérés :

ANNEXE N° 11 (suite)

- la fraction des indemnités de licenciement versées en application de conventions collectives de branche ou d'accords professionnels ou interprofessionnels, dans la limite du minimum défini par ces textes. S'appliquent notamment à ce titre les règles découlant de l'accord interprofessionnel de mensualisation du 10 décembre 1977 annexé à la loi n° 78-49 du 19 janvier 1978.

Il est à noter que les indemnités de licenciement prévues dans le contrat de travail ou déterminées dans un accord d'entreprise ne donnent lieu à exonération que pour la part de l'indemnité versée conformément à la convention collective ou à l'accord professionnel ou interprofessionnel éventuellement applicable, ou, à défaut, par la loi ;

- le montant minimal des dommages et intérêts versés à l'occasion de la rupture anticipée d'un contrat de travail à durée déterminée en application du deuxième alinéa de l'article L. 122-3-8 du code du travail, c'est-à-dire les indemnités obligatoirement dues aux salariés dont le contrat de travail est rompu avant son terme normal, à l'initiative de l'employeur ; ces indemnités ne sont exonérées de C.S.G. que pour leur fraction correspondant au montant minimal de dommages et intérêts dû, c'est-à-dire aux rémunérations qu'aurait perçues le salarié jusqu'au terme de son contrat.

A contrario, les indemnités de fin de contrat dues lorsque le contrat de travail à durée déterminée prend fin à l'échéance normale du terme, considérées, en vertu de l'article L. 122-3-4 du code du travail, comme un complément de salaire et assujetties, à ce titre, aux cotisations, sont intégralement soumises à la C.S.G. ;

- le montant minimal des indemnités de licenciement versées, en application de l'article L. 122-9 du code du travail, à l'occasion du licenciement d'un salarié en contrat de travail à durée indéterminée, c'est-à-dire les indemnités obligatoirement versées aux salariés exerçant leur activité depuis deux ans et plus dans l'entreprise ; le montant de l'indemnité ainsi exonérée est calculée selon les règles définies à l'article R. 122-2 du code du travail.

Il est admis en outre que tout salarié employé sous contrat à durée indéterminée, exerçant son activité depuis moins de deux ans dans l'entreprise, dont le contrat de travail est rompu à l'initiative de l'employeur, en l'absence de faute grave imputable au salarié, bénéficie d'une exonération sur la fraction de l'indemnité reçue dans la limite de 2/10 de mois pour les travailleurs rémunérés au mois ou de 40 heures de salaire pour les travailleurs rémunérés à l'heure ;

- les indemnités de clientèle des V.R.P. dans la limite du minimum légal ou conventionnel de l'indemnité de licenciement à laquelle le V.R.P. aurait pu prétendre ;

- le montant minimal de l'indemnité légale de licenciement des journalistes visée à l'article L. 761-5 du code du travail ;

- les indemnités versées par les employeurs aux salariés en convention de conversion, dans la limite du minimum de l'indemnité légale ou conventionnelle de licenciement ;

- le minimum de dommages et intérêts dus en application de l'article L. 122-14-4 du code du travail en cas de licenciement irrégulier ou abusif. Il est admis que les minima visés à l'article L. 122-14-4 s'appliquent dans les mêmes situations aux dommages et intérêts calculés en fonction du préjudice subi et versés, en cas de licenciement sans motif réel et sérieux, aux salariés qui ont moins de deux ans d'ancienneté ou qui travaillent dans des entreprises qui occupent habituellement moins de onze salariés (art. L. 122-14-5) ;

ANNEXE N° 11 (suite)

- les indemnités de mise à la retraite, lorsque les conditions de mise à la retraite sont remplies pour bénéficier d'une retraite à taux plein, correspondant soit à l'indemnité minimum de licenciement visée à l'article L. 122-9 du code du travail, soit à l'indemnité de licenciement, fixée par l'article 5 de l'accord du 10 décembre 1977 étendu, lorsque le salarié remplit les conditions pour en bénéficier, soit à l'indemnité de départ à la retraite fixée par la convention collective de branche ou l'accord professionnel ou interprofessionnel, si celle-ci est plus favorable que les deux dernières indemnités visées ci-dessus. Ces règles sont également applicables aux salariés bénéficiant de l'accord national interprofessionnel du 6 septembre 1995.

Il est rappelé que les indemnités versées lorsque les conditions de mise à la retraite ne sont pas remplies pour bénéficier d'une retraite à taux plein sont des indemnités de licenciement.

1.3. Les allocations visées à l'article 15 de la loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 relative à la famille

Entrent désormais dans l'assiette de la C.S.G. les allocations versées, en application d'un accord collectif au sens de l'article L. 132-2 du code du travail, par l'employeur au salarié pendant la durée d'un congé parental d'éducation ou l'exercice d'une activité à temps partiel dans les conditions prévues à l'article L. 122-28-1 du même code.

1.4. Modalités d'assujettissement

Pour les catégories de revenus visées aux 1.1 à 1.3 ci-dessus, les modalités d'assujettissement sont identiques à celles des autres revenus d'activité. L'abattement de 5 % pour frais professionnels est donc applicable en l'espèce. La contribution est précomptée par l'employeur lors du versement, que les sommes soient versées par l'employeur ou par un tiers, par exemple le comité d'entreprise.

En ce qui concerne les contributions patronales de retraite et de prévoyance visées au 1.1., il convient d'observer qu'aux termes des dispositions de l'article R. 241-2 du code de la sécurité sociale, le précompte est opéré au plus tard lors de la paie suivant la date à laquelle ces contributions ont été effectivement versées à l'organisme assureur.

Toutefois, par souci de simplicité, l'employeur est autorisé à précompter au plus tard sur le dernier bulletin de paie de l'année et à reverser en une seule fois à l'échéance à laquelle se rattache la paie ainsi précomptée, le montant de la C.S.G. et de la C.R.D.S. dû sur ces contributions échues au cours de l'année civile lorsque ce montant représente au plus 1 % du plafond annuel de la sécurité sociale par entreprise ou par établissement. La mention correspondant à cette opération est précisée au V.

II. - ELARGISSEMENT DE L'ASSIETTE DE LA CONTRIBUTION A CERTAINS REVENUS DE REMPLACEMENT

En matière de revenus de remplacement, l'assiette de la C.S.G. est élargie à deux catégories de revenus, à savoir :

- les allocations servies à l'occasion de la maladie, de la maternité, des accidents du travail et des maladies professionnelles ; il convient d'observer que pour cette catégorie de revenus l'assiette de la C.S.G. est désormais strictement identique à celle de la C.R.D.S. ;

- les pensions de retraite et d'invalidité et les allocations de chômage et de préretraite perçues par des personnes non redevables de l'impôt sur le revenu mais dont la cotisation d'impôt au sens de l'article 1417 du code général des impôts dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 1997 (cotisation avant prise en compte des réductions d'impôt) est supérieure au montant mentionné au 1 bis de l'article 1657 du même code.

ANNEXE N° 11 (suite)

2.1. Allocations servies à l'occasion de la maladie, de la maternité, des accidents du travail et des maladies professionnelles

Les indemnités journalières et allocations servies par les organismes de sécurité sociale à l'occasion de la maladie, de la maternité, des accidents du travail et des maladies professionnelles entrent désormais dans l'assiette de la C.S.G. et ce quelle que soit leur dénomination.

Les prestations de même objet versées aux non-salariés sont désormais assujetties à la C.S.G. même quand elles n'entrent pas dans l'assiette de la contribution, comme revenus d'activité, au titre des bénéfices industriels et commerciaux (B.I.C.) ou des bénéfices non commerciaux (B.N.C.) - aux termes de l'article L. 136-3 du code de la sécurité sociale.

Seuls les rentes et capitaux versés à l'occasion d'accidents du travail ou de maladies professionnelles demeurent exonérés de C.S.G., qu'ils soient versés aux victimes ou à leurs ayants droit.

La C.S.G. est précomptée sur le montant brut de l'indemnité, sauf, s'agissant des non-salariés, lorsque cette indemnité est assujettie au titre des B.I.C. ou B.N.C. Il n'est donc pas fait application de l'abattement de 5 % représentatif des frais professionnels.

La C.S.G. est précomptée par les organismes débiteurs des prestations. Les organismes versent le produit de la C.S.G. à la caisse nationale dont ils relèvent, qui le reverse mensuellement à l'A.C.O.S.S. selon les modalités applicables en matière de C.S.G. aux pensions d'invalidité.

Lorsque l'employeur est subrogé dans les droits de son salarié pour la perception des indemnités journalières d'assurance maladie, il reçoit de l'organisme débiteur une indemnité journalière nette de la C.S.G. et de la C.R.D.S. Comme précédemment, l'employeur déduit de l'assiette des cotisations le montant brut de l'indemnité. L'organisme débiteur doit indiquer à l'employeur ce montant brut.

2.2. Pensions de retraite et d'invalidité, allocations de chômage et de préretraite

Les titulaires de pensions de retraite ou d'invalidité, les bénéficiaires d'allocations de chômage ou de préretraite sont assujettis à la C.S.G. dans les mêmes conditions que précédemment au taux de droit commun défini au III.

Sont exonérées de la C.S.G. :

- les pensions et allocations versées à des personnes titulaires d'un avantage non contributif servi sous condition de ressources ;
- les allocations de chômage et de préretraite dont le prélèvement de la C.S.G. réduirait le montant net - le cas échéant cumulé avec une rémunération d'activité - en deçà du S.M.I.C. brut ;
- les personnes non redevables de l'impôt sur le revenu dont la cotisation de référence, au sens de l'article 1417 du code général des impôts dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 1997 (cotisation d'impôt avant prise en compte des réductions d'impôt), est inférieure au montant mentionné au 1 bis de l'article 1657 du même code (soit 400 F) pour l'imposition des revenus de 1995).

ANNEXE N° 11 (suite)

Sont donc désormais assujetties à la C.S.G. au taux minoré défini au III les personnes qui ne sont pas redevables de l'impôt sur le revenu en raison des réductions d'impôt dont elles bénéficient et dont la cotisation de référence est supérieure au montant mentionné au 1 bis de l'article 1657 du code général des impôts.

Selon les règles de droit commun, les pensions assujetties sont dans tous les cas retenues pour leur montant brut (avant précompte de la C.R.D.S. et de la cotisation d'assurance maladie sur revenu de remplacement), y compris les majorations et bonifications pour enfants, à l'exception de la majoration tierce personne.

Les allocations de chômage sont retenues pour leur montant brut, avant tout précompte, diminué de 5 % pour prendre en compte les frais liés à la recherche d'emploi. Les allocations de préretraite sont retenues pour leur montant brut, avant tout précompte. Comme la cotisation d'assurance maladie, la C.S.G. doit être le cas échéant fractionnée de telle sorte que l'allocation, cumulée s'il y a lieu avec une rémunération d'activité, ne soit pas inférieure au S.M.I.C. brut : dans ce cas, la C.S.G. est calculée après prélèvement de la C.R.D.S., puis de la cotisation d'assurance maladie.

III. - AUGMENTATION DU TAUX DE LA C.S.G. ET DIMINUTION DES TAUX DE COTISATION D'ASSURANCE MALADIE A LA CHARGE DES ASSURES

Le taux de droit commun de la contribution est porté de 2,4 % à 3,4 %. Toutefois, les personnes titulaires de revenus visés au 2.2 non redevables de l'impôt sur le revenu mais dont la cotisation de référence est supérieure au montant mentionné au 1 bis de l'article 1657 du code général des impôts, sont assujetties à la contribution au taux minoré de 1 %.

Concomitamment à l'augmentation du taux de la C.S.G., le taux de la cotisation d'assurance maladie à la charge des assurés est globalement réduit de 1,3 point pour les revenus d'activité. Ainsi, aux termes de l'article 2 du décret n° 96-1167 du 26 décembre 1996, le taux de cotisation de droit commun dû par les salariés ressortissants du régime général passe de 6,8 % à 5,5 %.

Toutefois, aux termes de l'article 3 du décret précité, le plafonnement des cotisations à la charge des ressortissants du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles conduit à :

- une réduction de 1,5 point pour les cotisations assises sur la fraction des revenus située au-dessous du plafond de la sécurité sociale, soit un taux de 11,4 % au lieu de 12,9 % ;

- une réduction de 0,8 point pour les cotisations sur les revenus compris entre le plafond et 5 fois le plafond, soit un taux de 9 % au lieu de 9,8 %.

Pour les revenus de remplacement, l'augmentation du taux de la C.S.G. s'accompagne d'une réduction de 1 point du taux de la cotisation d'assurance maladie qui aurait été applicable au 1er janvier 1997 compte tenu de l'augmentation de 1,2 point déjà prévue par le décret n° 95-1356 du 30 décembre 1995. Ainsi, conformément aux termes de l'article 7 du décret précité, le taux des cotisations assises sur les pensions de retraite servies aux assurés du régime général sera de 2,8 % au lieu de 3,8 % sur les retraites de base et de 3,8 % au lieu de 4,8 % sur les retraites complémentaires.

ANNEXE N° 11 (suite)

IV. - STATUT AU REGARD DE L'IMPOT SUR LE REVENU

Par dérogation au principe selon lequel une imposition ne constitue pas une charge déductible pour le calcul de l'impôt sur le revenu, la fraction de la contribution assise sur les revenus d'activité et de remplacement affectée à l'assurance maladie, au taux de 1 %, est entièrement déductible du revenu imposable.

V. - INCIDENCES SUR LE BULLETIN DE PAIE

L'assiette de la C.S.G. et celle de la C.R.D.S. sur les revenus d'activité étant désormais strictement identiques, ces deux prélèvements peuvent être mentionnés sur une seule et même ligne du bulletin de paie au taux global de 3,9 %.

Il faut ajouter que, dans le même souci de simplicité, il est également possible de regrouper sur une seule ligne les cotisations de sécurité sociale ayant une même assiette. En pratique, pour autant que soient mentionnés à chaque fois les risques concernés et le montant global respectif des cotisations salariales et patronales, les cotisations du régime général peuvent être regroupées sur deux lignes :

- une première ligne pour les cotisations plafonnées d'assurance vieillesse ;
- une seconde ligne pour l'ensemble des cotisations déplafonnées (assurance maladie, assurance veuvage, allocations familiales, accidents du travail, part patronale déplafonnée en assurance vieillesse).

Il convient de préciser sur ce point qu'à compter du 1er janvier 1997 la valeur du plafond de la sécurité sociale est fixée une seule fois pour toute l'année civile, ainsi qu'en dispose le décret n° 96-1169 du 27 décembre 1996.

Compte tenu de la déductibilité partielle de la C.S.G., les entreprises ont la faculté, si elles le souhaitent, notamment pour permettre aux salariés de vérifier aisément le calcul de leur salaire imposable, d'isoler la fraction de la C.S.G. qui n'est pas intégrée dans le salaire imposable.

En ce qui concerne la C.S.G. et la C.R.D.S. assises sur les contributions patronales de retraite et de prévoyance visées au 1.1., il est admis que le bulletin de salaire puisse ne les mentionner que lors de la paie suivant la date à laquelle ces contributions ont été effectivement versées à l'organisme assureur ou une seule fois au cours d'une même année civile, dans les conditions précisées au 1.4.

VI. - DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

Les présentes dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 1997. Il est demandé de respecter la simultanéité de la hausse de la C.S.G. et de la baisse de la cotisation d'assurance maladie.

Ainsi, tous les salaires versés à compter de cette date sont assujettis à la C.S.G. dans les conditions visées aux I à III ci-dessus et bénéficient de la baisse de la cotisation d'assurance maladie. Toutefois, les employeurs de neuf salariés au plus qui pratiquent le rattachement prévu au 1° de l'article R. 243-6 du code de la sécurité sociale n'appliqueront ces dispositions qu'à partir des salaires de janvier 1997 versés à leurs salariés dans les quinze premiers jours du mois de février 1997.

ANNEXE N° 11 (suite et fin)

De même, concernant les travailleurs non salariés des professions non agricoles, les taux modifiés de la C.S.G. et de la cotisation à l'assurance maladie s'appliquent aux revenus perçus à compter du 1er janvier 1997. Dans ces conditions, le nouveau taux de C.S.G. est applicable pour la première fois à l'échéance du 15 mai 1997 et le nouveau taux de cotisation à l'assurance maladie est également applicable pour la première fois soit à l'échéance du 1er avril 1997 pour les cotisants semestriels, soit à celle du 5 janvier 1997 pour les cotisants mensuels.

Des instructions complémentaires adressées aux organismes débiteurs des prestations précisent les conditions d'application de ces dispositions aux revenus de remplacement.

Vous voudrez bien veiller à la bonne application de ces instructions. Je vous saurais gré de me faire part de toute difficulté d'application de la présente circulaire (Direction de la sécurité sociale, Bureau 5 B).

Pour le ministre et par délégation : Le directeur de la sécurité sociale, Raoul BRIET.

ANNEXE N° 12 :

144
222-398
241-64
444
544

Décret n° 96-1151 du 26 décembre 1996 modifiant les taux des cotisations d'assurance maladie des assurés des régimes spéciaux de sécurité sociale et modifiant le code de la sécurité sociale (troisième partie : Décrets)

NOR : TASS9624341D

Le Premier ministre.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de la défense, du ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, du ministre du travail et des affaires sociales, du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications, du ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi du 12 juillet 1937 modifiée instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires ;

Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, notamment son article 47 ;

Vu le décret du 6 août 1938 modifié fixant le régime d'assurances des agents de la Société nationale des chemins de fer français autres que ceux en service dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;

Vu le décret n° 46-1541 du 22 juin 1946 modifié approuvant le statut du personnel des industries électriques et gazières ;

Vu le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines ;

Vu le décret n° 50-1448 du 22 novembre 1950 modifié relatif au régime de sécurité sociale des agents tributaires du régime de retraites institué par la loi du 22 juillet 1922 ou des règlements de retraites maintenus en application de cette loi ;

Vu le décret n° 50-1566 du 23 décembre 1950 modifié relatif au régime de sécurité sociale du personnel de la Régie autonome des transports parisiens ;

Vu le décret n° 67-804 du 20 septembre 1967 modifié portant fixation des taux des cotisations d'assurances sociales dues au titre de l'emploi des salariés placés sous le régime général pour une partie des risques ;

ANNEXE N° 12 (suite)

Vu le décret n° 67-850 du 30 septembre 1967 modifié portant fixation des taux des cotisations d'assurances maladie, invalidité et maternité des régimes de sécurité sociale des fonctionnaires, des ouvriers de l'Etat et des agents permanents des collectivités locales ;

Vu le décret n° 91-613 du 28 juin 1991 modifié fixant les taux des cotisations de divers régimes spéciaux de sécurité sociale ;

Vu l'avis du comité interministériel de coordination en matière de sécurité sociale en date du 25 novembre 1996 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du 6 décembre 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz en date du 16 décembre 1996 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 17 décembre 1996,

Décète :

Art. 1^{er}. - A l'article D. 711-1 du code de la sécurité sociale, les termes : « 3,8 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 2,80 p. 100 ».

Art. 2. - I. - Au premier alinéa de l'article D. 711-2 du même code, les termes : « 4,75 p. 100 », « 6 p. 100 », « 5,5 p. 100 », « 5,25 p. 100 » et « 4,6 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 3,75 p. 100 », « 5 p. 100 », « 4,50 p. 100 », « 4,25 p. 100 » et « 3,60 p. 100 ».

II. - Le deuxième alinéa du même article est complété par la phrase suivante : « A compter du 1^{er} janvier 1997, ce taux est diminué d'un point. »

Art. 3. - A l'article D. 711-3 du même code, les termes : « 2,85 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 1,85 p. 100 » à

compter du 1^{er} janvier 1997 et par les termes : « 2,80 p. 100 » à compter du 1^{er} juillet 1997.

Art. 4. - A l'article D. 711-4 du même code, les termes : « 4,8 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 3,80 p. 100 ».

Art. 5. - A l'article D. 711-5 du même code, les termes : « 3,8 p. 100 » et « 4,8 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 2,8 p. 100 » et « 3,8 p. 100 ».

Art. 6. - I. - A l'article D. 712-38 du même code, les termes : « 15,75 p. 100 » et « 6,05 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 14,45 p. 100 » et « 4,75 p. 100 ».

II. - A l'article D. 712-39 du même code, les termes : « 3,80 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 2,80 p. 100 ».

Art. 7. - I. - A l'article D. 713-15 du même code, les termes : « 15,75 p. 100 » et « 6,05 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 14,45 p. 100 » et « 4,75 p. 100 ».

II. - A l'article D. 713-16 du même code, les termes : « 3,80 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 2,80 p. 100 ».

Art. 8. - A l'article du décret du 30 septembre 1967 susvisé, les termes : « 17,55 p. 100 » et « 6,05 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 16,25 p. 100 » et « 4,75 p. 100 ».

Art. 9. - A l'article 1^{er} du même décret, les termes : « 15,75 p. 100 » et « 6,05 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 14,45 p. 100 » et « 4,75 p. 100 ».

Art. 10. - A l'article 3 du même décret, les termes : « 3,80 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 2,80 p. 100 ».

Art. 11. - Le tableau figurant à l'article 1^{er} du décret du 20 septembre 1967 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Assurés partiels

DÉSIGNATION	MODE DE CALCUL DES COTISATIONS					
	Sur la totalité des rémunérations ou gains			Sur la partie inférieure ou égale au plafond prévu à l'art. L. 241-3 du code de la sécurité sociale		
	Employeurs (en %)	Salariés (en %)	Total (en %)	Employeurs (en %)	Salariés (en %)	Total (en %)
<i>Assurés placés sous le régime général</i>						
1. Pour les assurances maladie, maternité, décès et invalidité (pensions et soins).....	12,80	5,50	18,30	Néant	Néant	
2. Pour les assurances maladie, maternité, décès et invalidité (soins).....	11,75	5,25	17,00	Néant	Néant	
3. Pour les prestations en nature des assurances maladie, maternité, invalidité.....	(1)	(1)	14,60	Néant	Néant	
4. Pour les assurances vieillesse, veuvage et invalidité (pensions):						
- vieillesse.....	1,60	Néant	1,60	8,20	6,55	14,75
- veuvage.....	Néant	0,10	0,10	Néant	Néant	
- invalidité.....	0,75	Néant	0,75	Néant	Néant	

(1) La charge de cette cotisation est répartie entre l'employeur et le salarié dans les conditions prévues par le règlement propre à chacun des régimes spéciaux intéressés.

Art. 12. - Le paragraphe 6 bis de l'article 3 du décret du 6 août 1938 susvisé est modifié comme suit :

1^o Au premier alinéa, les termes : « 6,20 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 4,90 p. 100 ».

2^o Au troisième alinéa, les termes : « 4,50 p. 100 », « 3,80 p. 100 » et « 3,05 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 3,50 p. 100 », « 2,80 p. 100 » et « 2,05 p. 100 ». A compter du 1^{er} juillet 1997, les termes : « 2,05 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 2,80 p. 100 ».

Art. 13. - L'article 91 du décret du 27 novembre 1946 susvisé est modifié comme suit :

1^o Au 1^o, les termes : « 18,75 p. 100 » et « 6,80 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 17,45 p. 100 » et « 5,50 p. 100 » ;

2^o Au 2^o, les termes : « 18,75 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 17,45 p. 100 » ;

3^o Aux a et d du 3^o, les termes : « 4,30 p. 100 » et « 5,5 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 3,30 p. 100 » et « 4,50 p. 100 ».

Art. 14. - L'article 12 du décret du 23 décembre 1950 susvisé est modifié comme suit :

1^o Au deuxième alinéa, les termes : « 11,35 p. 100 » et « 5,20 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 10,05 p. 100 » et « 3,90 p. 100 » ;

2^o Au troisième alinéa, les termes : « 5,35 p. 100 » et « 2,85 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 4,35 p. 100 » et « 1,85 p. 100 » à compter du 1^{er} janvier 1997, et par les termes : « 5,30 p. 100 » et « 2,80 p. 100 » à compter du 1^{er} juillet 1997.

Art. 15. - Le décret du 28 juin 1991 susvisé est modifié comme suit :

1^o Aux 2^o et 4^o de l'article 4, les termes : « 16,65 p. 100 » et « 3,80 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 15,35 p. 100 » et « 2,80 p. 100 » ;

ANNEXE N° 12 (suite et fin)

2° Au II de l'article 9, les termes : « 15.90 p. 100 » et « 5.80 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 14.60 p. 100 » et « 4.50 p. 100 » ;

3° a) Le I de l'article 13 est ainsi modifié : au 1°, les termes : « 5.30 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 4 p. 100 » ;

b) Au 2°, les termes : « 3.05 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 2.05 p. 100 » à compter du 1^{er} janvier 1997, et par les termes : « 2.80 p. 100 » à compter du 1^{er} juillet 1997 ;

4° A l'article 15, les termes : « 8.65 p. 100 » et « 4 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 7.35 p. 100 » et « 2.70 p. 100 » ;

5° Au premier alinéa du I de l'article 16, les termes : « 8.45 p. 100 » et « 3.35 p. 100 » sont remplacés respectivement par les termes : « 7.15 p. 100 » et « 2.05 p. 100 ».

Au deuxième alinéa du I de l'article 16, les termes : « 3.35 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 2.35 p. 100 » à compter du 1^{er} janvier 1997.

Art. 16. – Au premier alinéa du paragraphe 3 de l'article 6 du décret du 22 novembre 1950 susvisé, les termes : « 3.80 p. 100 » sont remplacés par les termes : « 2.80 p. 100 ».

Art. 17. – Sont abrogés :

1° Le décret n° 96-155 du 28 février 1996 modifiant les taux de la cotisation d'assurance maladie sur les avantages de retraite servis à certains retraités ;

2° Le décret n° 96-471 du 31 mai 1996 modifiant les taux de la cotisation d'assurance maladie sur les avantages de retraite servis par divers régimes spéciaux de sécurité sociale et modifiant le code de la sécurité sociale ;

3° Le décret n° 96-680 du 31 juillet 1996 modifiant les taux de la cotisation d'assurance maladie sur les avantages de retraite servis par divers régimes spéciaux de sécurité sociale et modifiant le code de la sécurité sociale.

Art. 18. – Sous réserve des dispositions des articles 3, 12 (2°), 14 (2°) et 15 (b du 3°), les dispositions du présent décret s'appliquent aux rémunérations, gains, pensions et allocations versés à compter du 1^{er} janvier 1997.

Art. 19. – Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la défense, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications, le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, le secrétaire d'Etat aux transports et le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 1996.

ANNEXE N° 13 :

222-262

Décret n° 97-185 du 25 février 1997 relatif à certaines modalités de recrutement des handicapés dans la fonction publique hospitalière

NOR:TASH9624401D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail et des affaires sociales,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 323-11 et L. 351-12 ;

Vu la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971 modifiée d'orientation sur l'enseignement technologique ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, notamment son article 27 ;

Vu la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière en date du 19 septembre 1995 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décète :

Art. 1er. - Peuvent être recrutées en qualité d'agent contractuel, en application de l'article 27 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée, les personnes qui ont été reconnues travailleurs handicapés par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel prévue à l'article L. 323-11 du code du travail et dont le handicap a été jugé compatible, par cette commission, avec l'emploi postulé.

CHAPITRE Ier

Conditions de diplôme ou d'aptitude préalables au recrutement

Art. 2. - Les candidats aux emplois à pourvoir du niveau des corps de catégories A et B doivent justifier des titres ou diplômes ou du niveau d'études exigés des candidats aux concours externes et fixés par le statut particulier du corps auquel ils sont susceptibles d'accéder.

Toutefois, les candidats qui possèdent un autre diplôme que celui exigé par les statuts particuliers et qui peuvent justifier d'un niveau équivalent du fait de leur formation continue ou de leur expérience professionnelle, éventuellement validée dans les conditions prévues aux articles 5 et 17 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée et à l'article 8 de la loi du 16 juillet 1971 susvisée, peuvent déposer leur candidature auprès de l'autorité investie du pouvoir de nomination qui vérifie, au vu de leur dossier, qu'ils possèdent le niveau requis.

ANNEXE N° 13 (suite)

Art. 3. - Les candidats aux emplois à pourvoir du niveau des corps des catégories C et D doivent justifier des diplômes ou du niveau d'études exigés des candidats aux concours externes et fixés par le statut particulier du corps auquel ils sont susceptibles d'accéder. A défaut, l'appréciation du niveau de connaissances et de compétences requis des candidats est effectuée sur dossier par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

CHAPITRE II

Déroulement du contrat

Art. 4. - Les candidats qui remplissent les conditions fixées aux articles ci-dessus peuvent être recrutés par contrat pour une période d'un an.

Art. 5. - La rémunération prévue au contrat est celle afférente à l'échelon de stage ou, à défaut, au premier échelon du premier grade du corps dans lequel les agents ont vocation à être titularisés.

Art. 6. - Les agents bénéficient au cours du contrat d'une formation dont les modalités et les conditions sont fixées par l'établissement concerné en conformité, le cas échéant, avec les dispositions réglementaires fixées pour certains corps.

Ils font en outre l'objet d'un suivi personnalisé visant à faciliter leur insertion professionnelle.

Le déroulement du contrat fait l'objet d'un rapport d'appréciation établi par le supérieur hiérarchique et, le cas échéant, par le directeur de l'organisme ou de l'établissement de formation. Ce rapport est joint au dossier individuel de l'agent.

Art. 7. - Lorsque le statut particulier du corps dans lequel les agents ont vocation à être titularisés prévoit une formation en école excédant une année, le contrat est renouvelé de plein droit pour une durée d'un an.

CHAPITRE III

Arrivée à terme du contrat

Art. 8. - Au terme de la durée du contrat, l'appréciation de l'aptitude professionnelle de l'agent est effectuée par l'autorité disposant du pouvoir de nomination, au vu du dossier de l'intéressé et après un entretien de celui-ci avec un jury organisé et composé par la même autorité.

I. - Si l'agent est déclaré apte à exercer les fonctions, l'autorité ayant pour pouvoir de nomination procède à sa titularisation après avis de la commission administrative paritaire du corps concerné.

Lors de la titularisation :

- les services accomplis en qualité d'agent contractuel sont pris en compte dans l'ancienneté dans les conditions prévues par le statut particulier dans la limite d'un an, sous réserve des dispositions de l'article 9 ci-après ;
- l'agent est affecté dans l'emploi pour lequel il a été recruté comme agent contractuel.

ANNEXE N° 13 (suite et fin)

II. - Si l'agent, sans s'être révélé inapte à exercer ses fonctions, n'a pas fait preuve de capacités professionnelles suffisantes, l'autorité administrative ayant pouvoir de nomination prononce le renouvellement du contrat pour une année, après avis de la commission administrative paritaire du corps au sein duquel l'agent a vocation à être titularisé.

Une évaluation des compétences de l'intéressé est effectuée de façon à favoriser son intégration professionnelle.

III. - Si l'appréciation de l'aptitude de l'agent ne permet pas d'envisager qu'il puisse faire preuve de capacités professionnelles suffisantes, le contrat n'est pas renouvelé, après avis de la commission administrative paritaire du corps concerné. L'intéressé peut bénéficier des allocations d'assurance chômage en application de l'article L. 351-12 du code du travail.

Art. 9. - La situation de l'agent dont le contrat a fait l'objet d'un renouvellement dans les conditions prévues par l'article 7 ou par le II de l'article 8 du présent décret est examinée à l'issue de cette période.

S'il a été déclaré apte à exercer les fonctions, l'agent est titularisé dans les conditions prévues au I de l'article 8. La prise en compte de l'ancienneté acquise s'effectue dans les conditions prévues par le statut particulier. Cette prise en compte est limitée à une année pour les agents mentionnés au II de l'article 8.

Si l'agent n'est pas déclaré apte à exercer les fonctions, le contrat n'est pas renouvelé et l'intéressé peut bénéficier des allocations d'assurance chômage mentionnées au III de l'article 8 du présent décret.

CHAPITRE IV

Dispositions diverses

Art. 10. - Les dispositions des titres I, II, III, IV, VI, VII et X, à l'exception des articles 1er (2e alinéa), 6, 7, 9 et 11 du décret du 6 février 1991 susvisé, sont applicables aux agents contractuels recrutés en application de l'article 27 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée pendant la durée de leur contrat.

Art. 11. - Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, et le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française

ANNEXE N° 14 :

222-312

Décret n° 97-120 du 5 février 1997 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique hospitalière

NOR:TASH9624295D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail et des affaires sociales et du ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et constituant le titre Ier du statut général des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et constituant le titre IV du statut général des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales, notamment son article 27 ;

Vu le décret n° 92-586 du 30 juin 1992 relatif à la prise en compte de la nouvelle bonification indiciaire dans le calcul des pensions de retraite des bénéficiaires de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et modifiant le décret n° 47-1846 du 19 septembre 1947 modifié relatif à la constitution de la Caisse nationale de retraites prévue à l'article 3 de l'ordonnance du 17 mai 1945 ainsi que le décret n° 65-773 du 9 septembre 1965 modifié relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;

Vu le décret n° 94-139 du 14 février 1994 relatif aux conditions de mise en oeuvre de la nouvelle bonification indiciaire dans la fonction publique hospitalière ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière en date du 5 septembre 1996,

ANNEXE N° 14 (suite et fin)

Décrète :

Art. 1er. - Une nouvelle bonification indiciaire, dont le montant est pris en compte et soumis à cotisations pour le calcul de la pension de retraite, est attribuée mensuellement à raison de leurs fonctions, aux fonctionnaires hospitaliers ci-dessous :

1° Directeurs d'une école préparant au diplôme d'Etat de pédicure podologue : 30 points majorés ;

2° Agents nommés dans le corps des pédicures podologues et dans le corps des pédicures podologues surveillants chefs des services médicaux : 13 points majorés ;

3° Agents affectés dans un service de "grands brûlés" et participant directement aux soins dont ces malades bénéficient : 13 points majorés ;

4° Agents nommés dans le corps des infirmiers diplômés d'Etat ou dans le corps des aides soignants et affectés dans les services de néonatalogie : 13 points majorés ;

5° Agents nommés dans un des corps autres que la catégorie A et appartenant à la "filière administrative", qui sont affectés à titre principal dans un service de "consultation externe", en contact direct avec le public, chargés d'établir les formalités administratives et/ou financières d'encaissement nécessaires à la prise en charge des soins dispensés aux patients : 10 points majorés ;

6° Agents exerçant des fonctions d'accueil pendant au moins deux heures en soirée ou la nuit dans un centre d'hébergement et de réadaptation sociale ou un centre d'accueil public recevant des populations à risques : 20 points majorés ;

7° Cadres socio-éducatifs exerçant leurs fonctions dans un établissement social et médico-social et encadrant une équipe pluridisciplinaire d'au moins cinq agents : 13 points majorés.

Art. 2. - Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, et le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et qui prend effet au 1er août 1996.

ANNEXE N° 15 :

222-397

Circulaire DH/PM 1 n° 96-660 du 25 octobre 1996 relative à l'assiette des cotisations IRCANTEC des personnels médicaux des établissements publics de santé

NOR:TASS9630565C

Le ministre du travail et des affaires sociales, Direction des hôpitaux, Bureau PM 1.

Circulaire DH/PM 1 n° 96-660 du 25 octobre 1996

Relative à l'assiette des cotisations IRCANTEC des personnels médicaux des établissements publics de santé.

NOR : TASS9630565C.

Références : décret n° 96-579 du 28 juin 1996 et arrêté du 28 juin 1996 (J.O. du 29 juin 1996).

Messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires sanitaires et sociales [pour information]) à Mesdames et Messieurs les préfets (directions départementales des affaires sanitaires et sociales [pour information]).

La présente circulaire a pour objet de définir les modalités d'intégration, dans l'assiette des cotisations IRCANTEC, des indemnités de gardes effectuées à l'hôpital par les personnels médicaux.

I. - APPLICATION DES DISPOSITIONS DU DECRET N° 96-579 DU 28 JUIN 1996 ET DE L'ARRETE DU 28 JUIN 1996

Ces dispositions prévoient que les personnels concernés cotisent à l'IRCANTEC sur leurs émoluments hospitaliers y compris les indemnités de garde mais à l'exclusion des indemnités d'astreinte.

Personnels concernés :

- les praticiens hospitaliers à temps plein ;
- les praticiens hospitaliers exerçant leurs fonctions à temps partiel ;
- les praticiens hospitaliers universitaires ;
- les chefs de clinique des universités-assistants des hôpitaux ;
- les assistants hospitaliers universitaires ;
- les assistants hospitaliers universitaires des centres de soins, d'enseignement et de recherches dentaires ;
- les assistants des hôpitaux ;

ANNEXE N° 15 (suite)

- les attachés ;
- les praticiens adjoints contractuels.

Date d'application : cette mesure prend effet à compter du 1er juillet 1996. Il convient de préciser que cette disposition s'applique aux gardes médicales qui ont été effectuées à partir du 1er juillet 1996 et non à celles effectuées avant cette date mais qui auront été payées sur le mois de juillet.

Modalités d'application :

1° Les dispositions fixées par le décret et l'arrêté du 28 juin 1996 sus-mentionnés s'appliquent uniquement aux gardes effectuées à l'hôpital par les praticiens concernés et non à la nature de la garde. Elles sont donc réservées aux praticiens possédant la plénitude d'exercice au sens de l'article L. 356 du code de la santé publique.

En conséquence, les internes qui effectuent des gardes médicales, en application de l'arrêté du 21 janvier 1976 ou de l'arrêté du 6 novembre 1995, ne peuvent se prévaloir de cette mesure.

2° Les cotisations IRCANTEC doivent être calculées sur les seules gardes rémunérées. En effet l'article 7 du décret n° 70-1277 du 23 décembre 1970 portant création d'un régime de retraite complémentaire stipule que les cotisations sont assises sur les sommes brutes versées. En conséquence, les gardes effectuées sur place qui ont donné lieu à récupération ne peuvent être soumises à cotisations puisque la période est payée et soumise à cotisation.

3° Lorsqu'un déplacement conduit à des actes thérapeutiques nécessitant la présence du praticien pour une durée supérieure à quatre heures, l'astreinte se transforme en demi-garde. L'indemnité versée au titre de la demi-garde doit donc être soumise à cotisation.

4° Les gardes sont plafonnées à hauteur de dix gardes pour les périodes normales. Le prélèvement des cotisations IRCANTEC doit, dans les mêmes conditions, être plafonné tant en nombre qu'en somme. Toutefois, pour les périodes où le déplafonnement des gardes est prévu à l'article 14-B de l'arrêté du 15 février 1973 modifié, il y a lieu de tenir compte du nombre de gardes réglementairement accomplies au-delà du plafond.

Mode de financement :

La date d'effet de la mesure étant fixée au 1er juillet 1996, celle-ci a un effet masse de six mois sur l'exercice budgétaire 1996. Son financement est assuré dans le cadre du taux directeur à hauteur de 0,03 % (cf. le point III a-2 de la note technique jointe à la circulaire DH/AF/95/N 51 du 27 décembre 1995).

Il convient de majorer la base de référence de la sous-enveloppe sanitaire régionale 1996 de 0,03 % pour déterminer l'enveloppe disponible affectée au financement de la mesure.

En ce qui concerne l'application PAGE, cette mesure fera l'objet d'un suivi particulier dans les termes précisés ainsi qu'il suit : libellé "cotisations IRCANTEC", code mesure "IRCANT", code nature "DEROG".

L'effet report de la mesure permettant son financement en année pleine sera pris en compte dans le montant des dépenses hospitalières 1997. Il n'y a donc pas lieu de prévoir l'extension en année pleine de la mesure en gestion PAGE.

ANNEXE N° 15 (suite et fin)

II. - AUTRES MESURES RELATIVES A L'ASSIETTE DES COTISATIONS IRCANTEC

a) Praticiens contractuels

L'attention de l'administration centrale a été appelée à plusieurs reprises sur l'assiette des cotisations IRCANTEC qu'il convient d'appliquer aux praticiens contractuels des établissements publics de santé régis par le décret n° 93-701 du 27 mars 1993.

L'article 7 du décret précité mentionne que le contrat indique le régime de protection sociale (régime général de la sécurité sociale et régime complémentaire de retraite de l'IRCANTEC).

Compte tenu du fait que ces personnels sont rémunérés sur la base des émoluments applicables aux praticiens à temps plein ou aux praticiens à temps partiel, ou des émoluments applicables aux assistants spécialistes des hôpitaux, il convient de retenir l'assiette des cotisations IRCANTEC prévues pour les personnels de référence, à savoir les émoluments hospitaliers y compris les indemnités de garde et à l'exclusion des indemnités d'astreinte.

b) Praticiens nommés à titre provisoire

Les établissements hospitaliers font régulièrement part des difficultés qu'ils rencontrent au sujet du calcul des cotisations IRCANTEC pour les praticiens nommés à titre provisoire.

Je vous signale qu'il convient de faire une différence entre les médecins hospitaliers (temps plein ou temps partiel) qui sont nommés à titre provisoire avant leur nomination à titre permanent et les praticiens hospitaliers relevant des décrets statutaires qui occupent un emploi à titre provisoire dès lors qu'ils se trouvent en instance de réintégration à la suite d'une disponibilité, d'un détachement, etc.

Dans le premier cas il y a lieu d'appliquer à ces agents les dispositions de droit commun relatives aux cotisations IRCANTEC, à savoir "les cotisations sont assises sur l'ensemble des rémunérations et indemnités", application des dispositions du décret n° 70-1277 du 23 décembre 1970.

Dans le deuxième cas, ces personnels sont toujours soumis au décret statutaire dont ils relèvent et des différents textes particuliers fixant l'assiette des cotisations IRCANTEC. En conséquence, celles-ci sont calculées sur les émoluments hospitaliers y compris les indemnités de garde mais à l'exception des indemnités d'astreinte.

Vous voudrez bien diffuser la présente circulaire aux établissements publics de santé. Par ailleurs, je vous demande de me faire part des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application des nouvelles dispositions et de la présente instruction.